

le monde **libertaire**

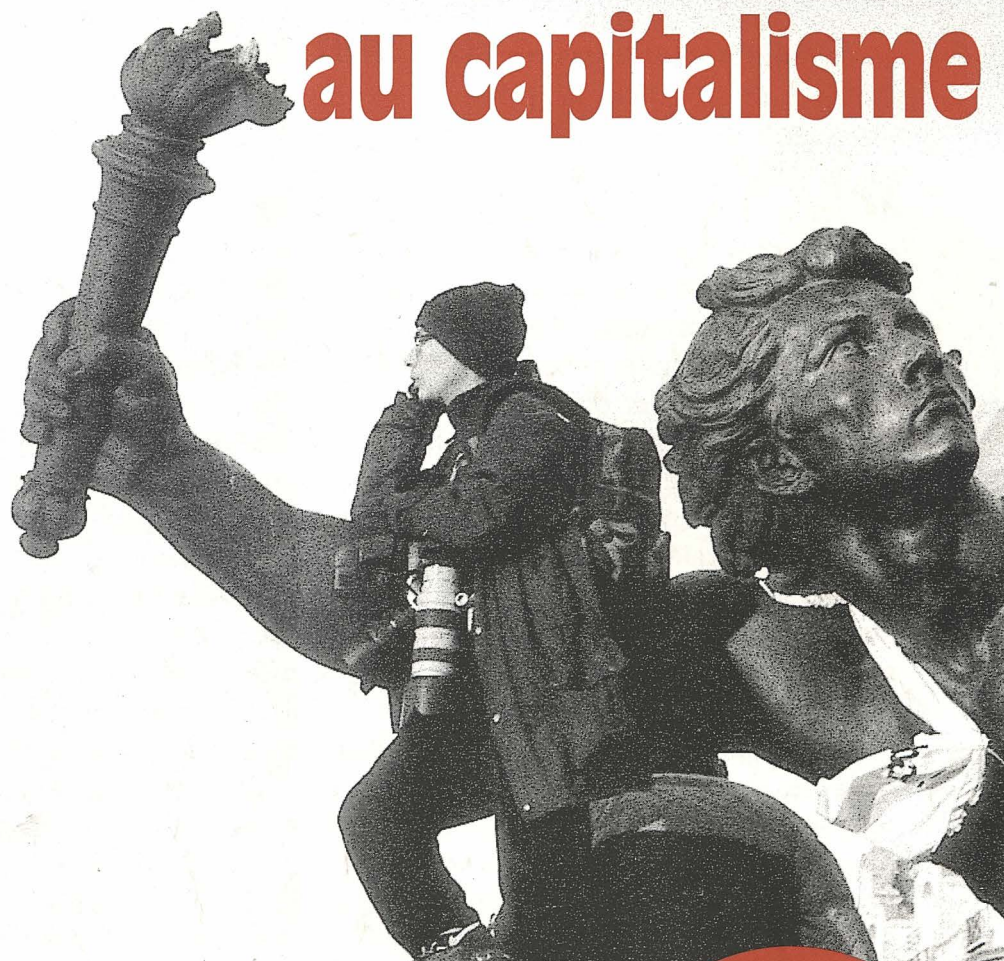
Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

1^{er} juillet 1999
au 26 août 1999

**20 FF
130 FB**

- Bilan politique et social de l'année
- Kosovo
- Europe
- Révoltes urbaines
- Recomposition sociale et syndicale
- Education populaire
- Contrôle social de la sexualité
- Expérience communiste anarchiste à Merlieux
- L'anarchie alternative au désordre
- Les anarchistes et l'athéisme
- Sortir cet été

Pour une alternative au capitalisme



inclus
une
nouvelle noire
de Jacques
Vallet

ISSN 0026-9433 - hors série N°12



Éditorial

Voici venu l'été avec ses cohortes de touristes s'en allant prendre l'air du large quelques brèves semaines, histoire d'oublier leurs patrons et chefaillons qui tout le reste de l'année leur bouffent la vie. Cependant, l'été, il y a aussi ces millions d'individus qui ne font qu'entendre parler des vacances des autres alors qu'eux glandent dans un coin pourri anonyme.

Mais l'été c'est aussi le moment des décrets ministériels pris à la sauvette et à la faveur de l'apathie générale et qui font qu'à la rentrée nous nous retrouvons avec un peu de fric en moins ou une loi sécuritaire en plus... c'est selon. Et enfin l'été c'est aussi la période où le ralentissement des rythmes de la vie sociale et politique laisse à chacune et chacun le loisir de s'interroger sur la pertinence des projets et activités qui le poussent à s'impliquer dans les dynamiques collectives qui fabriquent notre société jour après jour.

Aussi pour la troisième année consécutive *Le Monde libertaire* publie-t-il un numéro hors série dont l'ambition clairement affichée est d'alimenter notre réflexion à partir de quelques-unes des problématiques sociétales qui ont dominé largement l'actualité de ces derniers mois. Au préalable nous aurons pris le temps de faire un petit retour sur l'essentiel des événements marquants qui se sont déroulés depuis le début de l'année 1999. Un bilan économique et social tout comme la guerre au Kosovo et les enjeux tournant autour de la construction européenne nous semblaient indispensables. Nous avons ensuite choisi de privilégier deux sujets qui n'ont pas cessés d'alimenter les luttes sociales et des débats polémiques dans toutes les sphères de la société.

Tout d'abord l'éducation. C'est un enjeu de société majeur et chacun d'entre nous sait avec quelle force et constance les gouvernements s'acharnent à disposer d'un système éducatif le plus propice à reproduire les classes sociales. Nous essaierons de définir ce que les libertaires entendent par éducation populaire au moment où en Angleterre l'école Summerhill, pionnière de l'éducation antiautoritaire, est menacée de fermeture.

Deuxième sujet: le contrôle social. Nous savons bien que l'État est amené à modifier son appareil répressif pour l'adapter aux mœurs et à ses « ennemis » du moment. Nous reviendrons donc sur ce qu'on appelle communément les violences urbaines et sur la manière dont elles sont traitées par le pouvoir alors qu'il s'agit sans nul doute de révoltes sociales. Encore faut-il percevoir le sens et les potentialités qu'elles peuvent contenir. Mais l'État se doit aussi de réguler et définir ce que sera la norme de nos comportements sexuels. Là encore il est amené à modifier sa manière d'agir. Nous nous devons d'en déjouer les pièges. C'est l'objet d'un autre article de ce hors série.

Il est cependant difficile de ne passer son temps qu'à se torturer les méninges. Aussi pour s'évader quelque peu rien de tel qu'une nouvelle inédite très fleur bleue sentant bon l'eau de rose... enfin presque...

Plein d'autres choses encore à découvrir dans ces quarante pages. Pour cela vous pouvez vous reporter au sommaire ou mieux encore, laissez-vous aller au hasard de votre regard qui se fixera sur un titre au détour d'une page tournée.

En conclusion disons que nous avons tout fait pour que vous en ayez pour votre argent et qu'à la rentrée nous nous retrouvions en pleine forme, plus convaincus que jamais que vraiment il n'y a pas d'autre solution que la lutte sociale pour en terminer définitivement avec le travail salarié!

s o m m a i r e

Bilan politique et social :

Régression et relégation p.4

Kosovo, la guerre qui ne finit pas p.8

L'Union européenne :

barbarie capitaliste et étatiste p.11

Classes dangereuses : le retour p.15

Pour une recomposition sociale,
syndicale et anticapitaliste p 18

L'éducation populaire p.22

Vivons nos désirs sans les ordres..... p.24

Des municipalités à la Commune libertaire.. p.27

L'anarchie alternative au désordre p.29

Ni Dieu ni maître.

Les anarchistes et l'athéisme p.33

Les cerises sur le grand gâteau ÉTÉ p.35

Cartes postales p.36

Les librairies anarchistes..... p.39

Fédération anarchiste: les adresses p.41

photo de couverture : Olivier Bueb « D'où vient le vent de la révolte ? »

1999, un bilan politique et social

Régression et relégation sociale

L'ANNÉE ÉCOULÉE EST LA DEUXIÈME année du gouvernement de gauche plurielle. Ce gouvernement qui unit les socialistes, communistes et Verts dans une même gestion cynique du capitalisme et de ses effets sociaux. Ce gouvernement qui va nécessairement faire penser aux tenants du pouvoir économique que rien ne vaut la gauche au pouvoir. Arrivés au pouvoir par le mensonge, ils s'y maintiennent par le cynisme. Petit florilège:

- « Nous supprimerons les lois Pasqua-Debré » Programme du PS (avril 1997);

- « Notre première priorité est de libérer du pouvoir d'achat pour ceux qui ont le plus besoin, grâce à une Conférence nationale sur l'emploi, les salaires et la durée du temps de travail » Programme du PS (avril 1997);

- « En ce qui concerne les salaires, nous devons viser une montée progressive, une restauration de la part des salaires dans le revenu national, devenue trop faible » Lionel Jospin, *Le Monde* 30 mai 1997;

- « Nous proposons d'ramener progressivement la durée légale du temps de travail de 39 h à 35 h, sans diminution de salaire » Programme du PS;

- « Nous rétablirons un contrôle administratif des licenciements » Programme du PS!

Arrêtons là la mystification! À côté de ces mensonges ne visant qu'à engranger des voix pour acquérir le pouvoir en s'étonnant par la suite du manque d'entrain des citoyens, la réalité est toute autre. Déjà l'an dernier, le gouvernement Jospin nous avait montré lors du mouvement des chômeurs combien il était progressiste en allouant un petit milliard et demi pour améliorer leurs situations quand ils réclamaient un relèvement général et conséquent des minima sociaux.

Cette année fut au diapason. Le bilan général ne peut être que celui d'une régression sociale accrue qui a besoin d'entretenir une relégation sociale importante.

La régression sociale a certainement en son centre aujourd'hui la fameuse loi sur les 35 heures. Nous avons déjà vu à quel point cette réduction,

telle qu'elle était prévue, se déroulait au détriment de ceux qui sont censés en bénéficier.

35 heures: régression sociale

Il apparaît que le bilan de cette année nous donne malheureusement raison. Le dispositif prévu est lamentable car il s'en remet, sciemment, aux rapports de force dans les entreprises qui ne sont pas mirobolants avec le chômage de masse. Ainsi, la plupart du temps l'application des 35 heures voit simultanément ou pas s'appliquer les mesures suivantes:

- Baisse des salaires pour une partie importante des salariés d'une entreprise.

- Gel des salaires pour des durées de deux à cinq ans.

- annualisation partielle ou totale du temps de travail permettant de contourner la loi en bénéficiant en plus de la flexibilité pour des profits toujours plus importants.

- Augmentation de la productivité et donc de l'intensification du travail en amenant les salariés à produire davantage d'efforts.

- Augmentation des congés payés à la quasi-discrétion du patron qui détermine

- Allongement de l'amplitude de la durée du travail sur la journée (la fameuse semaine de quatre jours à 9 h et de trois jours pour s'en remettre!) ou sur la semaine (avec le travail du samedi).

- Disparition du sur-salaire pour les heures supplémentaires.

- Allongement de ces mêmes heures supplémentaires.

- non-prise en compte de temps de travail dit non effectif ou le salarié est à la disposition du patron sans être en situation de travail.

Voilà ce que l'on peut observer dans la grande généralité des entreprises... et les plus petites ne s'y sont pas mises! En plus, les entreprises sont payées pour faire cela grâce à l'importante prime qu'elles perçoivent dès qu'elles ont conclu un « accord » qui est étalé sur cinq années. On comprend que le premier bilan de la loi fasse état de beaucoup d'accords dits « défensifs », c'est à dire censés préserver des emplois qui auraient été

supprimés. A ce compte, les entreprises ont intérêt à vouloir mettre les travailleurs au chômage! Du coup, les accords sur les 35 heures sont encore peu nombreux et le nombre d'emplois qu'ils ont créés encore plus ridicule: on parle de 5000 emplois dans le cadre d'accords « offensifs ». Le grand alibi de l'emploi, qui est chargé de faire craquer « l'égoïsme » des salariés qui veulent maintenir leurs salaires et leurs conditions de travail, ne tient pas comme on pouvait s'y attendre. En fait, la loi prévoit une réduction généralisée du coût du travail mêlée à une dégradation des conditions de travail afin d'alimenter des profits colossaux comme le montre la situation des grandes entreprises.

Le risque général est l'apparition légitimée d'un SMIC à deux vitesses et un accroissement sans précédent de la flexibilité dans le cadre de l'annualisation. Autant dire que c'est là ce que revendique le patronat depuis longtemps.

L'année a été riche en expérimentations: à Peugeot-Sochaux, c'est le samedi qui devient un jour de travail avec un gel des salaires pour trois ans, à la SNCF, c'est le temps quotidien de travail qui augmente en passant à la moulinette le temps de travail effectif des cheminots, à Packard-Bell Angers, c'est le temps de pause qui disparaît avec une modération salariale en plus pour trois ans et la flexibilité des horaires. Ce dernier exemple est typique du projet des 35 h. Le patron ne compte plus dans le temps de travail la pause de 15 mn par demi-journée de travail, ce qui fait 2 h 30 par semaine qui ne sont plus comptabilisées.

Comme dans la métallurgie, le temps de travail était de 38 h 30 cela fait une fausse réduction du temps de travail à 36 h. IL ne reste plus qu'une heure donnée sous forme de congés payés dans des périodes creuses. En face, il y a l'acceptation d'une flexibilité plus grande (faut-il rappeler que cette dernière n'est pas une invention des 35 h!) et une modération salariale pour trois ans: ça fait cher payé pour l'heure de travail hebdomadaire! Nous avons bien affaire là à une régression sociale importante. D'autant plus importante qu'elle détourne la plupart des travailleurs de la volonté d'une baisse du temps de travail.

Comme quoi il faut vraiment n'avoir confiance que dans la lutte et se méfier des gouvernements qui n'agissent jamais par eux-mêmes dans l'intérêt des travailleurs.

Tout pour eux, rien pour nous!

Mais la loi sur les 35 heures n'est qu'une partie d'un dispositif visant à baisser le coût du travail répondant ainsi aux desiderata du patronat et des capitalistes. Car ce qui est régression pour les travailleurs est toujours bénéfice pour eux. Nous pouvons ainsi égrener les autres mesures prises dans ce cadre. L'autorisation administrative de licenciement a été oubliée très vite devant l'opposition du patronat. De même, la loi sur la limitation de la précarité, dont le dispositif était prêt en janvier, n'a jamais vu le jour. Il s'agissait de taxer les entreprises qui emploient plus de 15% de travailleurs précaires (intérim et CDD). Cette mesure a disparue tant les pressions et le lobbying des patrons est important. En ce qui concerne la fonction publique, c'est le gel des emplois qui reste la mesure phare reconduite d'année en année et parallèlement à la dégradation progressive des services publics. Ce gel des emplois conduit à une régression dans des secteurs comme la santé, l'éducation ou la poste. Par souci de préserver l'équilibre budgétaire cher aux capitalistes qui ne veulent pas être trop imposés et qui sont relayés par les grands organismes internationaux qu'ils payent comme l'OCDE, le gouvernement limite les dépenses publiques en faisant sien l'impératif de productivité des entreprises. Ce n'est là pas la moindre des régressions dans des secteurs où la productivité absolue est de laisser les gens se démerder. L'utilisation de l'argent public est toujours aussi arbitraire. Dans le même temps, les entreprises n'ont jamais eu autant de subventions à travers des exonérations de charges dont la principale est la diminution drastique en 1997 des charges sociales sur les salaires équivalents au SMIC. Cette diminution revient à peu près à 2500 f par mois pour les patrons ce qui représente un beau pactole au bout. Sans compter les diverses aides, notamment pour l'emploi, qui ne sont jamais utilisés pour l'emploi. Ce gel de l'emploi dans la fonction publique amène au recrutement d'emplois-jeunes qui ne sont jamais qu'une actualisation du SMIC

jeune de Balladur. Comment appeler autrement la déqualification et la régression salariale que représente ce statut pour les diplômés de l'enseignement supérieur qu'ils sont?

Nous avons bien affaire à des politiques en faveur des profits, des entreprises et des riches. Le plus marquant en la matière cette année est certainement la baisse de la fiscalité sur les stock-options qui a été décidée en janvier par Jospin. Pratiquement passée inaperçue, elle revient à un cadeau fiscal de 2,5 milliards pour les détenteurs de stock-options. Ces dernières sont des actions vendues très peu chères aux cadres dirigeants de l'entreprise. C'est comme ça que les riches sont payés aujourd'hui: leur salaire n'est que l'argent de poche!

Cadeaux fiscaux en stock

Face à la demande insistante de ces mêmes personnes, qui ont des relais au Parlement et au gouvernement puisqu'ils payent en grande partie les campagnes des politiciens, Jospin a accordé une baisse des taux d'imposition et une baisse du plafond d'exonération. En tout, 2,5 milliards de manque à gagner. Comparé au petit milliard des chômeurs, on voit que les écolos-socialo-communistes manient le cynisme aussi bien que le mensonge. C'est aussi comme ça que des requins comme Bébear, le patron d'Axa assurances qui

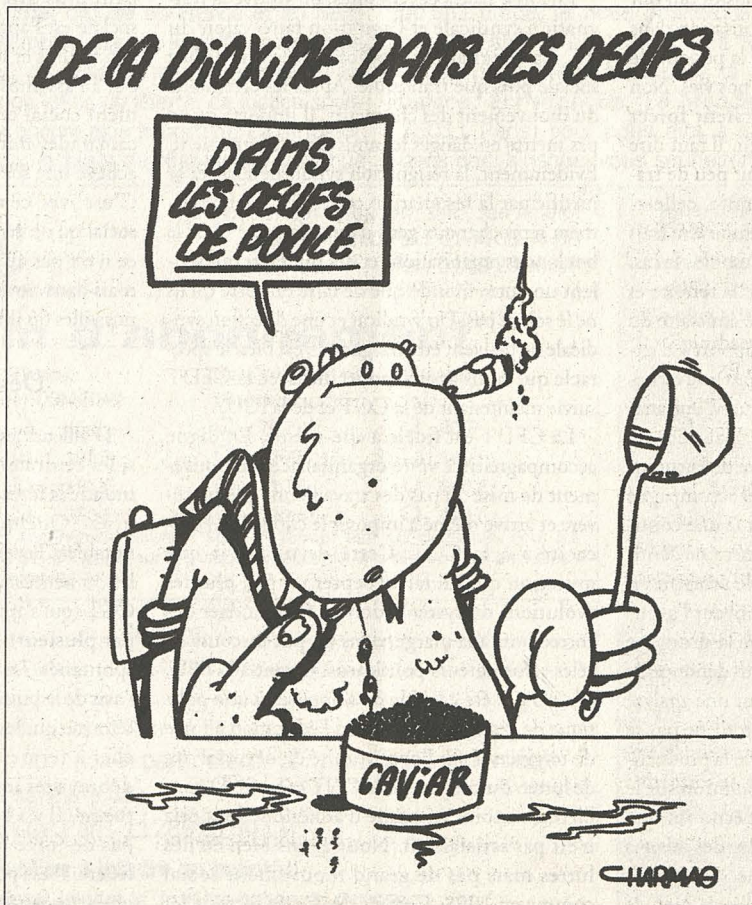
pousse à la privatisation de la Sécu, palpent 11 millions de francs par an rien que par le rapport de ces stock-options!

À côté de cette politique de profit et de soutien aux capitalistes, le chômage de masse persiste et même s'accroît. Certes, une baisse minime et surtout statistique suffit à rendre satisfaits nos zélés gouvernants qui voient là « les premiers résultats de leur politique ». Outre que la baisse du chômage n'est qu'un argument électoral, nous restons confrontés à un chômage de masse. Les chiffres sont implacables: c'est plus de trois millions de personnes qui sont au chômage statistiquement, c'est à dire 3,4 millions avec les anciennes statistiques!

Rapporté aux travailleurs qui peuvent être au chômage, c'est à dire la population active (25 millions) moins les indépendants et les fonctionnaires qui sont plus de huit millions en tout, cela fait un taux de plus de 20%! Il n'y a, en effet, aucune raison de compter le chômage par rapport à des gens qui ne peuvent y être, sauf à vouloir minimiser le désastre social qu'il représente. Alors une variation à la baisse de 100 000 sur un an, cela devrait rendre modeste car c'est trente ans qu'il faudrait à ce rythme! En plus, si le chômage stagne, c'est l'emploi précaire qui progresse énormément car c'est la principale voie d'entrée dans le travail pour la plupart des jeunes issus des classes populaires et moyennes aujourd'hui. Ce

travail précaire qui généralise un nouveau rapport salarial fait de soumission et d'insécurité.

Plus de 10% des travailleurs y sont aujourd'hui soumis avec le salaire partiel que cela représente. L'ensemble fait un sous-emploi de masse, une armée de réserve industrielle qui pèse sur la condition salariale. Toute l'édification des lois sociales qui concrétisaient un certain rapport de force est mis à bas. Et le gouvernement de gauche avec ses Strauss-Kahn et compagnie fait tout ce qu'il peut pour y aider. Il n'y a pas que les chômeurs qui sont victimes de cette nouvelle situation, ce sont tous les salariés. Il se développe des travailleurs pauvres, des « poors workers » dit-on aux États-Unis, c'est à dire des travailleurs qui ne gagnent même plus le SMIC. C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre les paroles de Jospin quand il dit qu'« il est pour une société de travail et pas pour l'assistanat ». Nous aussi sommes



pour une société où chacun contribue également à la production de richesse distribuée également entre tous. L'assistanat n'a jamais représenté un modèle. Mais qui provoque l'assistanat si ce n'est ceux qui privent d'emploi les autres? En fait, Jospin et son gouvernement nous préparent ce qu'il s'est passé dans les Pyrénées orientales à titre expérimental: obliger les pauvres à assurer des tâches collectives en contrepartie de leur revenu social. C'est ça le workfare déjà très développé dans les pays anglo-saxons. Le libéralisme social dans toute sa splendeur: on prive les citoyens des moyens de leur subsistance et ensuite on les blâme d'être dans cette situation au nom de quoi il faut rendre des services à la société, notamment sous la forme des associations de personnels de maison qui se développent au profit de ceux qui tirent les marrons du libéralisme! D'ailleurs, aucun gouvernement n'a tant aidé la famille en lui permettant de se payer du personnel. C'est ça la nouvelle politique sociale qui refuse l'assistanat.

L'arrogance patronale sur les retraites

Il se trouve que ce sous-emploi de masse met à mal l'équilibre social qui reposait sur des dispositifs mis en place du temps du plein emploi. C'est notamment le cas de la Sécu et des retraites. C'est un avantage notoire pour les capitalistes qui ont déjà réussi à allonger la durée de cotisation dans le privé en 1993 et donc à allonger la période de travail, le tribut qu'ils prennent sur nos vies. Non contents de cela, certains voudraient forcer l'avantage en allant encore plus loin. Il faut dire que quand l'espérance de vie laissait peu de travailleurs atteindre l'âge de la retraite, celle-ci représentait une réforme sociale à moindre frais pour les patrons. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. Qu'importe! Augmentons l'âge de la retraite et on rétablira l'équilibre! Et en digne émissaire du capital, le Charpin commet son rapport « d'expert indépendant » qui permettra au gouvernement de prendre des mesures à partir « d'une analyse objective ». Il propose 42,5 années de cotisation et oblige le Medef à faire de la surenchère à 45 ans. Tollé syndical officiel accompagné de commisérations. Il y a pourtant là une continuité dans l'offensive qui doit amener une continuité dans la lutte quel que soit le pouvoir en place. Mais comme la gauche a souvent l'avantage de faire passer des choses que la droite ne peut pas faire, il faut se méfier. Il faut dénoncer la supercherie de l'analyse qui tient sur une analyse démographique erronée mais surtout ne pas se laisser aller à faire un panagérique de la productivité « dont l'augmentation est la solution sur le long terme ». Si le raisonnement économique tient bien, n'oublions pas que baisse des salaires ou augmentation de la productivité, c'est pareil, ça retombe sur la gueule des travailleurs. Non, la



seule solution est le partage des richesses produites et non leur accroissement. Pourtant, tous les syndicats tombent dans ce travers en refusant de penser en terme de lutte des classes. Et c'est déjà cela la résignation.

En effet, face à ces mesures, on trouve la résignation syndicale et l'agitation faire-valoir du PC. La résignation syndicale avec une année sociale plus que tranquille. Après les errements du mouvement des chômeurs, il importe de ne pas mettre en danger les amis du gouvernement. Évidemment, la résignation syndicale surfe et se justifie par la résignation collective. Mais comment reprocher aux gens d'être résignés? C'est le boulot des organisations et des militants qui veulent un autre monde que de faire en sorte qu'ils ne le soient pas. Un syndicat et une direction syndicale ne peuvent être résignés. C'est bien le spectacle que nous avons, pourtant, avec la CFDT suivie maintenant de la CGT et de la FSU.

La CFDT est fidèle à elle-même. En digne accompagnatrice voire organisatrice du mouvement de mise au pas des travailleurs, elle persévère et arrive même à imposer le choix de « l'efficacité » à la CGT. Cette dernière vit une mutation qui lui fait accepter un peu plus les évolutions du système dont il faut amener des corrections à la marge, dans un pur discours de zélés réformateurs politicards. Quant à la FSU, elle n'a pas été capable de s'opposer à une politique de gestion libérale dans l'éducation à force de tergiverser sur l'opportunité de négocier ou de lutter. du coup, seuls la CNT et les SUD vont bien, du moins en terme d'adhésion. Tout cela n'est pas satisfaisant. Nous avons bien eu des luttes mais pas de grand mouvement social comme en 1998. Ce sont des luttes sectorielles

que les grandes centrales et les partis s'évertuent à ne surtout pas lier entre elles.

Le PC a joué un rôle d'étouffoir tout à fait efficace que ce soit à la SNCF, dans les grandes entreprises publiques ou sur les 35 heures. On ne peut plus dire aujourd'hui que la régression sociale est l'apanage de la droite. La gauche fait son boulot et le PC qui dit non dans la rue dit oui à l'assemblée. Instrumentalisant le mouvement social dont la finalité serait d'aider les camarades-ministres à imposer leur vue, le PC achève une social-démocratisation à l'italienne. C'est avec ce type d'idées sur le mouvement social qu'on tue le mouvement social. Parce que ce n'est pas au gouvernement que cela se passe mais dans nos entreprises, nos administrations, nos villes où il faut sans cesse lutter.

Des luttes, il y en a!

D'ailleurs les salariés ne sont pas dupes. Même si les centrales syndicales ont freiné, l'année a montré la force de résistance des travailleurs organisés. Quelques cas sont particulièrement notables: Peugeot, tout d'abord, où l'accord sur les 35 heures, accepté par les syndicats, dont la CGT (qui s'apprêtait à signer), est remis en cause par plusieurs débrayages impressionnants et spontanés. La SNCF ou les cheminots, contre l'avis de la puissante CGT, ont osé dire non à une réforme qui les faisait bosser plus et pour moins cher à terme. A Ford Blanquefort aussi, des débrayages importants ont lieu sur le même thème. Il y a bien une ambiance à la lutte mais pas de force dynamique et organisée qui les fédère. Il est pourtant facile de constater que des idées simples font la quasi-unanimité chez les tra-

vailleurs : « ne pas gagner moins, ni travailler plus ». C'est là le pivot de toute lutte sociale radicale. Bien que défensive, cette position aurait l'intérêt de fédérer des travailleurs isolés. En tout cas, ces luttes montrent la combativité des travailleurs, y compris en l'absence de grosses machines syndicales trop occupées à négocier et à calmer le jeu. Dans le climat actuel, ces luttes sont annonciatrices d'une combativité plus grande telle qu'on a pu le voir sur des luttes locales. De toute façon, nous n'avons d'autre choix que lutter.

En l'absence de riposte sociale, c'est la relégation sociale des plus pauvres qui s'organise et s'accroît. C'est bien cela l'enjeu actuel. Cette relégation qui touche au logement, à l'emploi, à la santé, à l'éducation, aux moyens de transports, aux revenus... Chômeurs ou précaires, mal logés et « bénéficiant » de services publics de seconde zone. Il aura fallu attendre 1999 pour mettre en place avec la couverture maladie universelle ce qui devait être le point fort de la réforme Juppé en 1995 d'après la CFDT. Les Zones d'Education Prioritaire pour l'école, les HLM ou des appartements vétustes, le service des urgences et l'hôpital toujours surchargés pour la santé, les bus qui finissent à 20 h... une partie de plus en plus importante de la population est ainsi reléguée.

L'espace de relégation c'est le quartier, d'où cet attachement un peu tribal à cet espace. La gauche n'a rien changé à cela et de cela on ne parle pas. Quand on en parle, c'est en terme de contrôle social et de criminalisation. Voilà les deux issues proposées par les gouvernants : accepter le bricolage social (assistante sociale, RMI, PMI, éducateur...) qui sert en fait davantage au contrôle social des pauvres, ou être criminalisé. On voit d'ailleurs que la solution dite de gauche, qui était plutôt la première historiquement, s'est emparée des oripeaux de la solution de la droite historique qui est la deuxième.

Le point de conversion, mais il n'a pas eu grand chose à faire, c'est Chevènement. Depuis un an, la politique sociale du gouvernement tient plus de l'inflation sécuritaire que d'autre chose. Le thème de la sécurité est omniprésent pour traiter ces populations reléguées. Parce qu'en plus, certains voudraient qu'ils disent merci ! On devrait au contraire s'étonner qu'il y ait si peu de violence dans notre société ! La criminalisation est à l'œuvre.

En parlant des effets de la relégation, c'est à dire de la violence et des discours d'exclusion, comme s'ils étaient des causes de cette relégation, le pouvoir en arrive à parler des gens comme de « sauvages ». La gestion sociale des socialos-

éclos-communistes semblent être faite depuis deux ans, un mixte entre sécuritaire et service public minimum. Voilà, le deuxième dispositif : assurer un service public minimum dont la mission première est d'assurer la cohésion sociale qui est cassée par ailleurs. Ainsi, l'école, l'hôpital, les transports se dirigent vers cette mission : laisser faire le marché et organiser pour les plus pauvres des services minimum de mauvaise qualité pour les encadrer autant que leur fournir des services.

En fait, c'est une redéfinition des missions de l'État qui se fait jour : alors que longtemps il a été associé directement à l'expansion économique du capitalisme, il est aujourd'hui relégué à la gestion des effets sociaux calamiteux de ce dernier. L'État se recentre donc sur ses fonctions de sécurité et de contrôle social dont la mission est le maintien d'une paix sociale minimale nécessaire au bon déroulement des affaires capitalistes. Du coup, c'est la police et la politique de la ville qui vont devenir les deux pivots de l'action de l'État. C'est là une transformation essentielle qui s'accélère depuis deux ans, notamment dans le cadre du projet politique européen pour lequel cette évolution est centrale. Le bilan social d'un gouvernement se comptera ainsi en nombre d'émeutes plus qu'en chômeurs en moins !

Most

Un Monde libertaire sans frontière !

Ce numéro hors série est en effet diffusé en France et en Belgique. Pour les anarchistes rassemblés dans la Fédération anarchiste francophone, il est important d'utiliser au mieux cet outil qu'est le *Monde Libertaire* pour que nos idées de liberté, de justice sociale, d'égalité prennent un essor encore plus important. La diffusion de ce numéro est réalisée par le biais du réseau qui distribue

habituellement le mensuel *Alternative Libertaire*. Ce n'est qu'une étape, et nous passerons fin septembre début octobre par les AMP (l'équivalent des NMPP). Pour transformer cet essai, nous avons besoin de la collaboration de nos lecteurs belges. Ecrivez-nous (*Le Monde libertaire*, 145 rue Amelot 75011 Paris) pour nous dire à quel endroit, dans quelle ville, dans quel kiosque, vous souhaiteriez nous trouver.

le monde
libertaire

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08
Fax : 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif

(n° hors-séries inclus)

		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	☐ 45 F	☐ 70 F	☐ 60 F
3 mois	13 n°	☐ 105 F	☐ 170 F	☐ 140 F
6 mois	25 n°	☐ 195 F	☐ 310 F	☐ 250 F
1 an	45 n°	☐ 350 F	☐ 530 F	☐ 400 F

Abonnement de soutien : 400 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays A partir du n° (inclus).

Chèque postal ☐ Chèque bancaire ☐

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M) ☐

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Vous êtes un nouveau lecteur de notre hebdo ; vous nous connaissez déjà et vous souhaitez nous faire découvrir par vos amis... Pour fêter son lancement sur la Belgique, le Monde libertaire hebdo vous propose un tarif réduit.

Pour la France (sous bande uniquement)
6 mois (25 n°) : 137 F (au lieu de 195 F)
Pour la Belgique (sous bande uniquement)
6 mois (25 n°) : 1080 FB (au lieu de 1625 FB)

Nom

Prénom

Adresse

Code postal

Ville

Pays

Chèque postal ☐ Chèque bancaire ☐

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M) ☐

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Au Kosovo, la guerre ne finit pas

FLUX ET REFLUX DES POPULATIONS persécutées : l'exil des Serbes fait suite à celui des Albanais au Kosovo. Dans le même temps 50 000 soldats de l'OTAN, lourdement armés, ont envahi ce petit territoire grand comme deux départements français. Pour longtemps semble-t-il, on parle de cinq à dix ans. Où est donc la paix que l'on nous annonce à grand renforts médiatiques ? De la même façon que les médias occidentaux ne savaient pas voir la guerre avant l'intervention de l'OTAN, ils se révèlent aveugles à en discerner les prolongements une fois que les mirages et autres avions furtifs ont cessés leurs raids mortels. C'est donc la paix quand le silence des armes (qui reste à prouver) est assuré aux coins des rues par des parachutistes et des chars lourds Leclerc ? Il faut que cessent tout de suite les faux semblants, avant que le Kosovo n'ait disparu dans l'indifférence du dernier tube de l'été, si l'on veut que la vie des kosovars redevienne supportable. Rien n'est réglé. Toutes les questions restent en suspens, et d'abord la première d'entre elles : les kosovars vont-ils passer d'une domination à une autre, ou vont-ils pouvoir choisir leur avenir ?

Dix ans de guerre...

L'année 1998 a vu éclater au grand jour, et aussi aux yeux de pays occidentaux qui cherchaient à ne pas voir, un conflit qui était latent depuis le 23 mars 1989, date à laquelle Milosevic a supprimé le statut d'autonomie du Kosovo qui lui avait été accordé par le régime communiste de Tito. La célébration de la bataille de Kosovo (qui a eu lieu 600 ans avant), quelques jours plus tard, s'est transformée en meeting anti-albanais où des milliers de serbes ont acclamé Milosevic. Celui-ci, apparatchik communiste, a attisé le nationalisme de l'extrême droite serbe afin de prendre le contrôle du parti communiste puis de l'État. Il n'a cessé depuis de l'utiliser pour étendre et conserver son pouvoir. En juillet 1990, la Serbie dissout les institutions politiques du Kosovo. Toutes les écoles de langue albanaise et l'université de Pristina sont fermées : 300 000 enfants et 6 000 enseignants se retrouvent en dehors de l'enseignement public. Seule la langue



serbe doit être enseignée dans une région où 90 % de la population est albanophone. La provocation est évidente et vise à humilier, voire à contraindre à la révolte, une population déjà marginalisée économiquement. Le cycle provocation puis répression, classique mais toujours efficace, a été utilisé sans aucun scrupule par les nationalistes serbes. Face à cette attitude délibérément agressive, où les vexations font très vite place à la violence de la purification ethnique, la stratégie de la Ligue Démocratique du Kosovo d'Ibrahim Rugova est la résistance passive. Pour Rugova, seule la non-violence peut aboutir à une solution et il est prêt à de multiples concessions envers le pouvoir dictatorial de Belgrade. L'histoire a montré l'échec de cette stratégie et une Armée de Libération du Kosovo (L'UCK) s'est constituée, équipée notamment par les centaines de milliers d'armes légères volées dans les casernes albanaises, de l'autre côté de la frontière, lors des émeutes de 1997. L'UCK est soutenue financièrement depuis le début par la diaspora albanaise en Europe (principalement en Suisse, 150 000 personnes, et en Allemagne, 400 000). L'UCK dispose d'une façade politique, le LPK, Mouvement populaire du Kosovo, mais est aussi soutenu par tous ceux qui, lassés des humiliations et des échecs répétés de la non-violence,

ont pris leurs distances avec Rugova, même au sein de son parti. Quelle est aujourd'hui sa véritable nature ? Difficile de le dire. Il semble néanmoins que l'on puisse aujourd'hui dire que l'UCK est un front regroupant l'essentiel des albanais qui luttent contre le nationalisme serbe. Il est tout aussi certain que ce front est hétéroclite et regroupe des éléments dont les positions nationalistes extrémistes sont parfaitement détestables. Il est clair néanmoins que l'UCK bénéficie d'un fort soutien parmi les kosovars, et quoi qu'en disent les dirigeants occidentaux cela ne semble plus le cas de Rugova. On ne voit pas bien dans ces conditions pourquoi l'UCK accepterait de déposer les armes suite à des accords entre Serbie et OTAN à la rédaction desquels elle n'a pas été associée. Bien entendu, les libéraux ne peuvent que condamner des stratégies fondées sur le nationalisme et le marxisme-léninisme qui n'aspirent qu'à la conquête du pouvoir et à la reproduction de l'oppression.

Quel rôle pour les albanais ?

Il y a de manière plus générale dans les Balkans une véritable « question albanaise » que la guerre du Kosovo révèle avec douleur mais qui ne sera pas résolue avec la fin du conflit. La première dif-

ficulté vient du fait que l'Albanie ne regroupe pas plus de la moitié des Albanais de la région, le reste étant réparti pour l'essentiel entre la Macédoine, le Monténégro et le Kosovo. La seconde vient de la profonde misère qui touche les populations albanaises. Misère économique bien sûr, l'Albanie est véritablement un État du tiers-monde au cœur de l'Europe, qui survit difficilement et sur lequel le voile de l'indifférence ne se lève que rarement, principalement lorsque des foules de migrants dans un dénuement complet se précipitent sur les côtes italiennes. Misère morale aussi avec une perte de confiance collective. L'Albanie présente ainsi une territorialité éclatée autour d'un centre vide, situation exceptionnelle qui oblige à faire attention de ne pas coller des modèles extérieurs sur la réalité albanaise. Dans ces conditions la menace d'une Albanie conquérante dans la région, régulièrement brandie par les nationalistes serbes mais aussi macédoniens, relève du plus pur fantasme. L'Albanie n'en a ni les moyens militaires (un budget annuel pour son armée de 45 millions de dollars par an, soit un avion furtif), ni bien sûr financiers, ni même humains. Dans ce contexte, la lutte en faveur des albanais du Kosovo tient pour certains lieu de cause nationale et explique, par exemple, l'extraordinaire solidarité dont ont bénéficié les réfugiés. En l'état actuel des choses,

la République d'Albanie ne peut servir de point d'appui ni à ses propres citoyens, tentés par l'exil, ni aux albanais de l'extérieur. Comment l'Albanie en est-elle arrivée là ? La situation est totalement différente de celle des autres pays ex-communiste et le modèle de transition vers le capitalisme libéral de l'Europe de l'est ne fonctionne pas ici. Le régime communiste et dictatorial d'Enver Hoxha a refermé l'Albanie sur elle-même pendant un demi-siècle. Le « pays des aigles » a développé une véritable paranoïa collective envers l'extérieur (en même temps qu'une répression féroce à l'intérieur empêchait toute évolution politique) qui s'est traduite dans les années 1980 par la surrection de plus de 600 000 bunkers censés protéger le pays d'une attaque étrangère. Pendant ce temps les frontières étaient fermées et le pays vivant en quasi-autarcie s'est enfoncé dans une misère profonde. Le régime hoxiste a appuyé son contrôle du pays et de ses habitants sur les anciennes structures claniques ; l'Albanie toute entière devenant un véritable clan qu'il fallait défendre et la figure symbolique de « l'oncle Enver » l'autorité suprême de chaque famille albanaise. Le pouvoir s'est appuyé très concrètement sur une vingtaine de clans, liés entre eux par le patriarcat traditionnel. Ce véritable national-communisme a procédé constamment à l'affirmation de l'identité albanaise, sans toutefois revendiquer le Kosovo,

qui se trouvait réuni au « frère » communiste yougoslave. La conséquence de ce système est le rejet des structures traditionnelles en même temps que celui du communisme d'État auquel elles étaient associées. La perte de repères dans ce pays fragilisé a précipité la société albanaise dans une série de convulsions, culminant avec la ruine des pyramides financières de 1997 et les émeutes très graves qui ont suivi. On se souvient que l'histoire fut tranchée à l'époque déjà par une intervention militaire occidentale (avec la bénédiction de l'ONU). Les militaires n'ont pas depuis quitté le pays et ont même considérablement augmenté leur potentiel au cours des derniers mois, faisant de l'Albanie un pays sous tutelle militaire des États-Unis. À sa frontière Nord, le Kosovo est une région très peuplée (enfin était...) avec 200 habitants au km² (France 105). C'est la plus pauvre des unités administratives de l'ensemble yougoslave mais qui réunit la population la plus dense et connaît la croissance démographique la plus forte. À l'intérieur de la province, la ségrégation entre groupes ethniques est presque totale depuis longtemps. Sur 1400 villages, avant la guerre, plus de 900 étaient exclusivement mono nationaux, avec au moins 99 % de représentants du même groupe ethnique. D'une façon générale les campagnes sont presque totalement albanaises ; dans les villes les

Un peu d'histoire...

Le drame du Kosovo est d'être revendiqué par deux nationalismes passionnés, le serbe et l'albanais. L'un comme l'autre fondent leurs revendications (exclusives !) sur l'histoire et sur l'antériorité supposée de leurs peuplements respectifs. De manière classique l'histoire est l'otage de l'idéologie et sert à s'entre-tuer allégrement, car le passé n'a pas valeur que de souvenir : il sert surtout de fondation, de justification d'une origine commune et donc d'une communauté de destin pour le présent et le futur. Dans ces conditions, écrire l'histoire, et au besoin la réécrire, est une entreprise essentielle et proprement politique. Ce n'est pas pour rien qu'une page sur dix écrite dans l'histoire de la littérature universelle est une page d'histoire.

Dans le cas du Kosovo, les Serbes fondent de prétendus droits historiques sur le fait que cette région fut au XIII^e et XIV^e siècles le cœur du royaume de Serbie qui vit une floraison de monuments religieux, notamment des monastères, et abrita le patriarcat de Pech. Les historiens serbes estiment que les Serbes peuplaient alors le Kosovo en grande majorité mais que leur affaiblissement fut dû aux persécutions infligées par les conquérants ottomans et leurs alliés albanais islamisés. L'élément albanais se serait ainsi renforcé, surtout après la grande migration des Serbes vers les plaines danubiennes à la fin du XVII^e siècle. Les Albanais ne seraient devenus majoritaires qu'au XX^e siècle. Les Albanais ripostent en affirmant qu'ils sont les descendants des Illyriens, et donc seraient les plus anciens habitants du lieu... d'ailleurs majoritaires de longue date. Ce qui est certain, et a des conséquences directes sur le présent, c'est la création en 1913

d'une Albanie indépendante qui n'a regroupé dans le nouvel État qu'environ la moitié des populations albanaises des Balkans. C'est depuis la source de problèmes quasi-insurmontables. Les Albanais du Kosovo ont ainsi été incorporés à la Serbie puis à la Yougoslavie contre leur volonté ; depuis lors, leur intégration à la société yougoslave et leur cohabitation avec les Serbes et les Monténégrins, localement minoritaires, posent problème. Entre les deux guerres mondiales, le pouvoir yougoslave négligeant l'alphabetisation des Albanais et poussant ceux-ci, par des brimades et vexations répétées, à émigrer dans la toute nouvelle Turquie alors qu'il favorisait dans le même temps l'implantation de colons slaves au nom de la réforme agraire, ne rechercha pas une telle intégration.

Le pouvoir communiste de Tito, chercha un peu plus à développer le Kosovo (alors province autonome de la Fédération yougoslave) sur le plan économique, mais sans véritable succès : le revenu national par habitant n'y atteignait pas le tiers de la moyenne yougoslave. De plus les Albanais étaient persuadés qu'il s'agissait d'un colonialisme interne et les Serbes que le statut de province autonome avait été créé pour affaiblir la Serbie. Dernier élément fâcheux, le seul moment où les frontières de l'Albanie ont correspondu avec la répartition des populations albanaises correspond à la période de l'occupation nazie. L'extrême droite nationaliste serbe n'hésite pourtant pas à utiliser cet argument contre les partisans d'une Albanie dont les frontières correspondraient à la localisation des populations albanaises.

F.G.

albanais qui se sont installés plus récemment sont à la périphérie. Il n'était pas rare, même dans les années 1980, de voir des villages serbes interdire l'installation à des Albanais. La peur du dynamisme démographique des albanais est forte et l'angoisse des serbes d'être submergés par un raz de marée albanais tourne depuis des années à l'obsession. Les nationalistes serbes puisent leur force destructrice dans cette obsession et comment comprendre si l'on ne tient pas compte la stratégie du pouvoir de Milosevic?

Des solutions à moyen terme?

Les questions sont multiples mais les réponses sont bien peu assurées. Bien sûr, il faut prendre en compte l'avenir politique. La fin de la guerre, c'est-à-dire une vraie paix, est absolument nécessaire. Mais le développement du Kosovo est tout aussi indispensable. La domination économique des États-Unis et de l'Union européenne sur un Kosovo du tiers monde, dédié au racket des multinationales de la reconstruction, après avoir été la victime des multinationales de la destruction, est intolérable.

Il semble que les européens veuillent éviter une situation comparable à celle de la bande de Gaza (isolement politique et matériel, survie grâce à l'argent des émigrés, taux de chômage astronomique...) et cherchent la solution dans une

forme de marché commun de la région. Mise à part la difficulté de faire cohabiter, même économiquement, des populations qui se sont entretuées et qui se haïssent, il faut affirmer clairement qu'aucune solution ne sortira du libéralisme économique. C'est quand la pression militaire sera retombée et que le Kosovo aura quitté le devant du cirque médiatique qu'il faudra se pencher sur la situation réelle des kosovars. Il faut espérer que nombreux seront ceux qui, comme les libertaires, ne font aucune confiance au capitalisme pour assurer le bonheur des populations. Pour l'heure, les militaires de la Kfor ont pour consigne d'imposer l'ordre de l'OTAN aux kosovars. Porteurs d'espoirs, ils sont accueillis dans la joie par les albanais réchappés d'un enfer de plusieurs mois. L'image que nous en renvoient les écrans de télévision va marquer durablement les esprits occidentaux. Les kosovars ne vont eux pas tarder à se rendre compte que les « libérateurs » ont leurs intérêts propres qui ne coïncident pas forcément avec les leurs. Pas question en effet de laisser le Kosovo choisir son avenir. Aucun référendum sur le statut de la province n'est prévu; seul le désarmement de l'UCK est au programme, ce qui risque de ne pas plaire à tous ceux pour qui l'armée de libération a représenté la résistance aux massacres des paramilitaires serbes.

Le nouveau Kosovo, sous tutelle de la Kfor, n'est rien de plus qu'un protectorat de l'OTAN, qui envisage pour le moment la présence de

troupes pour une durée de 5 à 10 ans. Ce devrait être aussi un laboratoire de l'ultra-libéralisme, un « État sans taxe ni impôts dont les monnaies officielles seront le Mark allemand et le Dollar américain ». Rien de cela ne laisse croire qu'une quelconque solution acceptable se dessine au Kosovo. Côté Serbe Milosevic est fragilisé. Le pouvoir de Belgrade est incapable de mettre au pas le Monténégro qui échappe progressivement à sa domination. Il est de plus en plus l'otage de ses alliés d'extrême droite et particulièrement du parti du fasciste Vojislav Seselj. Il semble même que l'opposition, après une longue série de compromission, se réveille et essaye de se refaire une virginité démocratique avec l'aide des américains et des européens.

Après avoir soutenu et même inspiré le régime de Milosevic, l'église orthodoxe prend ses distances avec celui-ci. Il n'est pas du tout certain que ce dictateur ait la même impunité que Saddam Hussein. Mais le peuple Serbe, que va-t-il devenir? Va-t-il payer la reconstruction par Bouygues des destructions de Dassault aviation, pour le plus grand bénéfice de leurs actionnaires respectifs? Il faut se mobiliser pour exiger la reconstruction gratuite de la totalité des destructions. C'est maintenant que notre solidarité peut s'exercer, sans distinction entre serbes et albanais car ils sont tous victimes de la guerre.

Franck Gombaudo. — groupe Sabaté (Rennes)



L'Union européenne: barbarie capitaliste et étatiste

LE TEMPS D'UNE CAMPAGNE, LES DISCOURS LÉNIFIANTS SUR L'UNION européenne ont rassemblé les politiciens de tous bords. Ils nous vantent, dans une quasi-unanimité, les mérites de cette construction : elle favorise le rapprochement entre les peuples, c'est une garantie contre la guerre... entre les États membres bien sûr, la guerre au Kosovo en est une preuve. Cependant, cette Europe se construit sous nos yeux mais hors de notre regard.

Instrument politique d'une guerre économique

La construction européenne a débuté à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Cette date est suffisamment symbolique, vu l'ampleur des désastres et le nombre colossal de morts, pour qu'on associe, en première analyse, l'Europe avec la paix enfin retrouvée. L'Europe serait soi-disant née de la paix et l'aurait garantie en retour. La réalité est toute autre: c'est un instrument élaboré par une classe dans un contexte précis pour des objectifs précis, c'est une Europe partagée entre les États-Unis et l'URSS, la guerre froide et la mondialisation du capitalisme. C'est en vertu de ces objectifs politico-militaires et économiques que fut lancé, le 5 juin 1947, le plan Marshall. Moins d'un an après, un traité de coopération militaire était signé entre plusieurs pays européens, par la suite intégrés à l'OTAN. Le deuxième acte fut d'ordre économique avec la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (C.E.C.A.) le 18 avril 1951. Cette première unification ne pouvait qu'en entraîner d'autres et déboucher sur une intégration économique globale menée par les États. Le traité de Rome, signé le 25 mars 1957, ratifie ce qui était déjà joué d'avance. Avec le Marché Commun, l'unification économique se généralisa et affecta graduellement l'ensemble des secteurs d'activité: l'industrie, puis l'agriculture et le commerce. La fiscalité touchant à la finance, la finance à la monnaie, ceci nous amène tout naturellement au 1er janvier 1999, avec le lancement de l'Euro qui consacre le parachèvement du processus avec une intégration monétaire complète et une unification financière totale.

Sans doute l'Europe est-elle une grande idée. Il s'agit en tout cas d'un vrai petit bijou de finesse stratégique et de patience politique. Les politiciens construisent un système capitaliste européen et favorisent la montée en puissance d'une bourgeoisie continentale qui serait à même de lutter à armes égales avec ses homologues américains et nippons. En effet, si le capitalisme peut se déployer d'un point à l'autre de la planète, s'il peut réorganiser relativement rapidement son appareil de production et ses circuits d'échange, l'État est par nature fortement territorialisé. L'État crée le territoire et ses frontières, mais il existe aussi à travers lui et à travers elles, État

et territoire sont indissolublement liés. Par la stratégie de "continentalisation" les politiciens tentent de reporter à l'échelle européenne ce qui hier leur avait si bien réussi à l'échelle nationale. L'édification européenne ressemble ainsi sous bien des égards à la construction des États-Nations, car elle obéit aux mêmes règles et poursuit les mêmes objectifs. Ainsi, le marché unique est une homogénéisation des conditions d'échange et de production, ce qui se traduit par des rémunérations, des conditions de travail et de protection sociale au niveau le plus intéressant pour les patrons. L'Union européenne (l'UE) correspond, pour la majeure partie de la population, à un durcissement des conditions de vie et de travail, tout comme la construction des États avait signifié la généralisation et le durcissement de l'exploitation salariale.

La modernisation de l'État

La classe dominante a retenu au moins une leçon du mouvement révolutionnaire: les institutions, même celles que l'on contrôle, ont toujours tendance à se reproduire. On a donc meilleur compte à en créer de nouvelles plutôt qu'à vouloir réformer celles qui existent. La construction européenne se situe dans cette démarche pragmatique. Elle a transféré les compétences économiques de l'État à l'UE. Quant au secteur public (les services publics, ceux qui sont cogérés et les entreprises nationales) il est démantelé à grands coups de privatisations et de délégations aux entreprises privées. C'est une destruction organisée par l'État au seul bénéfice du Capital. Bien sûr, les politiciens nous expliquent que ce n'est pas l'État qui détruit tel secteur de production mais les directives européennes; quant à eux ils ne sont en rien responsables de la privatisation de notre protection sociale: la faute en incombe aux commissaires de Bruxelles.

Le dépérissement de l'État-Nation est annoncé comme un nouveau temps historique. Cette idée semble fondée puisqu'on voit émerger et se renforcer des structures infra-étatiques (régions, collectivités locales). Il s'agit en réalité d'un partage des rôles entre l'UE, les États et les collectivités locales et non pas la disparition de l'un au bénéfice des autres. L'État est recentré sur ses fonctions régaliennes avec la police, la justice et l'armée. Ce ne sont pas des services publics mais bien des fonctions inhérentes à l'État, les services publics regroupant ce qui est facultatif. L'éducation est, de son côté, de réformes en réformes, consciencieusement modelée pour en faire un service destiné à servir les intérêts des patrons, son entretien restant à la charge des contribuables.

L'encadrement politique des populations s'est affiné et repose sur six niveaux géographiques qui se partagent les tâches: l'UE, l'État, la région, le département, la structure intercommunale et la commune. Le domaine du contrôle social dépend de l'État, du départe-

ment et de la commune qui organisent un maillage très fin du territoire pouvant descendre aux quartiers et à leur traitement social, les zones sensibles et autres ZEP. Nous sommes au cœur de la vie démocratique bourgeoise avec les élections nationales (présidentielles et législatives) et dans le lieu de la démocratie locale (la commune et le département). L'autre grand domaine est celui de la politique économique : le maillage est adapté au capitalisme qui s'organise à l'échelle continentale, des régions et des métropoles. L'UE est l'outil moderne de la bourgeoisie pour laisser le capitalisme prospérer avec comme corollaire un renforcement de l'État gendarme et ce pour toutes les populations.

L'espace Schengen : un bunker nommé Europe

Cette Europe, qui se targue d'être le berceau de la démocratie et un modèle de défense des droits de la personne humaine, n'accueille, en fait, que 5% des réfugiés de la planète. Elle se protège grâce à un arsenal de mesures visant à empêcher toute forme d'immigration extra-européenne.

La grande œuvre de l'UE est l'accord de Schengen (mars 1995). Désormais, les ressortissants de l'UE peuvent franchir librement les frontières intérieures des États de Schengen. Il ne fait pas bon, toutefois, être étranger dans cette Europe-là. Pour les non-communautaires, le traitement est pour le moins différent. Ceux et celles qui résident à titre permanent dans un pays Schengen peuvent y circuler librement... mais sous certaines conditions. Pour les étrangers non-résidents, cela peut être encore plus contraignant. Ceux qui viennent des pays riches sont contrôlés uniquement lors de leur

entrée dans l'espace Schengen, ils/elles sont ensuite libres de circuler à leur aise d'un pays à l'autre au sein de cet espace sécurisé. Les ressortissants des pays pauvres sont soumis à un « visa uniforme » délivré par le pays d'arrivée. Ensuite leur liberté de circulation au sein de cet espace est soumise à des contrôles rigoureux. En outre, pour obtenir leur premier « visa uniforme », ils/elles doivent remplir les conditions exigées par tous les États, même s'ils ne souhaitent accéder qu'à l'un d'eux. Dans le cas contraire, le visa n'est pas délivré : une personne refusée par un des États Schengen l'est aussi automatiquement par les autres. De plus la convention de Dublin précise qu'aucun débouté du droit d'asile ne peut plus désormais obtenir une deuxième chance dans un autre pays européen, pas plus que de choisir son pays d'accueil.

Par ailleurs, le traité induit aussi un renforcement de la coopération policière à l'échelle européenne, fichage et contrôle policier. Chaque police de Schengenland est désormais connectée avec les autres, grâce au Système d'Information Schengen (SIS), centralisé à Strasbourg. C'est une interconnexion entre les différents réseaux informatiques des polices et des douanes des pays signataires (alimentée par chaque pays avec le signalement de tous les indésirables), pierre angulaire de la surveillance policière européenne.

L'UE se protège à partir de cercles concentriques : le premier est formé des États Schengen, le deuxième des États associés et des candidats à l'entrée dans l'UE, qui doivent aligner leur politique. Le troisième (CEI, Afrique du Nord et Turquie) filtre et assure ses frontières et le quatrième (Moyen-Orient, Chine et Afrique noire) contrôle ses ressortissants. L'UE transforme ses voisins en gendarmes et les aides au développement dépendent de leurs bons offices.



Les bâtisseurs de l'Europe, au nom de la sécurité politique, économique voire culturelle des Européens, nous vendent le mythe de l'empire chrétien, du pur racisme qui servira à forger les guerres de demain. Nationales ou européennes, les frontières se légitiment toujours par le nationalisme et celui-ci débouche toujours sur la guerre à plus ou moins long terme. Les portes du bunker se ferment au nez des immigrants, elles se referment aussi sur nous, comme les grilles d'une prison dorée: le SIS prévoit la mise en fiche des personnes "défavorablement connues des services de police"

Des constats aux perspectives

La démarche européenne des États n'est que l'une des facettes de la réorganisation du capitalisme pour s'adapter à la mondialisation de l'économie: les populations restent un vivier de salariés plus ou moins bon marché, offrant un meilleur choix aux exploiters. Le cas échéant la délocalisation en Europe leur assure une productivité meilleure: le système de la culture en jachère reporté sur l'organisation de la main d'œuvre. Après les dragons asiatiques, l'aigle américain, et l'ours soviétique, il ne manquait plus que la piste aux étoiles que l'Union européenne s'empresse d'installer, afin d'aller elle aussi faire le spectacle dans la cour des grands.

Nous anarchistes, ne pouvons qu'être opposés sur le fond et sur la forme au modèle d'Europe imposé car les notions de fédéralisme et d'internationalisme véhiculées par l'anarchisme dont elles sont les pierres fondatrices, s'opposent radicalement à celles du discours dominant: nous basant sur l'autonomie et la liberté des individus (les seuls à pouvoir décider de leur vie, tant collectivement que personnellement), nous refusons une adaptation du système ou à un système qui se base sur l'exploitation et la domination (en cela nous sommes révolutionnaires). Au plan européen et plus, il s'agit de rendre à tous et toutes leur véritable place, de remettre le monde à l'endroit; la lutte de classes est incontournable et indispensable, tout comme la nécessité qu'à la base les populations se réapproprient ce qui leur est nié: la capacité d'utiliser leur libre arbitre pour décider, élaborer, organiser, développer et gérer sans intermédiaire les structures sociales qu'elles jugeront les plus pertinentes en vue de la satisfaction de tous leurs besoins, et d'en contrôler directement le fonctionnement, les orientations, et l'évolution.

Le fédéralisme que nous voulons ne peut être qu'une forme de coordination, un lien structurel du bas vers le haut, du plus simple au plus complexe, qui permette la prise en charge par tous et toutes de la gestion de la société toute entière. Si nous avons appelé à l'abstention à ces élections européennes, comme à l'ensemble des élections bourgeoises, politiques et syndicales, ce n'est pas en fait que nous sommes contre les élections en tant que telles. Le fédéralisme que nous souhaitons ne pourra pas se passer d'élections. Comment imaginer d'ailleurs une assemblée générale de plus de trois cents millions de personnes, rien que pour l'Europe occi-

dentale! Ce que nous voulons, c'est d'abord des mandats définis collectivement, c'est-à-dire déterminant les grandes orientations que nous souhaitons voir développées. Cette coordination et ce contrôle constant des décisions et des actions décidées collectivement permettent l'adéquation entre les finalités visées et les moyens mis en œuvre. C'est aussi se garantir collectivement, à tra-



vers le mandatement et la possibilité de révocation immédiate des mandats, de toute prise de pouvoir au profit d'un seul (ou d'un groupe).

Au plan international, les facteurs déterminant actuellement les relations entre États ne sont autres que la gestion de l'éventualité de perdre plus ou moins de sa puissance: telle ou telle démarche ou alliance internationale ne vise qu'à affaiblir/dominer l'autre ou à permettre l'ascension d'une classe plus favorable. L'internationalisme véhiculé sur le mode humanitaire et la politique extérieure de l'UE indiquent bien les limites et les enjeux défendus: marquer la zone d'influence de l'UE dans le monde, là où les États-Unis ou l'ex-URSS ne sont pas ou plus, voire se positionner à leurs côtés quand il s'agit d'intérêts communs (en Irak ou au Kosovo), façonner la future image de la nouvelle superpuissance en construction...

Alors que pour nous, l'internationalisme part du fait que les êtres humains étant égaux entre eux en tous points (sans reconnaissance de critères de frontières, de langue, de « pays », d'ethnie, de sexe, de couleur, de culture...); et ce qu'ils vivent à deux pas ou à 20 000 kilomètres, il va de soi que la seule obligation est celle de l'entraide mutuelle afin de faire face aux difficultés et de permettre le développement maximal du progrès et du bien-être: aspirations portées par l'ensemble des habitants de la planète. C'est en cela que nous sommes internationalistes; le sens que nous y apportons est bien dans la cohérence du projet sociétaire anarchiste.

Pour une organisation des anarchistes à l'échelle européenne

L'heure n'est plus seulement à tirer des constats et des bilans. La question qui se pose aujourd'hui est bien celle de savoir quel

monde inventer, qui satisfasse les besoins de tous et de chacun, et qui ne soit pas un cauchemar une fois devenu réalité. Sur cette question, le communisme libertaire a évidemment toute sa place et toute sa pertinence, comme proposition, si ce n'est comme projet définitif. Ce projet ne peut être un programme préétabli par quelque avant-garde que ce soit: il ne pourra résulter que d'une confrontation d'idées collectives, pour que tous et chacun se l'approprient réellement. Si être uniquement anticapitaliste, anti-étatiste ou anti-ce-qu'on-veut est toujours un peu court (et pour le moins banal actuellement), l'élaboration d'un projet de société ne peut pas non plus se réduire à une discussion convenue entre anarchistes. Il nous faut porter le communisme libertaire dans la société, c'est-à-dire dans la vraie vie.

Le processus de transformation sociale n'est pas qu'une simple évolution où la conscience politique précède la révolte. L'injustice sociale génère aujourd'hui des révoltes sporadiques, irrépessibles et irraisonnées. Il faut nécessairement donner un sens, une perspective politique crédible et commune à l'ensemble. C'est à cette condition que la lutte des classes deviendra un mouvement de classe. Une révolution sans projet n'est qu'une jacquerie sans lendemain. Une révolution, c'est une somme de ruptures, conquises une à une grâce aux luttes, et aux jalons constructifs que l'on a posé un à un. Et c'est bien dans ce sens que nous entendons notre intervention dans la société! En soutenant, en relayant, en initiant des luttes ainsi que des projets et des expérimentations sociales qui, dans leur contenu, leur structuration, leurs revendications, reflètent l'aspiration des travailleurs à mieux vivre, à l'entraide, à plus de liberté, à s'émanciper du système dans lequel nous vivons tous et toutes. Autant d'idées proposées, de solutions originales à trouver et d'améliorations à apporter par toutes les personnes qui en sont, comme nous et avec nous, les actrices, qui en contrôlent le déroulement et la mise en œuvre, conformément aux désirs, aux besoins et aux possibilités de tous et de toutes. Cela s'appelle s'approprier sa vie à travers l'auto-organisation et l'autogestion.

Il va de soi que nous ne sommes pas seuls à œuvrer en ce sens. A nos côtés au plan international, d'autres organisations participent avec leurs moyens et leurs spécificités à cette dynamique, tant au plan politique (adhérentes ou non à l'IFA, Internationale des Fédérations Anarchistes), qu'au plan syndical (qu'elles appartiennent

ou non à l'AIT, Association Internationale des Travailleurs). L'action syndicale n'est pour nous qu'un moyen d'action parmi d'autres, permettant plus spécifiquement aux salariés de s'approprier les outils de production et d'échange et en cela d'élaborer et mettre en pratique l'anarchisme (anarcho-syndicalisme). Cela signifie que nous devons aller vers la constitution d'organisations plus à même de regrouper les exploités et travailler à l'émergence d'un mouvement de classe organisé qui se reconnaisse dans l'action directe, dans le combat pour l'abolition de l'État et du Saliariat, qui refuse toutes les formes de délégation de pouvoir, et porte en son sein le germe révolutionnaire compatible avec notre finalité anarchiste. Le problème n'est pas dans les termes, mais de trouver une nouvelle adéquation entre les réalités présentes et la façon dont le prolétariat peut se structurer, s'organiser et se regrouper pour devenir la force de demain.

Dans l'immédiat et pour l'année à venir, nous ne saurions faire moins que de vous convier tous et toutes, à participer au mouvement des femmes en lutte pour défendre la libre disposition de leur corps contre les différents tenants du patriarcat et des intégrismes. En France, les commandos anti-IVG et l'État remettent en cause, dans les faits, la liberté de la contraception et d'avortement, en Italie on assiste à la même remise en cause des acquis. En cette période de Jubilé, la lutte contre l'obscurantisme du Vatican doit s'intensifier. À l'occasion de la Marche mondiale des femmes en 2000 (contre la pauvreté et les violences dont elles sont victimes), nous devons développer, sur des bases anticapitalistes, anti-étatistes et anti-patriarcales, une action dont le but n'est pas de quémander des miettes du gâteau de la réforme. Cette initiative doit être un moment fort de notre activité, en jonction avec les compagnes italiennes, espagnoles, etc., afin de poser les jalons d'une autre Europe!

Groupe Lucia Saornil (Villeurbanne)

(1) Extraits de la brochure *La construction européenne ou Le nouveau visage de la barbarie capitaliste et étatiste*, édition du Monde libertaire, juin 1999.

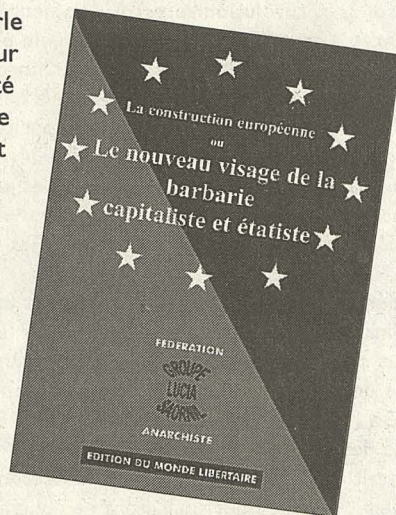
(2) Ils oublient de préciser que les commissaires sont choisis par les chefs d'État et de gouvernement réunis en Conseil européen, le cœur politique de l'UE qui a octroyé à la Commission le pouvoir de décider seule en matière de privatisation par exemple.

(3) Taux d'abstention de 51 % en moyenne pour les élections de juin 1999 au Parlement européen.

Surprenante quand même cette construction européenne dont on nous parle qu'une fois tous les cinq ans et qui, pourtant, a d'aussi grandes conséquences sur notre vie quotidienne. De directive en directive, d'accord de Schengen en traité de Maastricht, l'Europe se construit sous nos yeux et pourtant hors de notre regard. Bien qu'elle ait des implications croissantes sur nos conditions de vie et de travail, pour l'individu lambda elle reste malgré tout une notion pour le moins floue.

Qu'est-ce que la construction européenne? Par qui est-elle menée? Pourquoi, comment et à qui profite-t-elle? Quelle lutte développer dans ce nouveau contexte? Cette brochure ne prétend évidemment pas répondre à toutes les questions. Nous espérons toutefois qu'elle y contribuera à sa manière. Ce sont les petits ruisseaux qui font les grandes fleuves, non?

La construction européenne ou le nouveau visage de la barbarie capitaliste et étatiste. Groupe Lucia Saornil. 20 F. En vente à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. 7011 Paris. (24 F avec port).



Classes dangereuses : le retour !

AU SORTIR DE LA SECONDE BOUCHERIE mondiale, la France vécut ce que d'aucuns appellèrent les « trente glorieuses » : la reconstruction, le « Baby-boom », les débuts de la société de consommation (enfin, pas pour tous), la rivalité avec le bloc soviétique etc., et surtout l'exode rural, car le capitalisme industriel a besoin de main d'œuvre, encore et encore plus ! Alors il fait appel à l'immigration... Qui se souvient des immigrés que les patrons de l'époque allaient chercher, tellement il leur fallait de bras ? ! Du coup, ça fait encore plus de monde à loger, surtout (rien à redire) que les travailleurs immigrés font venir leurs familles. D'où le développement des banlieues, avec en plus les effets de la « démocratisation de la baignole » conjuguée avec une spéculation immobilière éhontée, cette urbanisation au rabais (c'est bien suffisant pour des prolos), ces cités-dortoirs monstrueuses, sans âme, ces quartiers de béton, ces barres et ces tours qui bouchent l'horizon dans tous les sens du terme... Petit progrès certes, par rapport aux taudis et autres bidonvilles, mais déjà générateurs de problèmes.

Bananes et santiago

Oh, pas grand chose, une première petite alerte : les blousons noirs des années soixante, ces bandes de jeunes (déjà !) ouvriers plus ou moins en rupture, mais en fait la bourgeoisie jouait à se faire peur. Le plein emploi, un mouvement social fort, tenu d'une main de fer par une CGT elle-même aux ordres du Parti communiste, ce dernier quadrillant tout son monde grâce à ses municipalités et ses organisations satellites, tout cela faisait qu'il n'y avait pas de problème d'intégration pour qui que ce soit. En résumé, la jeunesse s'amusait un peu et puis après c'est pas tout ça mais au turbin ! A l'usine, au bureau, métro, boulot, dodo ! Ce n'est pas l'ex-rocker éphémère, Robert « Little Bob » Hue qui nous dira le contraire. Et tout doucement, on croyait se diriger vers un avenir radieux, le niveau de vie augmentait, les améliorations de toute sorte, arra-

chées de haute lutte faisaient croire à des lendemains qui chantent.

Dans les cités, en attendant cette accession à la propriété pavillonnaire, le brassage social faisait cohabiter des familles de classes moyennes et intellectuelles, d'ouvriers et de techniciens mais aussi de smicards, d'immigrés... Tout doucement, la part du travail dans le PIB grignotait celle du capital... Intolérable pour ce dernier qui ne raisonne qu'en terme de profit !

« La crise »

Alors toute cette belle machinerie, bien huilée, où chacun avait son rôle, s'est grippée. La guerre israélo-arabe du Kippour en octobre 1973, l'embargo, le premier « choc pétrolier », sont des bons prétextes pour une restructuration en profondeur. Les patrons n'ont pas d'états d'âme : licenciements massifs, mondialisation des échanges, dérégulations, délocalisations vers les pays du tiers monde ou ceux dits émergents, des millions de prolétaires sont envoyés dans l'enfer du chômage. Le capitalisme des pays occidentaux, en se déplaçant dans le champ des services et du tertiaire, n'a plus besoin de certains types de main d'œuvre, pire, la technologie lui fournit les moyens de s'en passer encore davantage. Spéculations effrénées, boursicotages et autres turpitudes financières accentuent encore la recherche de plus-values. Profitant du chômage de masse, il pèse sur les niveaux de rémunération et les conditions de travail : précarité, flexibilité, petits boulots, stages bidons, TUC, CES, etc. Des pans entiers de la population sont rejetés dans la grande pauvreté, sont enfoncés dans une misère matérielle et intellectuelle... Les bastions ouvriers tombent, les solidarités se déliment... C'est le grand retour des « battants », le fric est glorifié, le chacun pour soi est exalté. Un matraquage idéologique sans précédent renforce le système, d'autant plus facilement que le « concurrent » de l'est s'est effondré, faisant croire que le libéralisme est l'organisation naturelle et qui plus est la plus efficace pour une société. Aux problèmes inhérents « aux grands ensembles »

viennent se rajouter les difficultés financières de locataires dans la mouise, de tous ceux qui n'ont même plus l'espoir d'un lendemain meilleur. Les pathologies se développent, les dépendances diverses (alcool et autres drogues) font des ravages, les individus se destructurent, les enfants sont parmi les premiers touchés (échecs scolaires massifs). Les différences culturelles engendrent le racisme d'autant plus facilement qu'il est institutionnalisé par les gouvernements successifs, l'ascenseur social s'est arrêté à l'étage « exclusion » et les jeunes se heurtent à un rejet de la part d'une société de plus en plus inégalitaire. Dans ces conditions, qui peut s'étonner que ça ne va pas bien dans les cités ?

Haro sur les jeunes

Chevènement a donné le ton : il matraqua les sauvages ! Que les choses soient bien claires. Il ne s'agit pas de dire que les rackets, les insultes, les atteintes à leur propre milieu et aux personnes (leurs voisins), on arrête là sinon on va nous même tomber dans le sensationnalisme qui sert à faire peur, bref que tout ce qui pourrait davantage encore la vie des habitants des cités, que c'est bien et qu'il faut laisser faire et s'en laver les mains (surtout quand on n'y vit pas). C'est vrai que ce n'est pas facile, mais il nous faut non pas réagir de façon émotionnelle mais tout simplement réfléchir à froid, analyser et ainsi comprendre que toutes ces violences et ces « incivilités » de la part de jeunes sont à la mesure de leur impuissance et de leur désespoir. Ce monde dans lequel ils vivent, dans lequel nous vivons, il est violent, et ils répondent à leur façon dans le même registre, parce que c'est tout ce qu'ils connaissent, parce que c'est à l'image de la société ! Et ce n'est certainement pas aux politiciens de tout poil à venir leur faire des leçons de morale, eux qu'on n'arrête pas de prendre la main dans le sac, et qui continuent en toute impunité ! Et enfin qui casse les existences, qui rend la vie impossible, qui fait que le soleil ne brille pas pour tous, c'est bien cette société de classes où certains tiennent le haut du pavé et repoussent les autres dans le ruisseau, et

après s'étonnent qu'il y ait des éclaboussures! Parce que, contrairement à ce qu'ils veulent nous faire croire, l'État et le Capital se foutent comme d'une guigne de notre bien être! S'ils voulaient vraiment notre bonheur, ça se saurait et ça se serait vu depuis longtemps: plus de misère, les besoins satisfaits, des services publics qui fonctionnent etc. Que les jeunes cassent, surtout dans leurs quartiers, ils s'en foutent, du moment que ça n'empêche pas les affaires, que les profits sont en hausse. À la limite, ça les arrange bien: pendant que les drôles font leurs conneries, les beaux quartiers sont peignés, ils ne sont pas dérangés, quand les pauvres se battent entre eux, les riches dorment tranquilles! Tout ce cinéma autour de la violence dans les banlieues, c'est encore un prétexte pour l'État à renforcer son appareil répressif. En criant haro sur les jeunes, en les désignant à la vindicte populaire, il fait coup double. Il essaie de se dédouaner des responsabilités qui sont les siennes dans cette situation et puis surtout il veut obtenir un consensus sur la politique tout-sécuritaire qu'il entend mener, en brandissant l'épouvantail de la délinquance juvénile. Derrière tout cela, se cache la volonté de criminalisation du mouvement social. L'État veut se donner tous les moyens au cas où...

Le délire sécuritaire

En mettant en avant les problèmes de délinquance, en continuant contre toutes les évidences scientifiques à pénaliser les « mauvaises (ou les bonnes, affaire de goût...) herbes », les gouvernants nous déploient un rideau de... fumée! Incapables d'apporter le moindre remède aux dégâts collatéraux causés par les exigences chaque jour plus fortes d'un Capital insatiable, quand ils ne prennent pas eux-mêmes les devants pour le satisfaire, il leur faut apporter des dérivatifs afin que les populations laborieuses ou chômeuses ne se retournent pas contre eux. On a donc eu le droit au rejet de l'immigré, grâce à la montée opportuniste d'un FN, il y a bien eu un peu de terrorisme (Action Directe, Carlos, les réseaux islamistes) mais comme il ne faut pas mettre tous ses œufs dans le même panier, autant en rajouter sur les problèmes liés à la petite, moyenne et grande délinquance. Rien ne les arrête: on met tout dans le même sac, du vol de mob au casse d'une banque, du feu rouge grillé au trafic d'héro, peu importe. De toute façon, tout s'additionne et on obtient ainsi des chiffres apocalyptiques, qui font peur et créent réellement un sentiment d'insécurité. L'exemple le plus flagrant et le plus récent est ce contrôleur mort d'une rupture d'anévrisme et que ses collègues ont transformée en agression! Et ils continuent à le croire, contre toute évidence et preuves à l'appui. C'est dire si le conditionnement marche bien, même si en l'espèce les professions des transports publics sont touchées

DÉGÂTS COLLATÉREAUX PARTOUT



directement par des phénomènes de violences verbales et physiques. Mais de façon globale, et nous l'avons aussi dit dans ces colonnes, les agressions que nous, individus, risquons le plus de subir, ne viennent-elles pas plutôt des patrons qui licencient, qui nous obligent à travailler dans des conditions dégueulasses? Ces patrons qui n'hésitent pas à ruiner notre santé, qu'on songe à l'amiante, qu'on songe aux aliments à la dioxine! Et ça, ce n'est pas criminel? On pourrait multiplier à l'envi les exemples, en commençant par le plus gros des hold-up: celui que le capitalisme fait sur les fruits de notre travail! Vraiment, vouloir nous faire peur avec les hordes de sauvages, c'est nous prendre pour des cons!

Le contrôle social

Le gouvernement (ce n'est pas une découverte) a choisi son camp: celui du Capital. Toute son énergie va donc être consacrée à satisfaire les désirs de son complice. Le Capital a besoin de la paix sociale mais il est en soi une formidable machine de guerre contre le monde du travail,

c'est donc à la chose publique de la lui apporter. Il en a tant besoin pour que rentrent les profits, et pour obtenir ces derniers, il lui faut mener des attaques contre le prolétariat, ce qui ne va pas toujours tout seul! D'où la nécessité de pouvoir un maximum passer en douceur, pensons par exemple aux 35 heures made in Aubry. Il lui faut donc atténuer les effets du libéralisme: puisqu'il ne veut pas s'y attaquer, il jouera donc dans le registre de la cautère sur une jambe de bois. Et ce seront les multiples « politiques de la ville », les développements de quartier, où il fallait repeindre les cages d'escalier, comme si la misère qu'il y avait dans les appartements disparaissait avec un coup de peinture magique... RMI, allocations diverses, bons d'aide etc., jamais il n'y a eu autant d'assistantes sociales, jamais les budgets de l'Aide Sociale n'ont pris une telle ampleur dans les municipalités et les conseils généraux. Une armada d'associations encadrent et gèrent la misère, distribuent le minimum suffisant pour que les gens survivent, pour que ça n'explose pas! Une flopée d'éducateurs, d'animateurs, d'éducateurs sportifs etc. sont de plus en plus présents.

Sans vouloir dénigrer le travail de ces professionnels (il ne faut pas nier une réalité faite de jeunes déjà cassés, et que leur éviter la prison, c'est pas si mal), on sait pertinemment que le but, pour les politiques, c'est d'occuper les jeunes à défaut de leur filer du boulot! Pourvu qu'ils restent dans leurs quartiers, c'est mieux pour leur tranquillité! Pareil pour les adultes, soit dit en passant, qu'on tient amorphes à grand renfort de lotos, tiercés et exploits sportifs!

La poudre aux yeux

Malgré tout le mal que l'État se donne pour eux, les gens sont ingrats, ils ne disent même pas merci! Le PS, qui ne recule devant rien, après nous avoir fait le coup de SOS Racisme, nous sort maintenant de son chapeau rose « Stop la violence », c'est du 100 % spontané, ne riez pas! Indépendamment de la sincérité de certains jeunes qui s'y sont fourvoyés, on voit gros comme une maison la manipulation idéologique: la violence, c'est à cause des jeunes, si c'est comme ça dans les cités, ils ne doivent s'en prendre qu'à eux-mêmes, en gros, si t'es pauvre c'est de ta faute! Oubliés le chômage, les galères, le racisme... Et quand un jeune, aux assises de ce mouvement, interpelle Jospin sur les violences exercées par les flics, il se fait vertement remettre à sa place, on n'est pas là pour parler de ça, mais uniquement de ce qui serait de la « responsabilité des jeunes ». Dans le même ordre d'idée, la volonté de créer un Islam à la française, doté de ses institutions représentatives, procède du raisonnement suivant: demander aux imams de faire régner la paix sociale dans les banlieues, grâce à l'influence positive qu'ils auraient auprès des jeunes beurs. Après tout, le communautarisme est inscrit en filigrane dans le traité de Maastricht, avec la subsidiarité, c'est chacun dans sa paroisse (ou sa mosquée) et les individus seront bien gardés!

Le tout répressif

Que le maximum de mauvais coups se fasse en douce et passe comme une lettre à la poste à la préférence de l'État, mais il se réserve aussi le droit d'avoir à s'imposer en force quand ça coïncide. D'où le besoin d'un État fort, au sens régalien du terme, d'autant plus utile que le libéralisme a des conséquences sociales catastrophiques. Pour l'instant le couvercle tient toujours sur la marmite, mais si ça pétait? Pour cela, l'appareil d'État dispose déjà d'un certain nombre de lois d'exception, à commencer par les fameuses ordonnances de 59. Depuis, se sont ajoutées les lois anticasseurs, qui ne servent pas uniquement à réprimer les manifs un peu musclées, mais servent aussi contre les « nuits chaudes dans les cités ». Sans oublier les lois antiterroristes et anti-drogues, ça peut toujours ser-

vir... Pour parfaire le tout, il y a maintenant le plan vigi-pirate, si pratique pour habituer les populations à la présence de militaires dans les rues, le jour où on proclamera la loi martiale, on ne verra pas la différence!

Un maillage serré

Dans le même genre, se développe de plus en plus l'ilotage, on n'a donc pas fini de voir patrouiller la gent plus ou moins en uniforme, les agents de quartier, les agents de sécurité etc., quand il s'agit de répression, l'imagination de nos maîtres est sans limite. Le quadrillage sera de plus en plus serré, qu'on se le dise! Pour tous ceux qui ont tendance à marcher en dehors des clous, il y a tout ce qu'il faut: la vidéo surveillance. Déjà qu'on doit supporter caméras et mouchards dans les magasins et lieux publics, maintenant les voilà implantés dans les rues. C'est pour la circulation... Ben voyons. Pour parfaire le dispositif, il y a les fichiers. Ce n'est

l'épée de Damoclès qui pend au-dessus du mouvement social, c'est toute l'armurerie! Quant à la volonté d'en découdre et de mettre au pas ceux qui se révoltent et qui s'agitent, il suffit de regarder un peu en arrière: répression contre les chômeurs à la suite de leur mouvement ou contre ceux qui soutiennent les sans-papiers... Tout est prêt!

Chiche!?

Ce qui se passe dans les quartiers n'est pas le fruit du hasard, ce n'est pas « l'époque qui veut ça », mais bien les conséquences des mutations d'un capitalisme encore et toujours plus avide de profits. Au XIX^e siècle, la bourgeoisie savait très bien que le prix qu'elle faisait payer aux classes populaires pour sa prospérité était trop lourd à supporter, que ça branlait dans le manche et que les idées socialistes faisaient leur chemin au sein des populations laborieuses. Dans toute sa haine et son mépris de classe, elle avait appelé tout ce



pas du tout un fantasme paranoïaque. Grâce à la fée informatique, Justice, Police, Gendarmerie, bref tous ceux qui nous veulent du bien, disposent de fichiers des condamnés, des inculpés, des contrôlés, de ceux ramassés dans une manif, etc., etc., et qui peuvent se croiser et s'entrecroiser, n'en déplaçant aux membres de la CNIL (Commission nationale Informatique et liberté) qui s'imaginent avoir mis tous les garde-fous pour protéger nos libertés, que les pandores les ont sagement écoutés.

Qu'on songe aux fameux portables corses et on aura peut-être un peu plus conscience de la formidable puissance mise au service des chaussettes à clous! Avec tout ça, ce n'est même plus

peuple d'ouvriers et de petits artisans, qui avait la rébellion facile, les classes dangereuses! Comptons dangereuses pour l'ordre bourgeois, et elle n'avait pas tort, pensons (entre autres) à la Commune!

Aujourd'hui qu'elle essaie de nous faire retourner au XIX^e à grands pas, eh bien, c'est toujours non seulement ce que nous devrions être pour elle, mais ce que nous sommes. Alors, à nous d'organiser les ripostes à la hauteur de ses attaques, à nous de reconstruire un mouvement social digne de ce nom. Une fois n'est pas coutume, donnons lui encore raison! Quitte à lui faire peur, autant que ce soit pour de bon!

Éric Gava. — groupe de Rouen

Pour une recomposition sociale, syndicale et anticapitaliste

L'ADHÉSION TOUTE NOUVELLE DE LA CGT française à la Confédération européenne des syndicats (CES) et celle, plus récente encore, de l'Union nationale des syndicats autonomes (UNSA), montrent clairement le mouvement en cours actuellement dans le monde syndical européen. Elles en situent également les limites.

Placées l'une et l'autre à chacune des extrémités du champ politique, en France, de la gauche plurielle, ces adhésions marquent, la première à gauche, si on ose dire, et la seconde à droite, les bornes de ce que la nouvelle organisation de l'Europe peut accepter en matière d'orientation syndicale. Ces deux affiliations expriment également le réalisme et le pragmatisme qui président à la direction de la CES. Cette dernière n'a pas hésité à considérer comme subalternes les querelles qui déchirent les directions syndicales de l'Hexagone. Si la CGT s'est vue contrainte d'accepter une mise en scène publique de réconciliation avec Mme Notat et la CFDT lors de son dernier congrès, sans doute comme condition de son entrée, Force ouvrière a dû consentir à l'arrivée de sa vieille concurrente dans ce qui était, à l'origine, une organisation régionale de la Confédération internationale des syndicats libres, regroupement syndical essentiellement anticommuniste. Quant à l'UNSA, elle a accueilli dans ses rangs les scissionnistes de FO. Tout cela sans aucun égard pour l'ancienneté de la centrale de l'avenue du Maine dans la CES, dont elle est une des organisations fondatrices.

Il s'agit aujourd'hui, semble dire la direction de la CES aux confédérations françaises, de s'intéresser au seul vrai enjeu, à savoir l'organisation sociale du continent, et d'aban-

donner les chicaneries dues, entre autres, à la concurrence lors des élections professionnelles!

Cet enjeu, c'est, bien sûr, ce qu'il est convenu d'appeler, dans la classe politique et les cercles syndicaux qui lui sont proches, la « modernisation » de l'Europe. Le document programmatique présenté le 8 juin dernier par Blair et Schröder, respectivement premier ministre britannique et chancelier d'Allemagne, résume la nouvelle orientation d'une partie importante de la gauche européenne. Ce texte condense clairement les orientations dites « social-libérales » de leurs auteurs. C'est une allégeance forte au marché et à la « libre entreprise », et il est probable que les propriétaires européens de parts du capital, soit industriel soit financier, sauront entendre ce message. Réductions « des taxes sur le travail et les entreprises », critique et proposition de réforme d'un « système de sécurité sociale qui finit par entraver les capacités à trouver de l'emploi », affirmation que « la notion d'emploi à vie est dépassée » et que les solutions se trouvent dans un accroissement de la « flexibilité » du « travail » et du « capital » ainsi que dans « la responsabilité individuelle », ses thèmes majeurs formulent sans ambiguïté que cette fraction des socialistes européens a définitivement abandonné le programme social-démocrate. En particulier, le rôle régulateur de l'État par les nationalisations des secteurs clés de l'économie et une certaine redistribution des revenus grâce à diverses formules d'aide sociale. Blair et Schröder écrivent textuellement que « l'opinion selon laquelle l'État doit corriger les déficiences du marché a trop souvent conduit à une extension démesurée de l'administration et de la

bureaucratie. [...] L'État doit soutenir les entreprises mais pas se substituer à elles ». Comme on peut le voir, ces affirmations sont décalquées de la Révolution conservatrice menée par Ronald Reagan et les républicains aux États-Unis dans les années quatre-vingt. Il fut même déclaré par ces derniers – et on ne peut qu'admirer leur sens de la nuance – que cette « bureaucratization » due à l'administration de l'aide sociale pouvait s'assimiler à du « socialisme rampant »!

En tout cas, il ne fait pas de doute qu'un nombre important de dirigeants politiques qui se nomment encore « socialistes », pour manipuler l'opinion publique sans doute, ont définitivement abandonné ce qui fut pendant plus de cent cinquante ans l'univers politique, les espoirs et les références de cette vaste doctrine politique et sociale nommée socialisme? Pour se rallier à une école plus ancienne – eux, les soi-disant modernistes – celle du libéralisme économique, doctrine élaborée par la bourgeoisie montante des nations européennes de l'Ouest au XVIII^e siècle et qui présida à la Révolution américaine et à la première période de la Révolution française.

Le néolibéralisme contre le droit de grève

Cette orientation de plus en plus libérale des deux plus importants partis socialistes d'Europe – au pouvoir tous les deux – confirme, s'il en était encore besoin, leur intégration toujours plus grande à une vision politique de soutien au capitalisme, par l'intermédiaire de ce qui est présenté comme « incontournable », c'est-à-dire le marché et la restauration du profit.

Or la Confédération européenne des syndicats, depuis sa fondation, demeure très influencée par ces deux mastodontes syndicaux que sont les trade unions de Grande-Bretagne et le DGB allemand, organisations liées organiquement à ces partis politiques. Les centrales allemande et britannique apportent ensemble plus de 14 millions d'adhérents à la CES, forte environ de 55 millions d'affiliés, et un pourcentage encore plus considérable de dirigeants. On peut donc craindre que la dérive social-libérale de cette dernière organisation s'accroisse dans les mois et les années à venir.

Le modèle social-libéral pour s'implanter plus encore en Europe doit faire en sorte que le salariat soit correctement encadré et convaincu qu'aucune autre solution n'est possible que la soumission au marché; telle est et telle sera la tâche de la CES, à qui, en compensation, on offrira quelques strapontins pour négocier un filet social minimal et de solides subventions.

Deux éléments, l'un à court terme, le second un peu plus tard, permettront de juger de l'impact du social-libéralisme sur les organisations syndicales de l'Hexagone.

La résistance à l'introduction du système des fonds de pension, en remplacement ou en complément des retraites par répartition, sera la premier. Cette vieille antienne du capitalisme français est de plus en plus

écoutée tant des directions syndicales que des pouvoirs publics. Quelle frustration pour nos investisseurs de ne pouvoir utiliser, comme leurs collègues et concurrents anglo-saxons, pour se chiper les entreprises et les marchés, de la masse financière créée par ces fonds! Beaucoup trop de nos contemporains, hélas! croient encore que les campagnes de sensibilisation, comme on appelle aujourd'hui le bourrage de crânes, au problème de l'allongement de la vie et du paiement des retraites seraient le résultat d'un noble souci du bien public, alors qu'il s'agit plus trivialement d'essayer de fournir aux financiers des capitaux supplémentaires. Jusqu'à aujourd'hui, l'opposition des syndicats supposés représentatifs, surtout de la CGT et de FO, a bloqué toute remise en cause du système de retraites. Jusqu'à quand durera une telle opposition? Dans la CGT déjà, des responsables confédéraux ont initié un débat à ce propos... Ceux-là auront le soutien, n'en doutons pas, de la direction de la CES.

L'autre question, plus grave encore, concerne l'encadrement du droit de grève. C'est, à l'évidence, la question principale, celle qui préoccupe le patronat, l'obstacle le plus sérieux posé sur la route du social-libéralisme. Le seul qui peut le retarder, le gêner réellement. La grève légale, sans sanction administrative ou pénale, demeure le

meilleur recours des travailleurs, tant dans la défense que pour l'offensive.

Il est à craindre que, dans un avenir plus ou moins proche, on assiste à des tentatives de limiter l'exercice du droit de grève. Comme nous y sommes habitués maintenant, la CFDT s'est placée à l'avant-garde de la promotion de cette réforme qui, si elle était adoptée, serait une des mesures antisociales les plus réactionnaires des cinquante dernières années. Un de ses secrétaires nationaux, Michel Jalmain, déclarait, en mars 1999, devant le Sénat, que sa confédération réfléchissait « sur tous les mécanismes qui pourraient prévenir, voire se substituer » à la grève. Et ce triste sire d'insister, en précisant qu'il s'agissait d'une aspiration de son « organisation d'aller dans ce sens », en ajoutant que « l'esprit de responsabilité a gagné du terrain »! Quelques jours plus tard, l'UNSA affirmait qu'elle n'était pas hostile à l'examen de dispositifs d'anticipation des conflits sociaux. Jusqu'où ce quarteron de pseudo-syndicalistes n'ira-t-il pas, on se le demande; en tout cas, reconnaissons que l'État et le patronat ne gaspillent pas leur argent en payant les solides émoluments de ces personnages: ils font correctement le travail que souhaitent leurs employeurs...

Qu'est-ce que ce mouvement social dont on parle tant?

Pourtant, ce souhait renouvelé d'un certain nombre de mercenaires du patronat – n'oublions pas de citer, parmi cette bien détestable cohorte, les groupes parlementaires de l'UDF et du RPR qui se sont mis d'accord pour déposer une proposition de loi visant à « assurer la continuité dans les services publics » – de rogner le droit de grève et d'en rendre son emploi difficile ou quasi impossible montre qu'il existe de sérieux doutes parmi les autorités sur les capacités des organisations syndicales que la loi considère comme représentatives à encadrer le mouvement social.

Qu'est-ce que ce mouvement social? Un ensemble de groupes, d'associations, de syndicats, de squatts, de coordinations diverses qui forment un conglomérat informel de solidarité militante et qui engagent des luttes (les sans-papiers, contre le chômage et la précarité, pour un logement propre et bon marché, pour défendre et accroître les droits des femmes, pour la défense du service public et des acquis du salariat). Ce mouvement a réussi, ces dernières années, bien que les grands médias n'aient guère parlé de lui, à interpeller avec force l'opinion publique. Il suggère à tous ceux qui subsistent dans leur vie quotidienne les dols et les



méfais induits par la course effrénée au profit et à la productivité qu'une autre voie serait possible que celles suivies jusqu'à aujourd'hui. Et qui, de droite comme de gauche, ne sont guère différentes.

D'autant que ce mouvement social s'étend et se développe dans toute l'Europe, et surtout en Europe du Sud. Il est apparu, en France et en Italie en particulier, sous la forme de syndicalisme alternatif.

Ce sont, en Italie, les bien connus comités de base, les cobas; dans l'éducation, Unicobas et SIN-cobas; chez les cheminots, le COMU, cobas des conducteurs de train, la plus importante organisation du secteur en termes d'affiliés; dans la métallurgie, un syndicat alternatif, la FMLU; un peu partout des groupes syndicaux alternatifs aux syndicats institutionnels, les *Rappresentanze di Base* (RdB); sans oublier, bien sûr, nos camarades anarchosindicalistes de l'Union sindacale italiana. Des confédérations regroupent quelques-unes de ces organisations, dont la plus importante est la Confédération unitaire de base (CUB). Ce syndicalisme alternatif, actuellement, malgré de nombreuses entraves légales à son activité s'est acquis une réelle représentativité. Parmi ces entraves, on peut citer le droit que s'est vu octroyer la triplé des trois syndicats institutionnels, CGIL, CISL, UIL, dans le secteur privé, de désigner un tiers des délégués aux conseils d'entreprise; et il lui suffit ensuite d'obtenir 18 pour cent des suffrages pour être majoritaire et mener toutes les négociations.

En France, s'agissant des organisations syndicales, ce sont surtout les syndicats SUD – SUD-PTT, SUD-Santé, SUD-Rail, SUD-Education, le tout récent SUD-Culture et des SUD dans les métaux, la presse, etc. – et la CNT, qui accroissent régulièrement leur implantation. Et les associations, comme AC!, le DAL, etc.

En Espagne, le phénomène le plus important est, sans conteste, le développement impétueux de la CGT, d'orientation anarchosindicaliste. Cette organisation a obtenu, lors des élections syndicales de cette année, des résultats très satisfaisants. Nous ne pouvons citer que quelques exemples significatifs qui montrent la progression de son influence dans de nombreux secteurs industriels et administratifs: la Telefonica, où la CGTE obtient 4784 voix, sur 36609 votants, et 97 délégués, c'est-à-dire une progression de 17 pour cent; les Correos, où elle progresse de 58 à 73 délégués; la Renfe, les chemins de fer, où elle obtient 17,49 pour cent des voix, en augmentation de près de 6 pour cent des suffrages exprimés; quelques municipalités, comme à Cordoue où elle est majoritaire;

dans de nombreuses moyennes entreprises comme la Telemadrid, radiotélévision publique de la capitale espagnole, avec un vote majoritaire, 195 voix, et 9 délégués... La CGT espagnole estime organiser actuellement près de quarante mille affiliés. Cette force militante et l'accroissement de son implantation dans les entreprises de toute la Péninsule la placent au troisième rang des centrales syndicales espagnoles; elle doit ses résultats positifs à une activité tous azimuts, professionnelle et sociale.

On note également, avec satisfaction, que des collectifs de même sens se constituent en Europe du Nord.

La présence des libertaires n'est nullement négligeable dans l'ensemble de ce mouvement, et une militance anarchosindicaliste s'affirme dans presque toutes ces organisations.

La manifestation internationale du 29 mai dernier, à Cologne, « pour l'emploi » et « contre l'Europe du capital », qui rassembla environ trente mille personnes, a marqué nettement ce renouveau notoire de l'anarchosindicalisme. Les importantes délégations de la CGT espagnole, de la CNT française et de la SAC de Suède, des délégués de l'USI, de la FAU d'Allemagne, en furent sans conteste le groupe le plus important. Tant et si bien qu'un grand journal parisien du soir, qu'on ne peut considérer comme proche du mouvement libertaire, a pu y voir une « démonstration de force » des anarchosindicalistes; il y a remarqué surtout, en comparaison du rassemblement d'Amsterdam de juin 1997, un « subtil changement de coloration, [...] peu de drapeaux rouges, beaucoup de bannières rouge et noir ».

Quelle politique pour le mouvement social?

Quel sera donc l'avenir de ce mouvement social? Quel sera la nature de la recomposition qu'il initie, en face de la recomposition syndicale, droitière, antisociale de la CES? Beaucoup de militants, de groupements de diverses obédiences s'interrogent à ce propos. Le PCF de Robert Hue et la coalition électorale Lutte ouvrière-Ligue communiste révolutionnaire n'ont-ils pas cherché, concurremment, à s'en instituer les porte-parole lors des élections européennes de juin, sans grand succès.

Tous les observateurs ont pu constater que l'actuel mouvement social n'avait pas « encore » trouvé son « débouché politique » – quelques-uns même, mais sur la pointe des pieds, ont osé mettre en parallèle l'accroissement lent et régulier du taux d'abstentions à toutes les élections poli-

tiques et l'élargissement du mouvement social...

Une des opinions les plus intéressantes à ce sujet – comme nous le signale un encadré du numéro 4 des *Temps maudits*, la revue théorique de la CNT, en page 99 – a été formulée par le camarade Christophe Aguitton, de SUD, d'AC!, du DAL et de la IV^e Internationale au cours d'un colloque organisé à l'occasion du cent-cinquantième du Manifeste communiste.

« Le mouvement social en France se structure aujourd'hui autour de structures permanentes (SUD, AC!, DAL, etc.) qui toutes organisent les gens socialement mais qui, dans le même temps, ne se limitent pas au champ social, mais interviennent directement sur le champ politique, en refusant de le déléguer à un parti, qu'il soit d'avant-garde ou réformiste. Cette confusion du champ social et du champ politique est une tendance caractéristique de ce mouvement social français actuel, mais elle n'est pas nouvelle dans le mouvement ouvrier français, au contraire elle en est une tendance constituante, fondatrice. Cette tendance a même un nom, c'est le syndicalisme révolutionnaire ou l'anarchosindicalisme. C'est donc sous ce nom qu'on peut définir le mouvement social actuel. »

« Le problème, camarades, *concluait-il*, quelque peu provocateur, sans doute pour se faire mieux comprendre de ses auditeurs, c'est quel rôle reste-t-il au parti? »

Nous pouvons féliciter, une fois n'est pas coutume, Christophe Aguitton pour la clarté avec laquelle il expose le problème. Le syndicalisme révolutionnaire s'est bien caractérisé, entre autres choses, par cette fusion du social et du politique. Il a été, en son temps, un essai de concrétisation de cette « politique du travail » (1) qu'entendaient et qu'entendent mettre en œuvre les libertaires, manière de faire qui s'opposait, au commencement du siècle, dans les pays développés de l'Europe et de l'Amérique, au réformisme et à la collaboration de classes de la majorité des partis marxistes.

Le parlementarisme et les partis politiques ne peuvent s'opposer au capitalisme

Et, aujourd'hui, nous pouvons effectivement constater qu'un ensemble notoire de forces sociales redécouvre cette vérité première qu'on ne peut résister aux offensives du capitalisme, sous leurs divers aspects, par le parlementarisme et le municipalisme – et qu'en ce sens les partis politiques, qui ne sont que des médiateurs, des négociateurs entre les classes sociales, n'ont aucune uti-

lité, si on excepte la mission de fournir des gérants loyaux aux divers organes de régulation du système. Le cas du parti autoproclamé d'avant-garde n'est nullement différent du parti réformiste, comme le suggère à contrecœur Aguitton. Car ce qui les distingue l'un de l'autre, dans les nations où règne un minimum de démocratie politique, réside dans la quantité et non dans la qualité. Comme l'a démontré l'histoire des partis socialistes et communistes des cent dernières années, le parti révolutionnaire en paroles devient réformiste, voire collaborateur de classes, dans les faits, lorsqu'il gagne un électorat, obtient des députés, des maires et des ministres (2).



Cologne, le 29 mai

Peut-on émettre l'hypothèse que dans les dernières années du siècle, et pour combien de temps encore, le capitalisme retrouve peu à peu son mordant et son agressivité des origines? Celui de la révolution bourgeoise du XIX^e siècle, avec les terribles bouleversements qui l'accompagnèrent. Ces transformations scientifiques, techniques, sociales, politiques, culturelles ont balayé l'ancien monde agricole, ses propriétaires féodaux et sa monarchie absolue. Dans le même temps où l'appareil de production s'accroissait de manière gigantesque et que se profilait la possibilité matérielle de fournir des moyens de vie décentes à l'ensemble du genre humain, apparut une misère qui, pour nombre d'habitants du globe, fut sans fond. C'est la lutte opiniâtre et permanente de ses millions de miséreux qui permit peu à peu de réduire l'exploitation qu'ils subissaient.

Ainsi que commencent à le percevoir nombre de personnes, les phases de com-

promis, tels le New Deal américain ou la période social-démocrate des Trente Glorieuses, ne furent que des pauses, des adaptations stratégiques à un rapport de forces moins favorable à la politique capitaliste.

Le changement actuel de période, les attaques incessantes sur les conditions de travail et de vie, la baisse progressive des salaires, le chômage de masse impliquent une nouvelle stratégie de résistance, celle de l'abandon de la médiation politicienne et la redécouverte de l'action directement exercée contre le patronat et l'État.

Bien des étapes et bien des efforts seront nécessaires encore avant que le rapport de

forces s'inverse. Mais il existe aujourd'hui la possibilité historique de développer un mouvement anticapitaliste de masse, quelque chose comme une résurgence moderne et adaptée du syndicalisme révolutionnaire.

Si, pour les dirigeants de la CES, le seul problème véritable est la « modernisation libérale » de l'Europe, notre seul enjeu réel, à nous les anarchistes, est le renforcement de ce mouvement, vers sa fédéralisation sur des mots d'ordre de lutte tout à la fois revendicatifs et de transformation sociale égalitaire et libertaire, et en particulier sa rupture avec toutes les formes de social-démocratie, y compris néo-léniniste. Nous devons jeter dans cette bataille toutes nos forces, toute notre énergie, sans réserves, dans la plus grande unité possible.

Celui qui fut il y a trente ans notre compagnon de lutte, avant qu'il change de camp et choisisse celui du capitalisme, Daniel Cohn-Bendit, a très bien compris cet enjeu. Dans

une récente déclaration à la presse, il affirmait vouloir structurer une « troisième gauche ». Malheureusement pour cette belle ambition, confie-t-il, à la rédaction de Libération où on l'écoute sûrement d'une oreille complaisante, « en France, il y a une chose qui complique tout: c'est l'héritage des grèves de 1995. Il est temps de dépasser cela. La troisième gauche, c'est refuser le néolibéralisme sans buter sur un néotraditionalisme. »

On peut contester la formulation du député européen Cohn-Bendit, qui calomnie le mouvement social et la résistance ouvrière parce qu'elles gênent ses ambitions, mais non le diagnostic. Ou bien le mouvement social, en France et en Europe, renforcera son autonomie en « butant » résolument sur tout ce qui gêne le renforcement d'une orientation anticapitaliste. Ou bien il en sera détourné par les miroirs aux alouettes que sont les différentes versions de la gauche parlementaire, et on se demande si la troisième qui s'annonce ne serait pas pire encore que les autres...

J. Toublet

(1) J. Guillaume, *L'Internationale*, documents et souvenirs, t. II, p. 34. James Guillaume souligna, pendant les affrontements idéologiques de la Première Internationale, que ceux qu'on ne nommait pas encore les libertaires ne se reconnaissaient pas dans une quelconque indifférence politique, sentiment qu'on leur prête souvent, à tort. Ils entendent, tout au contraire, promouvoir une nouvelle politique, qui serait bien « négatrice de la politique bourgeoise ». Politique qui implique, ainsi que le formule Michel Bakounine dans le Fragment formant suite de l'Empire knouto-germanique, de constituer « des caisses de résistances », d'organiser « des grèves locales, nationales et internationales » de former « localement, nationalement, et internationalement des corps de métiers, [...] des sociétés coopératives de crédit mutuel, de consommation et de production », de lier ensemble, dans les mêmes groupements de classe, la lutte pour les revendications quotidiennes et la préparation de la transformation sociale, dont l'objectif est l'égalité sociale et l'abolition du pouvoir politique.

(2) La seule exception, qui dura quelques dizaines d'années, dans des conditions bien particulières, fut celle du parti communiste d'Union soviétique, aventure qui s'est achevée, après le cauchemar carcéral du Goulag et le bain de sang du tchékisme, comme on sait. Qui peut encore penser, aujourd'hui, qu'il représente un modèle crédible de transformation sociale? Et nos camarades trotskistes n'ont toujours pas fourni une seule réponse valable à la vraie question qui importe à ce propos: Quand, en Russie révolutionnaire, a commencé la contre-révolution et quel en était le vecteur principal? Sans doute parce que l'analyse objective des faits écornerait sérieusement les dogmes du marxiste-léninisme...

L'éducation populaire

« Le droit de vivre se mendie pas, il se prend ». Alexandre Marius Jacob, 1905.

LA MONDIALISATION DU LIBÉRALISME économique se traduit par un appauvrissement de pans entiers de populations, par une attaque frontale à toute idée de service public « non capitalisable », par la morgue des grands de ce monde. Précarisation, privatisation, éclatement des administrations centrales, accroissement des écarts économiques : un corps social éclaté ployant sous la revanche de l'esprit d'entreprise triomphant ; « Mais où sont les luttes d'antan ? » ! Face à cette hégémonie de la pensée unique, de l'arrogance des marchands s'éparpillent des luttes d'autodéfense répondant sporadiquement à ce passage social. Ne nous y trompons pas ce nouvel ordre mondial bombardant des pays en s'octroyant le droit d'offrir du bout des doigts une aide humanitaire tributaire de sa politique guerrière n'en finit pas d'accroître son contrôle sur nos vies par le biais économique, religieux, social et culturel. Cette partition du monde, des pays, des villes, des quartiers, des activités est facilitée par le manque d'alternatives politiques et sociales.

L'école Jules Ferry se meurt : vive la vie !

L'école n'échappe pas à cette spirale marchande. L'éclatement de la fonction éducative et donc des champs d'intervention en secteurs pédagogiques, sociaux ou culturels accélère ce démantèlement. Les différentes réformes d'Allègre masquent mal une subordination de l'appareil scolaire aux politiques économiques du patronat. La marchandisation de la culture entérine ce choix social. Le civisme réclamé à corps (meurtri) et à cris (tonitruants) à la fois par le ministère et les personnels, l'amélioration des conditions de travail nécessaire à une cohabitation de plus en plus houleuse, le saucissonnage cognitif (miroir d'un éclatement des fonctions et des statuts) redoré à chaque changement ministériel n'y font rien : le mammouth à visée égalitaire se meurt ! À quand le clonage ?

Vers la création d'égaux

L'école laïque égalitaire et fraternelle reproduit les inégalités sociales et accroît les disparités culturelles : seules les familles issues des classes moyennes savent utiliser à bon escient l'appa-

reillage socioculturel mis à leur disposition en termes d'anticipation du cursus scolaire, d'aide au travail, d'activités périscolaires. Prendre en compte ces différenciations culturelles implique d'autres choix éducatifs et un autre rapport aux savoirs que ceux pris jusqu'ici par les tenants de l'égalité scolaire. Des parcours différenciés, une non hiérarchisation des apprentissages, une valorisation des savoir-faire, débouchent vers une organisation multidimensionnelle du cursus scolaire. Des diplômes uniques ou des programmes nationaux ne suffisent pas à rendre égaux tous les élèves devant la culture. Des disparités éducatives accompagnées de mesures de soutien scolaire inadéquates n'ont pas pour objectif d'égaliser les savoir-faire mais bien de maintenir la paix sociale. Apprendre à apprendre, analyser ses rapports au monde, se construire soi-même parmi les autres devraient être le seul programme commun envisagé pour tous ! Les séances de renforcement scolaire, quelques projets cognitifs trans-

versaux, ne suffisent pas à globaliser les apprentissages ou à aider sérieusement les enfants en difficulté. Ces derniers sueront devant une page de lecture, de grammaire ou de calcul pendant que leurs coéquipiers mieux armés approfondiront leurs connaissances ou pire, s'attelleront à des projets socioculturels. Si on ne remet pas en cause l'organisation éclatée en matières fondamentales et d'éveil, en les coupant de tout projet de vie on participe au renforcement des inégalités.

Une formation initiale unique.

La hiérarchie sociale des savoir-faire entre métiers manuels ou intellectuels, la coercition économique sur l'enseignement conduisent toute réforme de l'école à la défense d'une société profondément inégalitaire. Il nous faut donc créer des égaux par l'amélioration des conditions de vie des personnes, la valorisation des savoirs

Summerhill menacé de fermeture

L'Inspection académique porte plainte Pourquoi Summerhill ne doit pas être fermé Dans le domaine de l'éducation, Summerhill constitue sans aucun doute l'une des expériences les plus significatives de notre époque : une école qui, en donnant à ses élèves une éducation équilibrée au sens le plus large, met également en question la conception traditionnelle – encore dominante dans la société contemporaine – de l'enfance et de l'éducation. Attribuer à telle ou telle attitude le statut de « norme » ne constitue pas une preuve de sa validité. Naguère, il y a moins d'un siècle, on estimait que les femmes n'étaient ni assez fortes ni assez intelligentes pour pouvoir voter. En inversant la façon dont on élève les enfants, Summerhill provoque la méfiance, parfois l'hostilité du public en général et de l'inspection ministérielle en particulier. Quelle que soit l'opinion britannique à son sujet, Summerhill jouit partout ailleurs d'une grande considération. Les attitudes évoluent ; on ne considère plus que l'enfant « doit être vu, non pas entendu » ; et dans certains pays, l'enfant a même le droit de divorcer d'avec ses parents ! Malgré ces évolutions ponctuelles, en général l'enfant est toujours traité à peu près comme auparavant. On ne lui attribue toujours pas la capacité de décider de sa propre vie ni de faire preuve de responsabilité.

Dans la plupart des écoles, il n'a même pas le droit de choisir sa tenue, bien que cela ne concerne que lui-même. L'enfant est vu comme incapable, son évolution vers l'état adulte nécessitant l'intervention constante des adultes. On considère toujours que l'enfant doit « apprendre » à devenir une personne véritable, et que laissé à lui-même il ne pourra devenir qu'un sauvage indiscipliné, un individualiste détestable. Summerhill a démontré que de telles conceptions sont complètement erronées.

L'éthique de Summerhill se fonde sur la liberté individuelle, l'égalité, la démocratie, et le choix individuel. Les enfants sont traités en individus qui ont le droit d'être entendus et le devoir de participer de manière responsable à la gestion de leur communauté. Ce qui importe, c'est de laisser vivre cette alternative à l'éducation « normale ». Il faut que des alternatives puissent être proposées aux enseignants, aux parents, et aux élèves, pour montrer que l'on peut élever les enfants d'une autre manière. Et que ça marche !

Zoé Readhead (Directrice, fille du fondateur, A.S. Neill)

sociaux, la prise en compte des inégalités culturelles. S'arrêter à une simple amélioration des conditions de travail, ou établir des rapports sociaux plus civiques au sein des établissements, ne tend pas à l'équité culturelle. La globalité éducative donne sens à la fois aux apprentissages et aux rapports interpersonnels. L'école doit être une ruche ouvrière et un lieu de vie pour être au service de tous. Elle est une société en mouvement et non un monde clos figé replié sur lui-même.

L'éducation : un regard global sur le monde

La création d'une éducation égalitaire capable de gommer les distinctions culturelles se traduisant automatiquement en différenciation économique, ne passe pas par sa seule subordination à l'appareil socio-éducatif qu'il soit privé, patronal ou d'État. L'acte éducatif induit une ouverture, une prise en compte des expériences personnelles. Le métissage culturel capable de rompre avec la ghettisation sociale passe par une redéfinition des contenus, une vie coopérative, une valorisation culturelle.

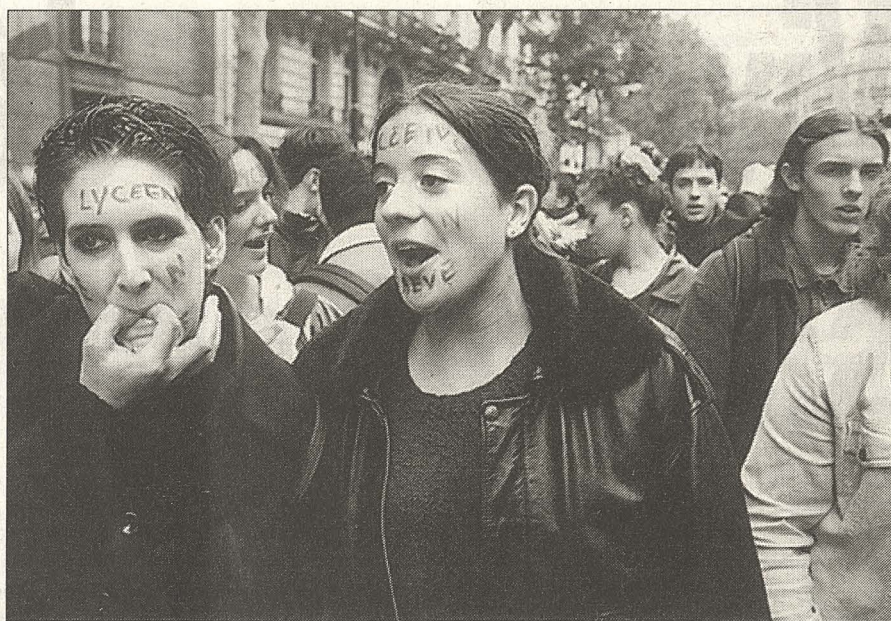
Seuls des acteurs sociaux ayant à cœur la construction d'une société de justice et d'égalité sociale construiront une éducation tendant à l'égalité sociale. Le reste n'est que poudre aux yeux ! C'est pourquoi les techniciens de tout poil : les corporatistes, les tenants du tout pédagogique, du tout syndical ou du tout politique, s'ils ne changent pas leur propre regard sur le monde et leurs pratiques participent au maintien du gâchis social actuel.

Il ne s'agit pas de culpabiliser parents, enseignants, travailleurs sociaux ou animateurs culturels mais bien de les confronter à leur responsabilité. Cette globalisation conduit non pas à une politique du tout ou rien mais bien à l'élaboration collective d'un monde d'égaux.

Se construire rend intelligible le monde

La coopération scolaire, la globalisation des apprentissages, l'élaboration de projets ont montré leur efficacité. Nous avons des outils (1) cognitifs et sociaux. Des centres expérimentaux (2) valorisent depuis de longues années cette éducation à l'égalité par l'égalité. Alors qu'une malaise croissante gagne les préaux d'école, pourquoi n'intégrons-nous pas cette expérience collective à nos pratiques ? Tout simplement parce qu'il ne s'agit, dans un premier temps, ni de manque de formation ou d'information mais bien de citoyenneté.

Le système scolaire actuel est construit de telle façon qu'il ne forme aucun de ses membres (adultes ou mineurs) à une telle « entreprise culturelle ». Seuls des éducateurs ayant mené leur



propre réflexion sur le monde peuvent construire un espace scolaire à visée égalitaire. L'éducation appartient de fait à la sphère politique, des enseignants percevant leur propre rapport à la société et réfléchissant sur les moyens de sa transformation peuvent agir sur le système éducatif. Si l'école est une communauté créatrice de nouveaux rapports à la culture, elle construit des relations éducatives et sociales à l'image qu'elle en a. La corrélation de ces deux réalités sociales conduit de fait à la mise en place de rapports interpersonnels et à la construction de savoirs hiérarchiques ou égaux. La parité culturelle est un objectif et non un acquis ! À partir de là, chaque individu agira en fonction de ces critères de globalisation politique qui donnent sens à des revendications jusqu'ici éparpillées. La révolution ici et maintenant dans des espaces parallèles : vie privée et vie sociale, pratiques professionnelles, syndicales ou associatives lèvent l'opacité d'une lecture sclérosante de l'environnement et donnent sens à nos vies. Cette volonté d'unification mène de pair évolution et révolution, casse avec la schizophrénie des pratiques et des discours avec l'omnipotence du discours social dominant, avec ces lendemains qui déchantent et sont les meilleurs chiens de garde de l'immobilisme social.

Envisager la coopération en tout lieu

Notre participation individuelle et collective à la reproduction sociale n'est pas inéluctable. La création d'espaces de coopération est non seulement envisageable mais possible. Même les programmes officiels de l'Éducation nationale ou les déclarations universelles des droits des êtres humains (mineurs ou adultes) nous outillent dans une perspective de construction de rapports

de force favorables à une transformation du système scolaire. Le syndicalisme révolutionnaire ou libertaire peut valoriser de telles pratiques : une section d'établissement ou de secteur peut intervenir dans le champ pédagogique en dehors des grandes déclarations de principes en créant des sessions de formation, de valorisation, d'élaboration de projets pédagogiques ou de coopération scolaire. Les mouvements pédagogiques ont des compétences réelles pour participer à de telles initiatives. Rien n'interdit aux pédagogues de lier leurs pratiques au mouvement social. Le partenariat abandonné aux seuls tenants de la paix sociale ne valorise en rien les cultures populaires. Symboliquement un projet scolaire ou social lié aux luttes ou aux préoccupations de la communauté villageoise ou urbaine rompt définitivement les amarres avec la gestion des inégalités économiques ou sociales.

L'élaboration d'une charte de l'éducation populaire par tous les acteurs sociaux devrait être un des objectifs des militants éducatifs, syndicalistes et associatifs. Les liens que nous tissons avec le mouvement social et notre environnement construisent des alternatives et contraignent les objectifs gouvernementaux et européens en matière scolaire. Cette concomitance entre pratiques et programmes, entre actions particulières et générales devient une nécessité car notre crédibilité en dépend. Dans cette perspective, l'urgence est d'unifier les modes d'intervention et les domaines de créations sociales.

Thyde Rosell

(1) Un petit ouvrage synthétise ces pratiques éducatives *Coopérer pour développer la citoyenneté la classe coopérative* par Jean Le Gal dans la collection « Questions d'école » chez Hatier.

(2) Se reporter à *Les pédagogies autogestionnaires* sous la direction de Patrick Boumard et Ahmed Lamih, Yvan Davy éditeur.

Vivons nos désirs sans les ordres !

DANS NOS SOCIÉTÉS, LES DOMINANTS n'ont de cesse, pour asseoir leur pouvoir et augmenter leurs profits, d'instaurer des divisions, que ce soit entre immigrés et enfants de la nation, entre travailleurs et précaires, etc. et notamment entre hommes et femmes. N'ayant que faire de l'épanouissement des individus, les États et les capitalistes s'appliquent à cadrer la sexualité et à enfermer hommes et femmes dans des modèles sociaux sexués pour assurer leur domination.

Ainsi, l'hétérosexualité ne peut s'exprimer qu'au sein de la famille. Cette famille permet une production de main d'œuvre et de chair à canon: elle assure la reproduction des classes avec l'héritage financier ou culturel. C'est à l'intérieur de la famille que s'apprennent les rôles sociaux. Le garçon apprend à être un homme dominant, conquérant, agissant dans le domaine public, social. La fille apprend à être désirable et soumise à son futur époux, restant dans la sphère de l'intime. L'obéissance au père prédispose à se soumettre à d'autres pères (le patron, le général père du régiment, le pape père de l'Église, Staline le petit père des peuples).

Les modèles sociaux de genre nous sont donc inculqués dès notre plus jeune âge et en permanence; tous nos comportements, toutes nos attitudes sont inévitablement liés aux modèles masculin et féminin. Ce que l'on remarque en premier lieu c'est que ces normes sont largement inspirées du modèle de la compétitivité issu du système économique capitaliste. L'homme doit correspondre à l'image guerrière qui prévaut dans le modèle de la masculinité. Or la guerre représente le prototype du rapport de force où l'un des deux protagonistes est forcément dominant. Dans le cas des hommes donc, la compétition porte sur la force physique.

La femme quant à elle doit intégrer le modèle de la séduction, de la sensualité. La compétition porte alors sur l'attrait physique au sens le plus étroitement normatif du terme. Pour répondre à ce modèle, la femme se devra d'être plus mince, plus belle, mieux habillée... que sa voisine.

Schématiquement, c'est sur ces deux modèles que se construisent les hommes et les femmes, chacun intégrant à sa manière les normes de sexe. Quel que soit notre sexe, nous devons nous soustraire au modèle qui y est rattaché, faute de quoi il faudra assumer d'être marginalisé ou rejeté.

La logique des sexes

Mais les modèles de genre ne sont pas indépendants du fonctionnement plus général de notre société. Les valeurs de rentabilité économique imposent aux individus une construction individuelle et

une estime de soi basées sur la productivité et l'utilité sociale. Les valeurs sociales dominantes s'inscrivent alors dans une chaîne logique: jeunesse - beauté - productivité - compétitivité. À partir de là, toute déviance par rapport à ces normes entraîne soit le rejet soit la plaisanterie.

La force avec laquelle ces modèles s'imposent à chacun de nous est visible dans tous les excès comportementaux qu'ils génèrent. Chez les femmes, les normes esthétiques liées au corps font apparaître des comportements tels que l'épilation malade, où le moindre poil doit à tout prix disparaître, la chirurgie esthétique, pour façonner son corps à l'image des barbies-squelettes, voire de véritables pathologies, parfois mortelles, telles que l'anorexie. Chez les hommes ce sont des normes comportementales et de caractères (être fort, courageux, protecteur, viril, etc.) qui vont plutôt s'imposer, chaque faiblesse et chaque échec rendant l'homme indigne d'en être un.

Et c'est précisément cette nécessaire adéquation entre l'individu et les modèles sociaux qui permet de faire perdurer des normes de genre. L'individu se construit en intégrant les caractéristiques propres à chaque sexe qu'il peut observer dans toutes les sphères de la vie.

Dans la sphère publique, ces modèles se retrouvent dans la publicité, la rue, les transports en commun, en voiture, etc. Par exemple, l'homme a une voiture plus grosse, il conduit plus vite, si un couple homme femme est en voiture, c'est bien souvent l'homme qui conduit, il n'aime pas être doublé par une femme, etc.

Mais l'aspect le plus pervers du système c'est qu'il assure son auto-reproduction dans un jeu de renvoi entre les modèles de la société et ceux de l'individu. Ainsi, par exemple, les femmes justifieront le fait que c'est l'homme qui conduit par leur peur de conduire la nuit ou sous la pluie.

Dans les espaces publics et les médias, les modes de communication et les relations sont empreints des modèles sociaux de genre mais ils sont également et en même temps les récepteurs des projections de chacun. De plus, nous ne pouvons concevoir un sexe qu'en fonction de l'autre. Si par exemple une femme veut rompre avec le modèle de genre que la société lui présente, l'écart qu'elle entretient avec la norme sera toujours plus ou moins inspiré par le modèle masculin, ou considéré comme tel dans le regard social. Si la femme n'est pas "féminine" on la dit "masculine".

Les modèles sociaux de genre constituent donc un cadre qui s'impose à tous et duquel il est difficile de sortir. Il est clair que dans ce contexte, les évolutions sont rendues extrêmement difficiles. La résistance au changement pèse sur les mentalités et lorsque des

mouvements de luttes tentent de proposer une émancipation, le système est toujours adaptable pour récupérer les changements à bon compte. C'est notamment ce que l'on a pu observer après les luttes importantes des femmes dans les années 70, où la libération des corps et de la sexualité a été détournée au profit d'un commerce du sexe et d'une exploitation scandaleuse du corps des femmes comme argument de vente.

Femmes et espaces publics

Les représentations sociales que nous venons d'aborder se retrouvent aussi dans la répartition de l'espace. À la femme revient tout naturellement le foyer et tout ce qui le concerne, à l'homme l'espace public. Dans ce contexte, une femme qui sort dans la rue, en territoire masculin, se doit d'avoir un motif clair, motif le plus souvent d'ordre utilitaire: chercher les enfants, faire les courses, aller au travail... L'idée qu'une femme sorte seule dans la rue pour son seul plaisir n'est pas admissible: soit elle est accompagnée d'un homme ce qui justifie de sa présence dans des lieux publics, soit elle est seule, et dans ce cas est considérée comme en quête de compagnon.

Dans cette imagerie, s'afficher seule, c'est montrer sa disponibilité et son désir de rencontre masculine. À partir de là, la femme n'est plus en position d'accepter ou de refuser les assauts dont elle sera l'objet, car l'idée est que si ce n'est pas ce qu'elle veut, elle n'avait qu'à rester chez elle. Du coup, une série de comportements se développent, qui tous tiennent du registre de l'agression et d'une volonté de nier l'individu: la femme est reléguée au statut d'objet sexuel prêt à consommer. On se permet de la commenter, de la palper... Si elle marche, on lui bloque le passage, on la siffle, on l'insulte... Toute une série de situations où il y a une volonté très claire de contraindre la personne et de la subordonner au désir masculin, la forme la plus sordide étant le viol, acte de violence qui découle d'une logique de domination de l'homme sur la femme poussée à l'extrême.

En effet, les violeurs ne sont pas des dégénérés assoiffés de sexe, mais des hommes du genre monsieur tout le monde, des hommes qui ont parfaitement intégré les normes et les stéréotypes sexués distillés par nos sociétés. Non, le viol n'est pas non plus une pulsion animale irréprouvable qui pousserait l'homme à se jeter bitte en avant sur une femme. Cela revient à dire que le viol est l'assouvissement de besoins vitaux et incontrôlés, et, outre le fait que cette explication est très dégradante pour l'homme, c'est aussi quelque part légitimer cet acte. Ils ne s'agit pas d'une satisfaction de besoins essentiels, et l'on constate que bien souvent les violeurs vivent en couple et mènent une vie sexuelle apparemment satisfaisante. Non, il ne s'agit pas non plus d'assouvir un fantasme, car bien souvent les victimes ne correspondent pas du tout à l'idéal féminin du violeur. Par contre on remarque que les violeurs ont bien intégré une certaine image de l'homme actif et dominant. La virilité passe souvent par l'apparence: poils, muscles, force supérieure à la femme. Non, le viol n'est pas le fait de quelques individus désaxés mais remplit une fonction sociale:

La femme est, nous l'avons dit, perçue comme un objet sexuel. Bien souvent, le violeur "offre" quelque chose à sa victime: un verre, un bout de chemin en voiture... Il achète ainsi l'objet, en quelque sorte, et prend ce qu'il considère être son dû. La femme violée est alors placée dans une situation de domination qui vise à lui rappeler sa place: Maman au foyer, putain dans la rue, en tout cas passive et soumise à l'homme. De même, le viol d'homme a pour fonction de rappeler leurs attributions aux hommes: fort, viril, fier de ses attributs masculins. Celui qui ne respecte pas ces règles est rabaisé au

rang d'individu passif qui ne vaut pas mieux qu'une femme, c'est donc un individu violable, entre autre pour lui rappeler ce que doit être un homme. Toutes ces règles sont même tellement bien intériorisées que le viol est la seule agression où la victime doit faire la preuve de sa bonne foi et de la réalité de son agression. Il n'est alors pas étonnant que la plupart se taisent et n'osent jamais en parler.

La femme dans la rue est donc exposée à de multiples violences aux conséquences plus ou moins graves ce qui entraîne l'intériorisation de comportements et de règles de conduite. La femme appartient toujours à un homme ou peut être appropriée. Or il y a une très faible prise de conscience de cet état de fait, et seules des stratégies individuelles sont mises en place, histoire de limiter les risques. Ces stratégies sont toutes défensives, car la femme qui se veut attaquante envers ses agresseurs s'expose à des risques encore plus grands. Un refus est presque toujours suivi d'insultes à connotation sexuelle comme pute ou salope. Il s'agit après de ne pas envenimer les choses. Il reste alors à la femme à se débrouiller pour limiter les risques: ne pas sortir la nuit (qui tombe à six heures l'hiver), faire attention à sa tenue, ne jamais sortir seule... Il est comique que dans une période où la sécurité est en première page de tous les journaux, une femme ne puisse se déplacer comme elle le veut et soit obligée de limiter ses libertés individuelles ainsi que son accès à l'espace public.

Du morcellement du corps...

La prostitution constitue également un reflet du cadrage de la sexualité qui s'impose à chacun. Il y a la sexualité acceptable, propre, qui va de soi, qui est évoquée non en terme d'épanouissement mais de reproduction, de vie familiale, et il y a le plaisir tabou, sale, stigmatisé. Ces normes conduisent au morcellement de l'individu dans son corps et ses attitudes. Il y a une partie de la sexualité qui peut se vivre dans la norme et le reste qui doit se vivre ailleurs.

La prostitution apparaît comme soupape face aux frustrations qui découlent d'une sexualité coincée, limitée dans des normes. Elle permet à l'homme de s'adonner à des actes sexuels qui ne sont pas admis en bonne société; par exemple il a recours à une prostituée pour se faire faire une fellation. Le morcellement du corps est ainsi fait; il y a le baiser "plein d'amour" d'un côté et le plaisir brut de l'autre. La prostituée c'est le sexe, elle n'embrasse pas.

L'homme qui a du fric a droit au plaisir. Le fait de conquérir, de se "payer" plusieurs femmes lui apporte la reconnaissance de ses pairs; on dit de lui que c'est un chaud lapin. La femme doit rester à la disposition d'un homme ou être prostituée. Si elle a des relations avec plusieurs partenaires c'est une salope. À travers la prostitution, l'homme continue à exercer sa domination sur les femmes. La prostituée, quand elle n'appartient pas au proxénète, appartient à tous les hommes; elle est fille publique. Même hors norme, la sexualité véhicule les règles de domination de l'homme sur la femme. La prostitution permet de replacer la sexualité dans un rapport marchand. Elle constitue une économie parallèle qui n'est pas évoquée, qui est taboue, mais qui s'intègre, avec le blanchiment de l'argent, au système capitaliste.

...à la répression des désirs

Le désir homosexuel masculin est cadré, récupéré, il est sublimé dans la camaraderie virile, dans la narcissisation uniformisée. Il pousse ainsi l'individu, dont on nie toute une part de son identité à se sécuriser dans une identité de groupe, de corps, de nation. L'appartenance à une équipe de foot, un corps de métier ou un

corps d'armée permet de diviser les hommes et de les enfermer dans des rôles de concurrence et de soumission à un capitaine, un contre maître... Le désir lesbien est nié. La femme ne peut être qu'à la disposition de l'homme; toute velléité d'épanouissement individuel lui est refusée. Il est bien évident que l'affirmation politique d'une homosexualité masculine ou féminine est subversive. Ainsi l'homosexuel homme se pose comme désirable, désirable, et non comme concurrent. Il vit sa sexualité en dehors de son rôle de domination sur les femmes, en dehors du champ de reproduction. La lesbienne dérange car elle vit également en dehors du champ de reproduction et choisit une sexualité dont l'homme est exclu.

Les classes dominantes ne peuvent laisser vivre le désir homosexuel en liberté, elles ont alors à leur arc toutes sortes de cordes pour le réprimer ou le nier. La répression s'est exercée et s'exerce de façon étatique, religieuse et médicale. Elle s'exerce dans l'éducation, à l'école ou en famille, dans l'usine, à l'armée ou en prison. La négation se fait à un niveau historique; tous les officiels de l'ensemble de la classe politique, lors des cérémonies de commémoration de la déportation, passent sous silence la déportation des homosexuels (comme celle des tsiganes et des malades mentaux) et se montrent offusqués quand des hommes et des femmes viennent se souvenir des triangles roses et noirs. Quand il est rendu hommage en Espagne à Federico Garcia Lorca (assassiné par les franquistes), on ne parle pas de sa sexualité, de son homosexualité. La négation s'exerce aussi sur l'individu homosexuel qui est réduit, nié dans son entité. On parle de sa souffrance, de compassion, d'êtres incomplets.

Mais la part la plus insidieuse de la négation est sans doute l'intégration. Quand les homosexuels réclament leur libération on leur offre la libéralisation et la ghettoïsation, où la sexualité est replacée dans un créneau productif et marchand. Les associations homosexuelles voulant lutter pour l'acceptation de l'homosexualité se sont fait piéger par ce jeu de l'intégration. Elles ont réclamé un mariage homo qui a dérivé de C.U.S en P.I.C pour finir en PActe Civil de Solidarité. La solidarité est prononcée comme minimum d'insertion. Elle a pour essence le SIDA et les situations dramatiques qu'il a générées. La boucle est bouclée, l'homosexuel est encore stigmatisé comme malade, souffrant, pitoyable. Ce n'est pas la reconnaissance de couples de clones désérotisés et conduits à vivre leur histoire dans la sphère du privé qui fera évoluer l'acceptation de l'homosexualité en particulier et de la sexualité en général.

Vivons nos sexes librement!

Nous, anarchistes, ne pouvons accepter ces réductions de l'individu et ces intégrations qui renforcent ce système étatique et capitaliste. Le désir doit rester libre et ne pas s'enfermer

dans des histoires de prince charmant et de mariage. C'est dans une affirmation quotidienne de nos désirs, dans la rue, au travail, que nous devons imposer le respect, que nous soyons homosexuels, lesbiennes, transsexuels, travestis, bisexuels, hétérosexuels...

Dans ce cadre, les luttes contre le sexisme et contre l'oppression spécifique des femmes sont nécessaires mais elles semblent vouées à un échec au moins partiel si elles ne sont pas intégrées à un projet beaucoup plus vaste de renversement de cette société autoritaire et inégalitaire.

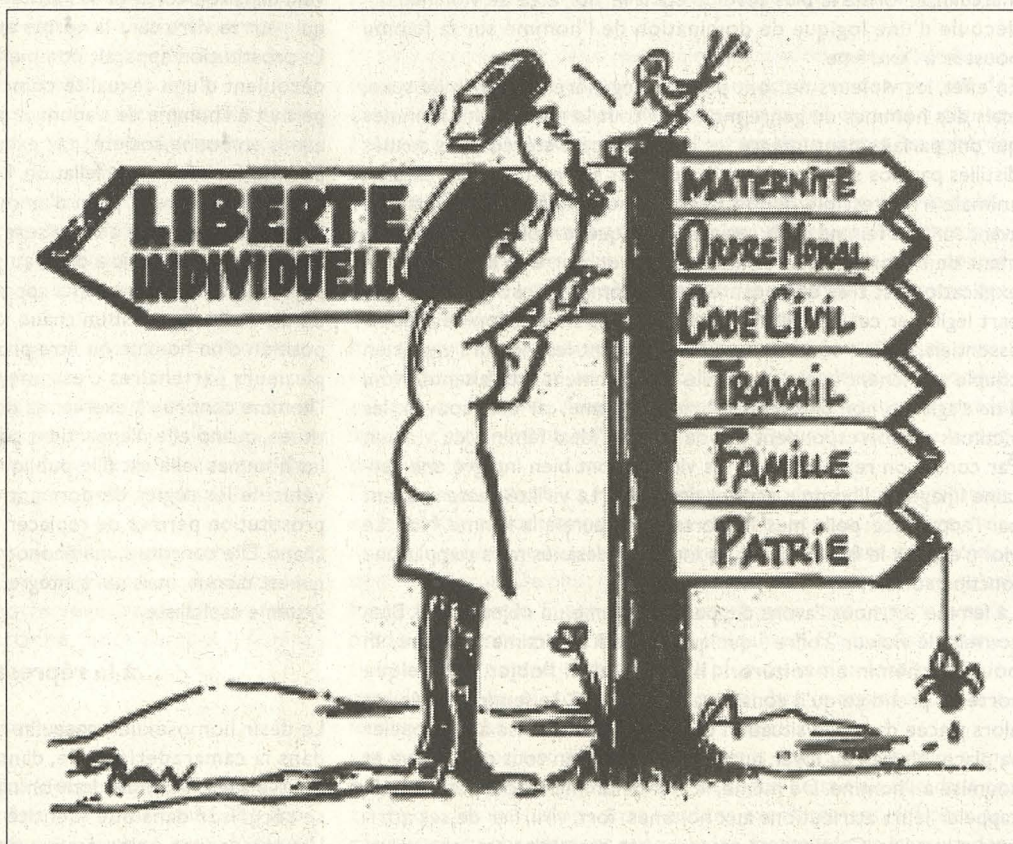
Chacun est pris dans ce cadre rigide des genres, qui est collectivement subi sans être réellement remis en cause (comme l'exploitation salariale!). Il faut aller dans le sens d'une prise de conscience de cette oppression et de toutes les autres pour les anéantir et construire de nouveaux rapports humains.

La sexualité fait partie de notre vie sociale. Elle est une des formes de relations aux autres. Son expression ne doit pas être coupée des autres moyens relationnels (affectifs, intellectuels, culturels...) mais s'y intégrer.

Même si l'oppression des femmes est spécifique, la lutte contre le sexisme doit être une lutte des hommes et des femmes pour une égalité réelle, qui ne soit pas pour autant une conformité ou une absence de différences entre hommes et femmes. Vivre en société c'est vivre en mixité, à partir de là c'est une lutte pour une mixité qui soit synonyme d'enrichissement que nous devons développer.

Nous avons montré que les oppressions sexistes s'appuient toujours sur des valeurs de force, de courage et de productivité. Risquons alors une question: si demain on met dans les oubliettes toutes les formes de compétition et de domination que nous rejetons aujourd'hui, ne peut-on pas envisager une réelle forme d'égalité entre hommes et femmes?

Alain (gr. Kronstadt), Anicée et Gaëlle (gr. Durruti).



Des municipalités... à la commune libertaire

MERLIEUX, UN PETIT VILLAGE DU NORD DE LA FRANCE ENTRE Soisson et Laon. Un village foncièrement rural, disposant de peu de moyens financiers, avec une population vieillissante, pas particulièrement progressiste dans la manière de vivre mais qui, du fait de la position politique de l'ancien maire (communiste avouant être passé par l'anarchisme), a déjà été amenée à faire œuvre collective (construction d'un foyer...). C'est là qu'en 1973, Dominique (du groupe Kropotkine de la FA) et ses « complices anarchistes » fondent la Communauté anarchiste du Moulin de Paris avec un souci d'intégration et de participation active à la vie de la commune. La porte étant toujours ouverte, elle devient rapidement le lieu de débat politique du village. De ces rencontres (Merlieux, la politique, Daniel créateur d'une exploitation d'agriculture biologique et futur maire, la Communauté anarchiste...), naît la tentative de faire revivre le village : un projet de revitalisation du milieu rural tentant aussi de faire participer directement la population à la vie communale.

Révolution à la Mairie

Après de multiples réunions publiques, les candidats aux élections municipales s'engagent sur 3 points : 1°) étudier les projets de revitalisation du village ; 2°) associer directement la population aux décisions et partager le pouvoir le plus largement possible avec un souci permanent d'information ; 3°) défendre l'intérêt collectif à l'exclusion de tout intérêt individuel pour les mandatés. Il n'est pas question pour Dominique, anarchiste depuis toujours, de devenir maire ou conseiller municipal : « Dès le départ, on a convenu que notre participation active – à la réalisation, au “faire” mais non aux instances de décision – était soumise à des conditions notamment celle d'être le plus proche de nos idées politiques. D'où l'obtention que toutes les commissions municipales soient ouvertes... J'aurais voulu que le conseil municipal ne soit qu'une chambre d'enregistrement des décisions qui seraient prises lors d'assemblées générales de la population. » Toujours est-il que petit à petit, le rôle des élus change. Jusqu'alors Merlieux gérait simplement le quotidien au rythme des trois réunions annuelles obligatoires, il y avait très peu de projets parce que pas d'argent, ni de capacité à les élaborer, parce qu'être élu au conseil municipal constituait avant toute une reconnaissance sociale. « Maintenant on ne demandait plus à l' élu d'être un notable, on lui demandait d'être pendant 6 ans un citoyen de la commune parmi d'autres qui s'était dévoué à en faire plus que les autres : il était là pour bosser. Ça change complètement » explique Dominique. La transition se fait, malgré tout, sans heurts, « parce que les membres de l'ancien conseil municipal voyaient un tas de choses se mettre en place ».

Des projets par centaines

Des projets, Merlieux en a à profusion : rouvrir l'école, créer emplois, commerce et habitat... Mais avant, il faut résoudre les problèmes d'infrastructures dégradées avec le minimum de moyens

financiers, de façon à ne pas condamner le futur. Des projets modestes financièrement permettent ensuite de mobiliser la commune : les feux de la saint Jean, les repas communaux. Pour tout ce qu'ils entreprennent, les habitants de Merlieux doivent à la fois ruser pour trouver des financements et mettre la main à la pâte. Pour les canalisations, ils se débrouillent pour faire financer leur réparation par le bassin Seine Normandie dans le cadre d'une étude de suivi d'infiltration de nitrate dans les nappes phréatiques (ce qui impliquait de changer les cultures coupables...) « Pour l'église c'est pareil. Le toit s'écroulait ; personnellement ça ne me dérange pas... Mais bon, on n'avait pas de locaux. L'église c'était quand même une surface intéressante... On a monté une association de sauvegarde de l'église, descendu les vieilles tuiles et on les a vendues, on a fait des spectacles... et avec cela on a pu rembourser l'emprunt contracté par la mairie ; on a même ramené quelques sous pour d'autres projets... » Du point de vue de l'organisation, le bureau du foyer assure la coordination et les habitants de Merlieux, regroupés par petits groupes de projet, sont responsables. La population a pu ainsi se connaître et la mobilisation réussir.

Autogestion à l'école

Ouvrir une école à Merlieux, oui mais en faisant en sorte qu'on n'aille pas fermer une école deux villages plus loin : la majorité des parents s'engagent à mettre leurs enfants à Merlieux, sauf certains enfants qui restent à Anisy-le-Château par exemple. Dominique raconte : « Pour arriver à avoir cette école, on a trouvé la faille : les instituteurs formés à l'IUFM vont enseigner pour la plupart en milieu rural or les classes d'application, c'est-à-dire les classes où les instituteurs vont faire leur stage, sont toutes en milieu urbain. » Merlieux propose la première école d'application en milieu rural... « Mais il fallait encore la fabriquer dans ses vieux murs. Même si la réouverture de l'école devait être financée à 50% par l'Etat, 50% de travaux sur un petit budget communal, c'était impossible à gérer. Le maire a expliqué la situation : “L'entreprise met une semaine pour tout enlever à l'intérieur et demande 15 briques pour cela, plus les 15 briques pour faire la peinture. Si on est capable de faire le nettoyage et la peinture, on peut financer le projet.” Les gens se sont engagés à faire ces travaux : on a fait les plannings, on a réquisitionné pelles et brouettes. Trois jours après, le bâtiment avait été nettoyé... L'entreprise a fait le gros œuvre et les habitants ont continué. 50 personnes ont participé à la réalisation matérielle de l'école. L'école est devenue l'école de toute la population. Mais aussi le lieu où il n'y aura jamais de dissension. »

Grâce à cette motivation et cette mobilisation, l'école primaire a pu rouvrir : aujourd'hui, elle accueille 30 élèves répartis en deux classes. Une convention permet aux enfants de manger à la cantine du CPIE (2), organisme recevant des classes vertes. Le soir, une étude est assurée à l'école dans l'attente du retour des parents. C'est à l'école, entre les deux classes, qu'on trouve la bibliothèque du village. Si jusqu'à 15 h 30, elle sert aux enfants de centre de documentation, après ils voient des adultes venir chercher des livres et donc qu'on ne lit

pas qu'à l'école! La bibliothèque a débuté, sur l'initiative de Dominique, avec des livres privés, dans un local privé attenant à la communauté – en accord avec le foyer rural. Elle a eu un tel succès qu'aujourd'hui, ses 5000 livres tous neufs et ses nombreuses revues sont installés dans les locaux publics. L'équipe bénévole, fonctionnant de façon autonome, a inventé un système de souscription lui permettant d'avoir un fond important de revues: un tiers de l'abonnement à une revue est financé par la bibliothèque et le reste est payé par les personnes qui souhaitent s'y abonner. Une telle dynamique d'autogestion se retrouve à l'intérieur de l'école: quand les enfants de l'école de Merlieux veulent faire un voyage en Allemagne, ils présentent leur projet au conseil municipal qui accepte mais leur demande de participer. Les habitants leurs construisent une cuisine à leur dimension, et voilà les enfants de Merlieux, faisant les courses, la cuisine et se baladant dans les rues pour prendre les commandes de gâteaux... « Ça a été un très bon support pédagogique et leurs différentes activités ont ramené 5000 F. »

À l'école de l'autogestion

De même, les différents projets du village sont financés par les fêtes communales. La création de la fête du Livre allie le désir de ne pas tomber dans la facilité des fêtes traditionnelles, à l'envie de continuer l'action sur la lecture. Celle-ci draine aujourd'hui entre 15 000 et 20 000 personnes. Une fête qui mélange une fête populaire avec ses manèges, ses barbes à papa... avec des stands de livres organisés par pôle (science fiction, littérature générale, littérature jeunesse...), la librairie du *Monde Libertaire*, mais aussi des artisans du livre (relieurs...) et bien sûr des écrivains connus et moins connus. « En fait, notre volonté n'était pas d'attirer des gens déjà sensibles au livre. On voulait toucher ce qu'on appelle le public non-lecteur... Merlieux n'est pas un enième salon. C'est quelque chose qui est à part, quelque chose de convivial... toute la population est là et se met au service de la fête ». Une fête qui vient couronner une année de travail: projet d'affiche faite par des élèves des classes d'écoles graphiques, prix Yves Gibeau décerné par les élèves des écoles parmi 5 romans d'auteurs édités en livre de poche, vivants et qui viennent à la fête pour rencontrer les enfants... « C'est important de développer une dynamique avec les enfants... ils deviendront des citoyens plus responsables et moins suivistes que les autres et en tant que libertaire ça m'apparaît important de privilégier ce genre de démarche. »

Mais les enfants grandissent vite et si la population ne se renouvelle pas, la réouverture de l'école aura été vaine... Construire des habitations locatives (à loyer modéré) répondait à ce besoin d'apport de nouvelles personnes actives et de rotation de population. Il a fallu ruser parce que la politique du conseil général est de construire des habitations à loyer modéré uniquement en bordure de ville. Pour obtenir un financement de l'Etat qui obligeait aussi le conseil général à faire un effort, le projet devait être innovant: au niveau de l'organisation: habitat groupé autogéré (c'est-à-dire que les futurs locataires étaient associés au projet de construction), au niveau de la structure avec une architecture bois, un chauffage par le sol basse température et un équipement de domotique... Dans ce complexe, a été construit une salle polyvalente avec cuisine, jeux... qui est utilisée tous les jours. Initialement, le projet de revitalisation prévoyait la création d'emplois. Aujourd'hui « on ne peut pas dire que ce soit probant »: une seule famille d'agriculteurs, une dizaine d'emplois au CPIE, quelques emplois-jeunes pour la commune et les deux postes d'instituteurs. Les tentatives d'ouvrir une épicerie, un relais Mousquetaires ont échoué. Le foyer rural déjà existant abrite un atelier de télétravail (géré par plusieurs associations successivement et ayant créé 4 emplois). Mais aujourd'hui on cherche un repreneur. L'ouverture du café-musique

(bar, concert, gîte rural, maison du livre) en mai 1999 apporte quelques emplois et en apportera d'autres. Cette réalisation est un bon exemple du travail de Merlieux sur l'intercommunalité pour ouvrir ses projets aux villages alentours. Si la réussite des réalisations de Merlieux peut donner des idées (aux libertaires notamment), elle fait aussi des envieux.

Les masques tombent

Après ces années de militantisme communal à Merlieux, Dominique dresse le bilan: « Au fil des années on s'aperçoit qu'on est reconnu (la communauté anarchiste avait les clés de l'école, de l'église, de la mairie...) et qu'on devient franchement incontournable... Au départ l'anarchie, c'est le bordel pour 90% des personnes. Mais au village on a vu que les anarchistes étaient des gens sérieux, à qui on pouvait confier des dossiers, sur lesquels on pouvait compter... J'ai pu m'apercevoir du retour des choses, lorsque j'ai été licencié et que toute la population a signé une pétition en ma faveur et pourtant j'étais militant libertaire, barbu, chevelu et sur le toit de la maison flottait un drapeau noir. » Au départ, il existait bien une volonté d'annihiler le pouvoir en faisant en sorte qu'il soit largement distribué. « Pour consolider les acquis et permettre aux expériences d'aller jusqu'au bout », parce que les gens se fatiguent et que peu à peu ce sont toujours les mêmes qui font – voire qui « arrivent avec des dossiers déjà construits » – et deviennent des spécialistes, parce qu'on « renouvelle la confiance aux gens qui ont fait leur preuve »... le pouvoir communal reprend le dessus: « Peu à peu, les rivalités anciennes reviennent et les personnes dont les positions seraient un peu divergentes sur certains points deviennent des emmerdeurs. » Malgré tout, « il est intéressant pour un anarchiste de pouvoir mettre en œuvre ses idées, parce qu'il en restera toujours quelque chose. Mais on ne peut s'abstraire de la réalité: il n'est pas possible de faire un îlot d'autogestion dans un océan capitaliste... Est-ce qu'on ne perd pas un peu de son âme d'anarchiste à participer à ce genre d'expérience? Est-ce qu'on n'édulcore pas à force d'être pris dans la gestion? Finalement, on accepte pour l'efficacité un tas de choses et on n'est pas loin, disons... de renoncer un petit peu à nos idées. Mon militantisme au niveau communal a fait en sorte que j'ai renoncé à un militantisme traditionnel. J'ai investi tout mon temps et mon énergie au niveau communal et en fait les gens oublient que c'est parce que je suis anarchiste, parce que je défends des idées anarchistes. [...] Donc, je pense prendre un peu de recul par rapport à cette expérience. J'arrive à la même analyse que Louise Michel. Elle disait que s'il était possible de créer un gouvernement qui marche, qui pourrait représenter une société, ça serait la Commune de Paris parce que les hommes qui l'ont faite, étaient intègres, dévoués, qu'ils ont donné leur vie pour la collectivité et pourtant ça n'a pas marché. Elle concluait que c'est le pouvoir qui pervertit tout: le pouvoir est maudit c'est pourquoi je suis anarchiste. »

Confronter la théorie à la pratique permet de jauger nos capacités à organiser les pratiques libertaires en dénonçant les rouages capitalistes qui nous entravent. Confronter la pratique à la théorie nous évite l'enlèvement et d'inutiles concessions. Allier pratique et théorie permet une dynamique pertinente pour aller vers un autre futur anarchiste. « Aujourd'hui, il me paraît important de rechercher un équilibre judicieux entre militantisme communal et militantisme traditionnel. C'est ce à quoi je vais tendre ces prochains mois. »

Danièle Akrich et Sylvie Di Costanzo
groupe Louise Michel

- (1) La Commune de Merlieux édite une information communale ponctuellement, une à deux pages voire dix s'il le faut (534 numéros au 5 juin 1999)
- (2) CPIE: Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement.

L'anarchie, alternative au désordre

Oser et comprendre la pensée libertaire

CE TEXTE EST LE « LIANT » D'UNE tournée de conférences cherchant à expliquer ce qu'est l'anarchie et qui sont les anarchistes. Plusieurs individus se sont associés ponctuellement pour mener à bien ce projet.

Nous n'avons aucun mérite particulier, si ce n'est celui justement d'avoir pris le temps pour porter notre pierre à l'édification d'une société plus juste. Puisse cette lecture vous encourager dans cette voie.

« C'est l'anarchie! »

« C'est l'anarchie! » Les gens de pouvoir, les médias utilisent à profusion le terme anarchie pour désigner le chaos économique,

politique et moral qui est le lot de notre société en perdition. L'emploi du mot anarchie tendrait à faire croire que ce monde est livré aux mains de forces occultes et diaboliques dont le dessein est de renverser, au bout du compte, le bel édifice que les peuples disciplinés, conduits par les États, ont bâti au cours des siècles. Pourtant, telle n'est pas la vérité puisque ce sont bien les États qui se partagent et gouvernent la planète. C'est bien à eux que l'on doit le désordre économique dans lequel nous vivons. Faire mieux que les États dans les domaines du chaos et de l'horreur est difficile... Qui peut croire encore que le pouvoir est synonyme d'organisation? Ceux qui vivent du pouvoir, très certainement. Mais

pas les anarchistes pour lesquels le terme d'anomie paraît plus approprié au désordre organisé. Le chaos institutionnalisé, le pouvoir et l'esclavage ont fait leur temps. Aujourd'hui, choisir l'anarchisme, c'est faire preuve de réalisme et de sens organisationnel.

L'anarchisme: que de malentendus contenus dans ce mot! Nous ne parlons pas de ce que peuvent dire nos détracteurs qui, des fascistes aux marxistes en passant par les démocrates, nous considèrent comme des terroristes, des idéalistes ou des « petits-bourgeois » en retard d'une révolution. Leur propagande est mensongère car ils sont nos ennemis politiques. Il y a ceux aussi qui se croient nos amis; ils défendent l'anarchisme dont ils se réclament contre nos détracteurs. Mais ils proclament une société sans règle, sans morale, sans contrainte, dans laquelle on peut faire ce que l'on veut. Ceux-là se trompent et trompent ceux qui les écoutent. Quel choix l'auditeur raisonnable pourra-t-il faire parmi les propositions d'autoritaires de toutes sortes qui ont fait leurs preuves et montré leur faillite et les nihilistes de tout poil qui prétendent que demain on raserait gratis, tout étant résolu par la suppression pure et simple de toutes les institutions mises en place jusqu'à nos jours? Il est clair que l'anarchie reste une pensée politique méconnue et qu'il est primordial et urgent de démontrer que la pensée libertaire englobe un projet de société différent de tous les modèles connus jusqu'à présent.

Alors, l'anarchie, c'est quoi?

État d'un peuple, et plus exactement encore, d'un milieu social sans gouvernement. Hormis les anarchistes, tous les philosophes, tous les moralistes, tous les sociologues, y compris les théoriciens démocrates et les doctrinaires socialistes, affirment qu'en l'absence d'un gouvernement, d'une législation et d'une répression qui assure le respect de la loi et sévit contre toute infraction à celle-ci, il n'y a et ne peut y avoir que désordre et



criminalité. Jean Guillaume Colins, fondateur du socialisme rationnel dit que l'ordre est incontestablement nécessaire à la vie des hommes groupés en société, mais que l'ordre ne peut reposer que sur la force ou sur la raison. Les anarchistes disent que « l'anarchie est la plus haute expression de l'ordre ». [...]

Anarchie et ordre?

Voilà une bien curieuse association diront certains. Dans le premier cas cité par Colins, l'ordre repose sur la contrainte. Dans le second cas, l'ordre repose sur l'entente. Le premier découle du principe d'Autorité, le second affirme le principe de Liberté.

Les anarchistes se reconnaissent évidemment dans le principe de Liberté. En effet, les propositions d'organisation de la société - christianisme, socialisme, libéralisme, marxisme - ont toujours octroyé à une minorité de privilégiés le droit de gérer la société à la place des concernés et pour leur propre profit. Ce mode de gestion porte un nom: l'État.

L'État est l'expression politique du régime économique auquel est soumise la société. Il permet et justifie l'oppression et l'exploitation de l'homme par l'homme. Il s'appuie sur une morale dégradante et humiliante pour l'être humain, secondé en ce sens par la religion qui, par des sophismes, légitime elle aussi l'exploitation et la domination, se contentant d'en condamner les manifestations les plus brutales. Exploisons, mais en douceur! L'État, enfin, à force d'être omniprésent, finit par se superposer à la société et tente de faire croire, qu'en-dehors de lui, rien ne saurait fonctionner.

Les anarchistes refusent ce modèle sociétaire, oppresseur, exploiteur, négation de l'individu et de ses aspirations. Ils cherchent par tous les moyens à montrer qu'il est possible et souhaitable de vivre dans une société égalitaire, gérée directement et librement par ses diverses composantes: individus, groupements sociaux, économiques, culturels, et ce dans le cadre du fédéralisme libertaire.

Le refus de l'autorité

Le refus de l'autorité reste perceptible à travers le temps. Il n'est pas apparu avec les théories du socialisme libertaire. Il le précède largement au travers des actes, des attitudes d'individus ou de groupements sociaux. Les témoignages de révolte restent parcimonieux et réservés à une frange minime d'individus (ceux entre autres qui

font des recherches à des fins universitaires, ou plus rares encore, ceux qui cherchent à augmenter leurs connaissances pour mieux appréhender le monde qui les entoure). Certains événements historiques sont cependant parvenus jusqu'à nous: par exemple la révolte des esclaves dans la Rome antique, les Jacqueries paysannes du Moyen âge, les victimes de l'Inquisition, l'essor de la Renaissance, les philosophes des Lumières, la Révolution française, la Révolution de 1848, la Commune de Paris, la Révolution russe et plus près de nous la Révolution espagnole. Autant de lieux, de situations, dans lesquels des hommes ont cherché à desserrer, voir à abolir l'étau oppressif dans lequel ils se sentaient pris au piège.

En replaçant ces événements dans le contexte historique et social qui leur a donné naissance, on s'aperçoit qu'ils visent immanquablement le même but: l'amélioration des conditions d'existence, le partage des richesses, le droit à la connaissance, l'instruction, le bien-être, bref une aspiration au bonheur. Ces mouvements de révolte ont été pour la plupart écrasés (les esclaves, les paysans, la Commune de Paris), ou récupérés au profit d'une classe ou d'un parti (la bourgeoisie émergente sous la Révolution française, les Bolcheviks et la prise du pouvoir dans la Révolution russe) ou encore détournés de leur but (les monarques dits « éclairés » du temps du Siècle des Lumières). Car malgré l'embryon de liberté qu'ils contenaient, ils n'étaient pas suffisamment forts ni structurés pour renverser le cours des choses. Ils étaient des utopies dans le sens où ils ont osé projeter sur l'écran de l'avenir des images en contradiction avec celles de leur temps. [...]

Héritages

Cet héritage philosophique, lié d'abord à une série d'attitudes, a été théorisé puis mis en pratique au XIX^e siècle, coïncidant en cela - et non sans raison - avec l'apparition du nationalisme et de l'étatisme.

On s'accorde aujourd'hui à dire que Pierre-Joseph Proudhon est le " père " de l'anarchisme, le fondateur du système mutualiste, du syndicalisme ouvrier et du fédéralisme. Il a exposé ses idées dans de nombreux ouvrages et son influence sur le mouvement ouvrier a été réelle, puisque qu'au sein de l'Association Internationale des Travailleurs (A.I.T.) un courant nettement proudhonien se dessinera.

Le Congrès de Saint-Imier (1872) jettera les bases de l'anarchisme. Les délégués réunis proclameront, entre autre: « que la destruc-

tion de tout pouvoir politique est le premier devoir du prolétariat », « que toute organisation d'un pouvoir politique soi-disant provisoire et révolutionnaire pour amener cette destruction, ne peut être qu'une tromperie et serait aussi dangereuse pour le prolétariat que tous les gouvernements existant aujourd'hui... »

Ces idées, reprises par Michel Bakounine et la Première Internationale, resteront présentes jusqu'à nos jours. Elles seront l'apanage de Louise Michel et la Commune de Paris, du 1^{er} Mai 1885 aux États-Unis, de Fernand Pelloutier et la création des Bourses du Travail, de Pierre Besnard et la naissance de l'anarchosyndicalisme, des explications du monde d'Elisée Reclus, éminent géographe, de Pierre Kropotkine et du communisme libertaire, de Paul Robin et de son école libertaire de Cempuis, de Jean Grave et de ses quarante ans de propagande anarchiste, de Gustave Landauer, fusillé par la soldatesque en 1919 pour sa lutte à côté des Conseils Ouvriers de Bavière, de Nestor Makhno et de son engagement dans la révolution russe, des marins de Kronstadt en 1921, de Sacco et Vanzetti, assassinés sur la chaise électrique pour leurs idées, d'Erich Mühsam, poète et dramaturge allemand, mort dans un camp de concentration en 1933, de Buenaventura Durruti pendant la guerre d'Espagne, d'Armand Robin et ses langues multiples, pour ne citer que quelques-uns.

Ces idées seront présentes à chaque fois que nécessaire: après la décimation des milieux libertaires durant la Seconde Guerre mondiale, elles resurgiront et verront la création de la Fédération anarchiste en France, de l'Internationale des Fédérations anarchistes dans le monde; elles impulseront la reconstruction de la Confédération nationale du travail, anarchosyndicaliste, affiliée à l'AIT, elles souffleront dans les rangs de Mai 68 et de la contre-culture...

De l'anarchie à l'anarchisme.

Ainsi donc, l'anarchie est ce que nous entrevoyons (société libertaire); l'anarchisme est le mouvement social qui se propose de poursuivre la réalisation de l'idéal anarchiste.

L'anarchisme n'est pas une éternelle contestation, ni un antidote perpétuel au pouvoir qui serait tout aussi perpétuel. Il n'est pas un état d'âme. Il n'est pas plus une stratégie ou une tactique ponctuelle et encore moins un « laisser-faire ». Il ne signifie pas non plus le retour à une vie moyenâgeuse tout comme il n'est pas et ne sera jamais le paradis ultime, fin de l'histoire.

Ce mouvement embrasse toute l'action libertaire qui s'inspire des événements et circonstances de temps et de milieu. Cette action est souple: elle met à profit toutes les possibilités qui se dégagent au jour le jour de la vie sociale. Elle est vigilante dans le sens ou elle surveille et utilise avec adresse et méthode les courants multiples qui traversent et pénètrent l'opinion, qui l'impulsent ou la dirigent.

L'anarchisme est une lutte incessante, sous les formes les plus variées, contre les préjugés, la routine, la tradition, les erreurs, le fait autoritaire. Il s'articule principalement autour de deux types de tâches: les unes négatives ou démolitives, les autres positives ou reconstructives.

Les actions démolitives consistent à saper profondément le principe d'autorité dans toutes ses manifestations, le démasquer, combattre par avance toutes les manœuvres par lesquelles – disqualifié ou abattu – il tente de se réhabiliter et de se survivre sous une autre forme.

Éducation

Les actions reconstructives tentent de créer et de développer tous les modes de vie, individuelle et sociale, d'esprit anarchiste et de forme libertaire, propres à favoriser les impulsions, à faciliter les courants, à provoquer des mesures, à faire naître des arrangements de caractère anarchiste et à en assurer le développement spontané, libre, rapide

et naturel. Les actions reconstructives s'effectuent dans un ordre précis: éducation, action, organisation.

La tâche d'éducation est la première et la plus indispensable. Elle exige un travail intérieur et extérieur. Le travail intérieur implique celui que chacun doit réaliser en lui-même (remise en cause, approfondissement des connaissances, pratique libertaire). Le travail extérieur touche les autres (discussions, débats, confrontation d'idées). Le travail éducatif auquel s'adonne l'anarchisme a ceci de particulier qu'il ne s'accommode pas de la ruse, du détour, de la supercherie, de la dissimulation, procédés en usage dans les partis politiques qui, tous, s'ingénient à piper les adhésions et à forcer le recrutement parce qu'ils ne visent que le nombre. Tout le monde reste libre d'être contre ou avec les anarchistes. Ils ne dissimulent rien. Leur propagande est franche, loyale, sans détour. Si on rallie l'idéal anarchiste, c'est en connaissance de cause, en toute conscience et en pleine volonté. Les anarchistes attachent plus d'importance à la qualité qu'à la quantité.

Organisation

L'organisation est fonction du degré d'éducation. Plus cette éducation sera grande et plus la vitalité de l'organisation sera élevée. Pour aboutir à une organisation souple et forte, en même temps conforme à l'esprit libertaire, il faut aller de la base au sommet,

de l'unité au nombre, du particulier au collectif. C'est le fédéralisme permettant à chacun de rester lui-même, de se soustraire à tout écrasement, de garder son indépendance, de prendre une part active à la vie de l'organisation, d'émettre sur toute chose son opinion. En raison même de sa plasticité et par suite du libre jeu de tous les éléments – individuels ou collectifs – qu'elle assemble, une telle organisation laisse à chacun de ces éléments la totalité des forces qui lui sont propres, tandis que par l'association de ces forces, elle atteint elle-même son maximum de vitalité.

Action

La puissance de l'action est elle aussi fonction de l'éducation. On distingue l'action continue et l'action circonstancielle. L'action continue se poursuit tout le temps quelle que soit la situation générale: calme ou agitée, précise ou incertaine, claire ou confuse, normale ou exceptionnelle. Elle doit être constamment empreinte de l'idée anarchiste quelles que soient les circonstances, elle ne doit jamais être abandonnée quelque forme ou aspect que puisse prendre l'agitation du moment. L'action circonstancielle procède des grands courants qui, par intermittence et sous la poussée des événements, agitent les masses populaires. Pour servir efficacement la propagande anarchiste, cette forme passagère de l'action doit être soudée à sa forme permanente. Car l'action permanente ne doit jamais céder le pas à l'action intermittente ou circonstancielle.

L'action anarchiste ne pourra donc jamais se résumer à un îlot libertaire dans une société capitaliste ou communiste, ni être un club de discussions. C'est avant tout une organisation de combat avec toute sa spécificité.

Trois exemples pour illustrer le propos: une atmosphère internationale chargée d'électricité belliciste, une offensive patronale brutale, le fascisme à nos portes.

Dans le premier cas, la situation est tendue et tout le monde pressent que le moindre incident ou la plus bénigne complication diplomatique peut provoquer un casus belli. L'action anarchiste consiste à éloigner ou contrecarrer les menaces de conflit armé, à soulever l'opinion, grouper les forces anti-guerrières, dénoncer les manœuvres gouvernementales, combattre les excitations chauvines de la presse, organiser des manifestations, prendre toutes les mesures propres à rendre la guerre impossible. Cette action circonstancielle peut passagèrement s'associer à d'autres organisations plus ou moins empreintes de pacifisme sans oublier que le terrain sur lequel se placent ces orga-

**il n'est pas
de sauveur suprême,**



ni Dieu, ni Castro, ni Mao

nisations n'est pas celui des anarchistes. Elles ne poursuivent pas le même but. Il faut bien veiller à ne pas laisser confondre l'action libertaire avec celle de ces organisations différentes voire hostiles.

Un conflit économique de grande envergure surgit. Des grèves éclatent. Un important soulèvement s'ensuit. Les anarchistes se doivent de prendre une part active au mouvement de grève, de le soutenir, de l'étendre, de le fortifier, de démasquer les jaunes, de combattre les prêcheurs de calme et les semeurs de découragement, d'écarter les éléments politiciens, de paralyser l'influence des partis, d'insuffler l'idée d'autogestion et d'action directe. Ces actions relèvent du syndicalisme mais ne doivent pas rester confinées dans ces limites étroites. Elles doivent aller dans la mesure du possible beaucoup plus loin et transformer le mouvement de grève en mouvement révolutionnaire.

Dans l'action contre le fascisme, les anarchistes ne sont pas les seuls. Les démocrates de tout poil marchent aussi contre ce redoutable fléau. Mais il est manifeste que leur action est différente. Ils combattent le fascisme qui n'est pas le leur. S'ils parviennent à mettre en déroute le fascisme qu'ils combattent, ils mettront tout en œuvre pour installer le leur. Les anarchistes disent hautement et clairement qu'ils sont contre tous les fascismes et que leur objectif est non seulement de n'en subir aucun mais encore de n'en imposer aucun eux-mêmes. Leur action ne peut donc pas être confondue avec celles des démocrates.

Des propositions

L'anarchisme, enfin, est un ensemble de propositions et de pratiques tendant à l'émancipation totale de l'homme en société. Si la société existe en tant qu'entité sociologique, l'individu existe tout autant, sans rapport hiérarchique à cette société, et c'est donc l'harmonie entre ces deux éléments que recherchent les anarchistes pour réaliser ce que Fernand Pelloutier voulait : « Une société d'hommes libres et fiers ».

L'émancipation est de triple nature. Émancipation économique d'abord, par la réappropriation des outils de production et leur gestion directe par les travailleurs eux-mêmes dans l'égalité.

Émancipation politique ensuite, par le remplacement de l'État, de sa bureaucratie, par une organisation fédéraliste des secteurs de la société, maintenant la cohésion et préservant l'autonomie.

Émancipation morale, enfin, par la prise en charge totale par l'individu de ses capacités

et de son rôle social, reléguant la religion et toute forme de soumission au musée des horreurs.

Une société sans classe et sans État, organisée par l'homme et pour l'homme, voilà ce que veut l'anarchisme.

L'anarchiste est par tempérament et par définition réfractaire à tout embrigadement qui trace à l'esprit des limites et encercle la vie. Il nie le principe d'autorité dans l'organisation sociale. Mais il n'y a, ni ne peut y avoir, de credo ou de catéchisme libertaire.

Ce qui existe constitue un ensemble de principes généraux, de conceptions fondamentales et d'applications pratiques sur lesquels l'accord est établi entre les individus qui se dressent contre l'autorité et qui luttent isolément ou collectivement contre les contraintes économiques, politiques, morales qui en découlent.

Cet ensemble de principes généraux a pour nom le fédéralisme libertaire. Ce système d'organisation garantit à l'individu le maximum d'autonomie et de liberté.

On pourrait dire que le début et la fin du fédéralisme, c'est l'individu. C'est à la fois le premier élément sur lequel va s'organiser la société et toute cette construction sociale ne vise qu'à promouvoir l'épanouissement et la libre détermination de chaque individu.

L'organisation anarchiste de la société, concrétisation et émanation directe de la volonté des individus et des groupements sociaux, ne pourra se réaliser qu'en-dehors et contre la tutelle de tous les organismes et structures autoritaires établis sur l'inégalité économique et sociale.

Les fondements éthiques et organiques du fédéralisme libertaire sont : la liberté comme base, l'égalité économique et sociale comme moyen, la fraternité comme but. Cette définition marque la profonde différence entre le fédéralisme libertaire et le fédéralisme étatique.

Il existe à l'heure actuelle des pays fédérés. L'État y reste omniprésent. Nous retiendrons pour notre part la définition donnée par Pierre-Joseph Proudhon, ayant consacré toute son existence à trouver un système qui permette à l'homme d'accéder au bien-être et de vivre libre, et qui écrivait dans *Du Principe fédératif* : « Le fédéralisme est la forme politique de l'humanité ».

Nous appelons de toutes nos forces une société de type fédéraliste basée sur l'égalité économique et sociale de tous les individus, la possession collective ou individuelle de moyens de production ou de distribution, excluant toute possibilité pour certains de vivre du travail d'autres, l'abolition du salariat et de l'exploitation de l'homme par

l'homme, l'entraide, le respect, la fraternisation de tous les groupes humains.

Les anarchistes n'accordent aucune efficacité à un simple changement des personnes qui exercent l'autorité. Les causes engendrent les mêmes effets. Et toutes les formes d'autorité se tiennent. Elles sont indissolublement liées les unes aux autres. Elles sont complices et solidaires. En laisser subsister une seule, c'est favoriser la réapparition de toutes.

Vers une société libertaire

Pour arriver à instaurer une société libertaire, il faut se doter de moyens en accord avec la finalité. Tel que l'exprime Errico Malatesta, « ces moyens ne sont pas arbitraires, ils dérivent nécessairement des fins que l'on se propose et des circonstances dans lesquelles on lutte. En se trompant sur le choix des moyens, on n'atteint pas le but envisagé, mais on s'en éloigne, vers des réalités souvent opposées et qui sont la conséquence naturelle et nécessaire des méthodes que l'on emploie ».

Il est possible et souhaitable de vivre dans une société égalitaire, gérée directement et librement par ses diverses composantes (individus, groupements sociaux, économiques, culturels, ethniques...) dans le cadre du fédéralisme.

Sur les règles qui vont faire fonctionner une telle société, nous pouvons dire qu'elles sont basées sur des contrats mutuels, égaux, réciproques, pouvant être remis en cause à tout instant. Ces contrats peuvent être écrits ou tacites.

Une telle société ne peut évidemment pas fonctionner sans entraide ni coopération volontaire. La délégation de responsabilité permettra de discuter. Mais attention, entendons-nous sur les mots : pour les anarchistes, un délégué reçoit un mandat précis sur un problème ou un travail précis. L'assemblée qui l'a mandaté exerce un contrôle permanent sur son travail et surtout peut le révoquer à tout moment, même si sa tâche n'est pas achevée, si le travail qu'il effectue ne correspond pas à son mandat.

L'anarchisme est la dernière proposition globale de société cherchant à promouvoir une civilisation réellement différente. Elle oppose le principe de liberté au principe d'autorité, l'entraide à la loi de la jungle, l'égalité à la disparité. Elle n'est pas prête de disparaître, car « Aussi longtemps que la société sera basée sur l'autorité, les anarchistes resteront en état perpétuel d'insurrection » (Elisée Reclus).

Liaison Bas-Rhin de la F.A.

Ni dieu ni maître, les anarchistes et l'athéisme

IL Y A MOULT LIVRES QUI SONT SORTIS ET BATTENT EN BRÈCHE, par le rationalisme et le raisonnement l'existence supposée de Dieu et la véracité du récit biblique. Cela est fort intéressant, mais cette discussion tombe vite dans un débat stérile car pour le croyant tout repose non point sur un raisonnement mais sur la foi. Déjà Tertullien (un des pères fondateurs de l'Église) l'annonçait deux siècles après J-C : « Je crois en ce qui est absurde », ce qui fera dire à Bakounine (1) « alors toute discussion cesse, il ne reste plus que la stupidité triomphante de la foi ». La preuve ontologique de l'existence de Dieu se résume ainsi : « On peut penser Dieu, un être infiniment grand. Comment peut-on le penser et, en même temps, lui refuser l'existence? Par conséquent, Dieu existe. À partir de l'idée de Dieu, on peut aller jusqu'à son existence ». De qui se moque-t-on? Comme si cette fameuse « idée de Dieu » arrivait à l'esprit humain par enchantement et non par endoctrinement dès le plus jeune âge, par des moyens différents : baptême, communion, catéchisme, école confessionnelle, parents, messes...

Saint Thomas d'Acquin, lui, proposera un nouvel argument, qui est toujours d'actualité au sein de l'Église. Il y a d'un côté ce que l'homme comprend, c'est la raison, et de l'autre, ce qui le dépasse, comme par exemple la création du monde et cela relève de la foi. Pour lui le monde n'est que mouvement. Or tout ce qui est mouvement est mû par autre chose. Mais on ne peut pas remonter à l'infini. Il est donc obligatoire d'en venir à un premier moteur qui soit mû par personne. Ce premier moteur, c'est Dieu. Bref, en résumé, à la définition de Dieu, on peut tout mettre : ce que nous ne comprenons pas actuellement s'appelle Dieu. Cela a toujours été, quand l'homme ne comprenait pas, par exemple le mécanisme de l'orage, il attribuait cette manifestation à Dieu, car cela le dépassait. Mais était-ce une preuve de l'existence d'un dieu du tonnerre pour autant?

Venons-en au fait...

Après tout, Dieu n'existe que par ses représentants, sans eux et sans les religions, où en serait cet être si puissant? D'où la nécessité de critiquer sur le fond les religions. Car, si Dieu est une hypothèse que l'on peut, si on le veut, ne pas retenir, les religions, elles, sont bien réelles et sont un des outils

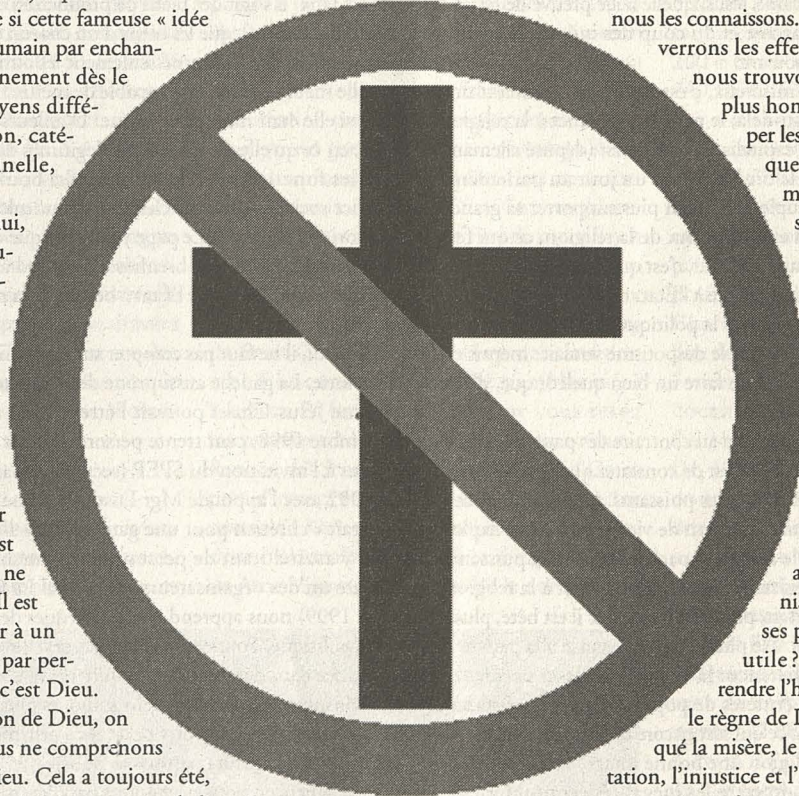
de la domination de l'homme par l'homme. C'est pourquoi elles sont néfastes. Les religions ne se sont pas créées par hasard, elles ont des buts : faire connaître Dieu, faire respecter la parole de Dieu, et des valeurs dont « l'amour du prochain », la compassion, l'humilité... Elles prétendent toutes rendre l'homme meilleur grâce à leurs enseignements. Bien sûr, chaque religion prétend être la seule à être dans le vrai. En 1805, Red Jacket (un indien) répondit au missionnaire Cram, qui voulait « répandre la foi » : « Frère, tu dis qu'il n'y a qu'une façon d'adorer et de servir le Grand Esprit. S'il n'y a qu'une religion, pourquoi le peuple blanc est-il si partagé à ce sujet? Pourquoi n'êtes-vous pas tous d'accord, si vous pouvez tous lire le livre [la bible]? [...] Frère, on nous a dit que tu avais prêché parmi les hommes blancs aux alentours. Ces gens sont nos voisins :

nous les connaissons. Nous attendrons un peu et nous verrons les effets de tes prédictions sur eux. Si nous trouvons qu'ils deviennent meilleurs, plus honnêtes et moins disposés à tromper les indiens, nous reconsidérerons ce que tu nous a dit ». Après une formule de politesse, les indiens s'avancèrent vers le missionnaire pour lui serrer la main, celui-ci refusa et leur dit : « il ne peut y avoir d'amitié entre la religion de Dieu et le diable ». Les indiens sourirent et se retirèrent en paix.

Pourquoi tant de haine?

Allons au fond des choses, après deux mille ans de christianisme, la religion est-elle arrivée à ses prétendus buts? Si non, est-elle utile? À quoi sert-elle? Elle devait rendre l'homme meilleur, ainsi qu'amener le règne de Dieu sur la Terre. A-t-elle éradiqué la misère, le mensonge, la servitude, l'exploitation, l'injustice et l'inégalité, les guerres? Non, bien au contraire même, c'est pourquoi le missionnaire Cram se met en colère. Car toutes les religions ont échoué. Pis : elles furent parfois le facteur déclenchant de bien des maux...

Pourquoi a-t-elle échoué? Parce qu'elle prêche la soumission du peuple qu'elle appelle « troupeau »; Hitler, lui, préférait le terme de « masse ». Elle se donne des droits indiscutables, car elle est dans le vrai, elle guide « les brebis ». Dieu ou le curé étant le « père », le « berger »; Hitler, lui, préférait le terme de « guide ». Ces termes ne sont pas choisis au hasard. Ils démontrent la volonté des religions et des régimes ultra-autoritaires à vouloir nier l'individu afin de mieux le diriger. Face aux « troupeaux » et aux « masses » il y a les maîtres incontestables qui détiennent « la vérité ».



En apprenant à l'homme à être humble, la religion prêche la soumission la plus abjecte : « Dieu est tout, donc l'homme n'est rien. Dieu est la vérité, la justice, le bien, le beau, la puissance et la vie. L'homme est le mensonge, l'iniquité, le mal, la laideur, l'impuissance et la mort. Dieu étant le maître, l'homme est l'esclave. Incapable de trouver par lui-même la justice, la vérité et la vie éternelle, il ne peut y arriver qu'au moyen d'une révélation divine ». Mais qui dit révélation dit révélateur, messies, prophètes, prêtres et législateurs inspirés par Dieu même ; et ceux-là une fois reconnus comme représentants de la divinité sur la Terre, comme les saints instituteurs de l'humanité, élus par Dieu lui-même pour la diriger dans la voie du salut, ils doivent nécessairement exercer un pouvoir absolu. Tous les hommes leur doivent une obéissance illimitée et passive, car contre la raison divine il n'y a point de raison humaine, et contre la justice de Dieu il n'y a point de justice terrestre qui tienne. Esclave de Dieu, les hommes doivent l'être aussi de l'Église et de l'État, en tant que ce dernier est consacré par l'Église. Ce qui fera dire aux bons bourgeois comme Voltaire : « Si Dieu n'existait pas il faudrait l'inventer », car, poursuit-il, « la croyance des peines et des récompenses après la mort est un frein dont le peuple a besoin ». Sans Dieu le système inégalitaire pourrait s'écrouler à cause d'une révolution populaire. C'est pourquoi Jésus, bien avant Voltaire, s'est écrié : « Heureux les pauvres car ils hériteront du paradis ». Rien de tel pour faire que la misère et les inégalités subsistent. Car pour qu'il y ait des pauvres d'un côté, il faut bien qu'il y ait des riches, des patrons, des chefs d'État de l'autre côté. « Il faut rendre à César ce qui appartient à César » clama Jésus, quelle belle preuve de respect des pouvoirs en place, de la hiérarchie et du coup des inégalités économiques et sociales, et des abus de pouvoir.

En étant « rien » et de surcroît miséreux, c'est-à-dire en attendant une hypothétique récompense dans l'au-delà, le peuple se soumet à la religion mais aussi à l'État et à son système capitaliste. Windhorst (député allemand du parti catholique 1812-1891) le dit lui-même un jour au parlement : « Lorsque la foi s'éteint dans le peuple, il ne peut plus supporter sa grande misère et se révolte ». Voici le seul et unique but de la religion, ce qui fera dire à Proudhon : « lorsqu'on me parle de Dieu, c'est qu'on en veut soit à ma bourse, soit à ma liberté ». La religion est liée à l'État : on ne peut combattre l'un sans combattre l'autre. « La religion et la politique s'entendent comme larrons en foire. Celle-là a enseigné ce que le despotisme voulait : mépris du genre humain, incapacité pour celui-ci de faire un bien quelconque, d'être quelque chose par soi-même (2) ».

Si la religion « condamne » les riches, qui au contraire des pauvres, auront moins de chances d'aller au paradis, force est de constater que la religion est soutenue en premier lieu par les riches et les puissants. « Assurément cela fait partie du métier. C'est même une question de vie pour la classe exploitante, la bourgeoisie, que le peuple soit abêti par la religion. Sa puissance monte ou tombe avec la folie religieuse. Plus l'homme tient à la religion, plus il croit, moins il sait. Moins il sait, plus bête il est. Plus il est bête, plus il se laisse gouverner facilement » (3). De plus la religion, grâce à la pauvreté, trouve une justification à son existence : la charité. Celle-ci permet de rendre dépendant esdes couches entières de population par l'assistanat. Cela empêche toute revendication, ce qui sert encore une fois les intérêts du système, tout en donnant à la religion une bonne image. Reconnaître le phénomène de la charité, c'est admettre les inégalités économiques et sociales. Or le monde n'a pas besoin de charité mais d'égalité, par la répartition des richesses.

Il ne faut pas attendre de la religion une remise en cause du système, au contraire elle le pérennise. Déjà Saint Paul dans ses épîtres, ainsi que la bible, appelaient à respecter les autorités. « Que toute personne soit soumise aux autorités placées au-dessus de nous ; car il n'y a pas d'autorités qui ne viennent pas de Dieu, et celles qui existent ont été instituées par Dieu. Ainsi, celui qui résiste à l'autorité s'oppose à l'ordre que Dieu a établi, et ceux qui s'y opposent attireront sur eux le jugement. [...] C'est pour la même raison que vous payez des impôts, car les magistrats sont les serviteurs de Dieu (4) ». Si nous devons être soumis à Dieu et à l'État, nous devons aussi com-

prendre que nous ne sommes rien et que toute notre vie appartient à Dieu, car c'est lui qui la dirige. C'est au nom de cette théorie que l'Église lutte (par exemple) contre l'avortement ou l'euthanasie. Car personne n'a le droit de tuer ce que Dieu avait prévu de concevoir. Pour l'euthanasie « nul n'a le droit de décider à la place de Dieu l'heure de la mort du malade ». Bref même pour notre mort nous ne sommes pas libres ; Dieu veille. Les religions s'ingèrent dans nos vies privées, et au nom de Dieu ordonnent ce que nous devons faire. Soumission, culpabilisations, tabous, peurs, superstitions et dogmes sont les terreaux où prolifèrent les religions et où l'individu et ses envies se meurent.

La cassure

D'un côté, il y a ceux qui parlent de « valeurs » dont les religieux et les républicains font partie. Ces valeurs restent dans le domaine de la philosophie ; la religion parle de faire le bien : où sont les preuves ? Les républicains nous parlent de la liberté : où est-elle ? Et puis il y a ceux qui veulent réellement changer les choses radicalement. Nous voulons abolir le salariat et obtenir l'égalité économique et sociale. Avec un tel discours, la cassure se fait car l'Église dès 1891 a condamné la lutte des classes (5).

« La thèse socialiste. Ses torts. Les socialistes, pour guérir ce mal [la misère] poussent à la haine jalouse des pauvres contre ceux qui possèdent. Ils prétendent que toute propriété de biens privés doit être supprimée (ce qui est faux : il s'agit des biens de production et non, par exemple, des maisons d'habitation), que les biens d'un chacun doivent être communs à tous (encore faux, cela concerne seulement les outils de production) [...]. Mais pareille théorie, loin d'être capable de mettre fin au conflit ferait tort à l'ouvrier si elle était mise en pratique. D'ailleurs, elle est souverainement injuste, en ce qu'elle viole les droits légitimes des propriétaires, qu'elle dénature les fonctions de l'État, et tend à bouleverser de fond en comble l'édifice social. » Un autre chapitre est intitulé « nécessité de faire appel à la religion et à l'Église ». Le pape y rappelle que « l'Église, par une foule d'institutions éminemment bienfaisantes, tend à améliorer le sort des classes pauvres ». Et c'est là que l'État a besoin de la religion : c'est une soupape de sécurité.

Bien sûr, il ne faut pas compter sur la gauche pour reprendre le flambeau de la lutte. La gauche aussi prône des « valeurs » ; le PC se dit « humaniste comme Jésus-Christ pouvait l'être ». C'est dans ce contexte que, le 25 novembre 1998, cent trente personnes élues politiques de gauche se sont rendus à l'invitation du SPEP (secrétariat pastoral d'étude politique, créé en 1992 avec l'appui de Mgr Lustiger) à une réunion. Le thème de la soirée était « chrétien pour une gauche nouvelle ». « C'était la première fois qu'il y avait autant de personnes de gauche à une réunion du SPEP » déclare un des organisateurs au journal *La Croix*. Le même journal (23 mars 1999) nous apprend que les évêques de France, appellent à réhabiliter la politique. Pour ce faire, d'après un texte, il faut « que la politique soit enracinée dans des valeurs ». Nous y revoilà. « Trop de citoyens deviennent des consommateurs, réclament toujours plus de droits garantis, acceptant toujours moins de devoirs partagés » affirment-ils. Bien sûr, il faut aller voter pour nos futurs patrons et bourreaux. Pour nous, le combat ne fait que commencer, nous ne voulons pas d'aumône ni de belles paroles.

Nous aurons que ce que nous prendrons et nous en voulons beaucoup. C'est sur terre que le paradis doit exister : ailleurs, il n'y a en a pas. « C'est reculer que d'être stationnaire, on le devient, à force de trop philosopher » dit la chanson, et c'est avec la lutte que l'on obtient des choses, pas par la prière.

Régis Boussières. – groupe Kronstadt (Lyon)

- (1) Bakounine, Dieu et l'État.
- (2) GWF Hegel.
- (3) J Most. La peste cléricale, interdit en Allemagne car jugé blasphématoire.
- (4) Saint Paul, épître aux Romains, 13.
- (5) Encyclique « Rerum Novarum », pape Léon XIII.

Les cerises sur le grand gâteau ÉTÉ

Brève chronique d'un été en fête: expos, cinés, festivals

Expos

La première cerise sur le gâteau-expo est aussi la première exposition de l'excessif John Waters en France, (son film *Pecker* vient de sortir) jusqu'au 31 juillet à la galerie Emmanuel Perrotin, 30, rue Louise Weiss, 75013 Paris, tél 01 42 16 79 79.

À partir de photogrammes de films qu'il a aimés, John Waters constitue des tableaux-photos extraordinaires. Si les pulsions y compris scatologiques ne vous font pas peur, allez y ! C'est d'une beauté sauvage, déchainée, magnifique ! C'est trash !

À Marseille, en revanche, les pulsions sont contrôlées : Oskar Schlemmer, brillant représentant du Bauhaus (renouveau de tous les arts, surtout architecture et design) est exposé au Musée Cantini, tél 04 91 54 77 75 jusqu'au 1^{er} août, (ouvert de 11 à 18 heures, du mardi au dimanche). Une manifestation et un colloque sont prévus les 5 et 6 juillet dans la cour du Centre de la vieille Charité, où se tiendra également une nuit de cinéma et de danse allemande avec les chorégraphes de Daniel Dobbels et Luc Petton. Maîtres incontestés de la recherche formelle du mouvement et des corps, c'est un univers à découvrir. Et la vieille Charité est un des lieux les plus magnifiques qui soient pour célébrer les corps en liberté et les recherches de Oskar Schlemmer.

Ciné

Le temps des cerises au cinéma est ininterrompu : donc vous avez juste l'embarras du choix. L'été cinéma commence toujours

avec le Festival de la Rochelle, 27^e édition, du 25 juin au 5 juillet. Vous connaissez tous *Citizen Kane* de 1941 de Orson Welles. Vous connaissez les 14 autres films du maître ? Non, son œuvre documentaire, les films documents sur lui ? Non, eh bien, c'est ça, le Festival de la Rochelle, revoir tous les films d'un ou d'une cinéaste, se faire une culture de cinéophile. Cette année, l'autre retrospective est consacrée à Anna Sten et son travail d'actrice dans ses films allemands, russes et américains les plus significatifs.

D'autres hommages avec les films les plus importants à la clé : Joao Botelho (Portugal) son dernier film sorti en France est *Trafico*. Jaromil Jires (Tchéquie), Michele Placido (Italie), encore un acteur devenu réalisateur, Pierre Salvadori (France), Arne Skouen (Norvège), Robert Wise (Etats-Unis). La programmation propose d'autres cerises sur un bien grand gâteau : Le monde tel qu'il est présente presque tous les films qui concourraient pour la caméra d'Or à Cannes (c'est-à-dire tous les premiers films), mais il y a aussi MK2 découvertes avec le célèbre *Cure* de Kurosawa (pas parent avec Akira), deux films turcs et le magnifique *Made in Hongkong* de Fruit Chan, comète cinéma descendu du ciel à Locarno et repêché par Marin(e) Karmitz. Et tenez vous bien, car vous serez les premiers à les voir en projection unique : *Rosetta* des frères Dardenne (Palme d'Or et prix d'interprétation féminine à Cannes), *Les contes de Kish* de trois réalisateurs iraniens, dont Makhmalbaf et Djalili, *Le Voyage de Felicia* de Atom Egoyan, autre film de la compétition

cannoise... et puis la dernière nuit, enfin sera une nuit du rail et se terminera, comme de bien entendu par un petit déjeuner sur le port, du dimanche 4 juillet à 20 heures jusqu'au lundi 5 juillet à 7 heures du matin.

La soirée Fondation Gan pour le cinéma montre *Beautiful People*, de Jasmin Dizdar (Bosnie), que la Fondation a primé à Cannes : cela signifie aide à la distribution et garantit une belle sortie à la rentrée... Festival de la Rochelle, renseignements : 01 48 06 16 66 ; à Paris, 05 46 51 54 00 à La Rochelle, Office du tourisme : 05 46 41 14 68

Robert Kramer, l'Américain à Paris, globe-trotter du monde, est invité à Montauban du 3 au 10 juillet, aux journées cinéma de Montauban, séances en plein air gratuites, sinon 200 F une vingtaine de films : tél 05 63 63 44 74 / 05 63 63 31 29.

Il y a « ceux qui prendront le train... » et ceux qui resteront à Paris : comme tous les ans, à la Villette vous attendent les chaises longues et coussins pour passer de belles nuits étoilées à vous faire une toile... Du 16 juillet au 29 août, 10^e festival de cinéma en plein air de la Villette : au programme, Charlie Chaplin, Woody Allen, Tim Burton, l'excellent *Dillinger est mort* de Marco Ferreri, *Amère Victoire* de Nicolas Ray etc. Location de transats et couvertures : 40 F. Renseignements : 01 40 03 76 92.

Du 10 au 17 juillet, à Douarnenez (Festival de toutes les minorités ethniques) se tiendra la 22^e édition du festival : thématique proposée, le Yiddishland, document~ par des films d'archives, des classiques, des documentaires dont le très beau *Voyages* de Emmanuel Finkiel (à Cannes, à la Quinzaine)... malgré ce sujet grave, déjeuners débats autour de crêpes tous les matins. Renseignements : 02 98 92 09 21.

À Paris, d'excellents films dans les salles : *La vie sur terre* de Abderrahmane Sissako, ou une journée ordinaire dans un village africain, où l'on essaye de communiquer... avec le monde. Des films coréens à découvrir : à l'Arlequin, dont le hilarant *Cochon tombé dans un puits*..., *Pecker* de John Waters ou le tranquille cheminement d'un photographe amateur qui « sait regarder ». (Voir plus haut, son expo-trash-clash !).

L'équipe de Fondu au Noir vous souhaite un été de fête.

Heike Hurst (Fondu au Noir)



Buena vista social club (Wim Wenders)

Cartes postales

« Mon grand petit blond », avait dit tendrement Mireille quand pour la première fois il l'avait embrassée.

Ce soir-là, Jules avait donné rendez-vous à la jeune fille sur la route de la gare, près du petit pont sur la Meuse. Des nuages noirs couvraient le ciel, poussés par un vent d'automne qui agitait les arbres. Il avait attendu le cœur inquiet, se demandant si elle allait venir. Sous un platane. Enervé par les remous bruyants de l'eau entre les piles du pont. Il fixait la maison. Et la porte s'était éclairée. Il l'avait vue descendre les marches du perron, refermer la barrière du jardin. Puis s'approcher lentement sur le chemin de terre jonché d'un tapis humide de feuilles mortes. Il était malade d'impatience. D'émotion. Tout de suite, il avait sauté à ses lèvres en la serrant maladroitement contre son corps. Il tremblait. Comme sa bouche était fraîche!

Jules avait enfoui les mains dans la laine chaude de ses seins. Il n'en revenait pas qu'une telle richesse soit possible, lui échoie. Lui, si solitaire. Elle avait serré les mains sur ses seins pour les immobiliser, et dit : « Mon grand petit blond ». Pour se défendre, pour le calmer.

« Mon grand petit blond. » C'était comme si, avec ces simples mots, elle avait essuyé toute la peine qu'il avait accumulée. Personne encore n'avait montré envers lui une telle gentillesse. Depuis, il la surnommait « Petit blond ». Car ses cheveux étaient également couleur d'osier.

Maintenant que Jules allait mourir, il se revoyait poser devant un espalier, petit garçon blond qui regarde gravement le père prendre la photo. Souvent, sa mère racontait que bébé il était bouclé comme un mouton. Il ne s'en souvenait pas. Sur le cliché retrouvé, il avait les cheveux plats avec une frange bien droite sur le front. Et il portait une pèlerine noire d'où dépassaient des galoches.

Jules Courtois était le second d'une famille de quatre garçons. Il se sentait étranger parmi ses frères, ne se mêlait pas à leurs jeux bruyants. À force de rester à l'écart, ses rapports avec eux étaient même difficiles. Ils le disaient jaloux, pré-

tentieux. En réalité, il ne se reconnaissait pas dans leur comportement, par exemple pourquoi démolir aussitôt les cabanes qu'ils construisaient? Incompréhensible! Il n'aimait pas ce qu'ils aimaient, ne s'intéressait pas à ce qu'ils racontaient. Replié sur lui-même, il essayait de préserver un coin de vie où puisse s'inscrire une attente... il ne savait pas de quoi encore. Il se défendait violemment contre leur envahissement. Le père l'avait appelé un jour dans la grange de la ferme:

- Jules, je te mets en pension. La mère a trop de mal avec toi. Tu n'obéis à personne. Tu ne veux rien entendre. T'as encore donné hier des coups de pied à Robert...

- Il m'a injurié!

- Il est plus petit que toi. Tu dois donner l'exemple.

- Il m'a injurié. Quel sale gosse!

Sous ses dehors un peu brusques, le père Courtois était un brave type. Il vivait pauvrement à Cervisy, un hameau au nord de la Meuse, dans la ferme que lui avait laissée son père, avec quelques vaches, cultivait un peu de blé, et assurait surtout la subsistance de sa famille avec les légumes du jardin, les poules et les lapins qu'il élevait.

En le conduisant à la pension, Jean Courtois avait confié à Jules qu'il n'était pas son véritable père, que Marie, sa femme, n'était pas sa vraie mère. Ils l'avaient trouvé un soir d'hiver, pendant la « drôle de guerre », devant la porte de la grange. Personne n'avait jamais su qui l'avait déposé là. Peut-être quelqu'un des environs qui connaissait la réputation généreuse des Courtois...

- Nous n'avons, Marie et moi, jamais fait la moindre différence entre toi et les autres, avait conclu le père.

Jules pensa qu'il avait raison, mais lui la faisait!

Depuis, il ne remit pas souvent les pieds chez les Courtois, qu'il continua cependant à considérer comme ses vrais parents. Ne lui avaient-ils pas donné leur nom? Et personne ne reparla jamais plus de ça.

La pension, à l'autre bout du département, accentua la sauvagerie de Jules. Il se replia encore

davantage sur lui-même. Haïssant l'autorité. Les rangs, bras croisés, les arrêts à chaque marche, chaque palier, les ordres aboyés, les réprimandes. Le dortoir. L'étude. Les classes. Les petits paysans trop sûrs d'eux, cruels, lâches. Et l'hostilité des maîtres parce que sa famille avait du mal à payer sa pension, et ne lui procurait ni fournitures, ni provisions.

Il ne revenait à Cervisy qu'au moment des grandes vacances, mais ne restait pas longtemps à la maison. On l'envoyait, au bout de quelques jours, passer tout l'été à Mouzay où un oncle, également cultivateur, n'avait pas d'enfant et avait besoin de bras pour la moisson. Le dernier dimanche d'août, il allait à la fête foraine de la ville voisine. L'oncle, bien sûr, lui glissait une pièce dans la main, mais il n'y avait pas de quoi faire des folies. D'ailleurs, il n'y tenait pas. Il se contentait de regarder les manèges. Les réjouissances populaires le rendaient triste.

Mireille, il l'aperçut cet été-là dans les chenilles, juste avant que la toile ne la recouvre. Parmi un groupe de filles et de garçons qui riaient bruyamment, elle le fixait avec attention. Il reçut un choc. Le regard bleu de cette jeune fille blonde brusquement le réveillait d'un monde où il sommeillait. Ce visage dans la foule tout à coup blanchoyait d'une lumière florale. Une émotion qu'il n'avait jamais éprouvée l'inonda, lui donna vie.

Médusé, il attendit, le manège achevant sa ronde, que l'enveloppe de toile découvre à nouveau la merveille. Les yeux bleus lui souriaient. Ils s'approchèrent même de lui. La jeune fille un peu moqueuse lui proposa de venir les rejoindre dans les chenilles. Il ne comprenait pas ce qui lui arrivait. Il avait toujours vécu dans la grisaille d'un univers de garçon. Et subitement ce visage auréolé. Il s'éloigna très vite.

Plus tard, il fut malheureux de ne pas la retrouver sur la fête. Ni dans les chenilles, ni sur les autoscooters, ni devant les stands. Il erra à sa recherche, le cœur navré. Vraiment, il manquait d'à-propos!

- Imbécile!

Jules revint les jours suivants à la ville. Il prenait la route du bas, si agréable en été avec les grands marronniers qui l'ombrageaient. Il longeait le stade. Passait devant le cinéma. L'église. Descendait jusqu'à l'hôpital. Remontait la rue des Orfèvres. Faisait le tour de la place, sous les arcades. Puis allait jusqu'au carrefour de la Bécasse où trônait un immense noyer. Il s'asseyait dessous. Attendait. Tel un naufragé qui dévore l'horizon des yeux. Et c'est en colère qu'il rentrait le soir sans l'avoir revue.

C'est Mireille qui le retrouva un matin. Chez l'oncle. Elle avait été frappée par son air désarmé et rebelle. Elle l'avait cherché de son côté, et finalement avait appris qu'il s'agissait d'un fils Courtois. Et c'est le soir même qu'ils échangèrent un premier baiser sur les bords de Meuse.

Elle lui dit: « Mon grand petit garçon blond. Je t'aime à cause de cette clarté que j'ai vue en toi, à cause de ta simplicité, celle de ton âme et celle extérieure... » Il l'appela par connivence, tendrement: « Petit Blond ». Ils se jurèrent de ne plus se quitter.

Mais durent se quitter quelques semaines plus tard.

Jules retourna dans sa pension, cachant précieusement son amour pour Mireille sous une colère grandissante vis-à-vis des autres.

Le père de Mireille, qui tenait une quincaillerie sous les arcades de la ville, apprenant cette amourette, interdit à sa fille de revoir Jules:

- Ce n'est pas un garçon pour toi!

Mais Jules reçut une carte postale d'elle. Un couple d'amoureux. La femme abritée sous un parapluie japonais caressait le menton de l'homme qui se penchait sur son cou pour déposer un baiser. Elle avait un sourire un peu figé en fixant l'objectif. Elle posait dans une robe de taffetas clair - la carte en noir et blanc - avec des galons frisonnés sur les épaules et une guirlande de fleurs dans le bas. La main droite de l'homme semblait peloter un sein de la belle. Mireille avait écrit au dos:

« Je voudrais bien me voir avec toi comme ces deux qu'il y a sur la carte, mais il faut espérer qu'on se verra plus près que ça. Alors, mon petit chéri, je t'embrasse de tout cœur car je t'aime. Il y a des jours que je m'ennuie de toi, parfois je pleure. Je t'embrasse. Mireille Duncourt. » Et rajouté dans un coin: « Je voudrais bien avoir l'âge de me marier avec toi car je tiens à toi. »

Le directeur scandalisé l'avait fait venir dans son bureau pour lui remettre cette carte. Il lui signifia que c'était la dernière fois qu'il tolérerait ce « dévergondage ».

Jules, contenant mal sa colère, fixa un bon moment le directeur dans les yeux. Sans rien dire. Celui-ci lui ordonna de baisser les yeux. Il n'en fit rien. L'homme entra alors dans une fureur inouïe, le giflant violemment à plusieurs reprises et, comme l'enfant ne chercha pas à se protéger et continua de le dévisager calmement, il s'acharna sur lui à coups de pied, à coups de poing.

Jules demanda à un externe de lui acheter une « carte d'amoureux » en ville, qu'il écrivit aussitôt pour qu'elle soit postée le soir même:

« Chère Mireille et tendre bien-aimée,

Je te fais passer cette petite carte pour te donner de mes nouvelles. Je viendrai dimanche.

J'irai chez toi peut-être. Mais en tout cas je passerai devant ta barrière vers 2 h et si tu ne me vois pas je serai à Cervisy. Mille baisers. À dimanche. Jules Courtois. »

La carte sépia était plutôt coquine. Une belle brune, une marguerite sur l'oreille, dans une robe de satin brodé avec des roses de tissu cousues entre les seins, tenait négligemment un ruban en sautoir dans sa main gauche, et agui-chait d'un œil expert le chéri costumé qui la pressait sur son flanc droit.

Jules se leva sans bruit cette nuit-là dans le dortoir, pendant que tout le monde dormait, et quitta la pension.

Il arriva à la ferme avec l'annonce de son exclusion du collège.

verte, attendant le baiser d'un bellâtre gominé. Leurs mains gauches se serraient délicatement, et au-dessus de la scène, ces vers en caractères écriture aux ligatures continues:

« Oui! c'est l'Amour qui nous a réunis

Pour partager nos rêves infinis!... »

Mireille, qui avait appris son retour, s'excusait de n'avoir pu venir le rejoindre à Cervisy dimanche. Son père l'avait enfermée dans sa chambre. « Mon chéri petit blond, bien-aimé Jules. Deux mots pour te demander si tu ne m'en veux pas de n'avoir pas été à Cervisy. Moi, je t'aime encore de tout mon petit cœur. Je crois que toi aussi. Tu viendras me voir quand tu voudras. Je ne vois plus rien à te dire. Qu'à t'embrasser de mon cher petit cœur. Ta chérie. Bonsoir petit chéri bien-aimé. »

Pendant plusieurs mois, Jules, qui continuait à travailler à la ferme de son oncle, ne revit plus Mireille. Il recevait de temps en temps des cartes d'amoureux colorés que Mireille ornait de leurs prénoms: « Mireille », « Jules ». Elle choisissait des couples plus romantiques, un peu compassés, la femme serrant rêveusement sur son cœur des bouquets d'œillet, de marguerites ou de roses, l'homme se penchant délicatement sur sa compagne, se blottissant contre elle. Avec souvent deux vers imprimés qui donnaient encore plus de vague à l'âme:

« D'une amie ces bien tendres roses

Qui vous diront d'aimables choses. »

Ou: « On est jaloux de l'être que l'on aime

Et l'on voudrait que l'autre en soit de même! »

La pensée de Jules bouleversait Mireille. Il semblait n'être venu de nulle part, tout meurtri, sans patrie. Elle ressentait maintenant un immense désir d'être à lui, de l'accueillir en elle. Elle plaçait tellement de confiance en lui...

Un jour, à la mi-mai, elle lui écrivit qu'elle pourrait venir le retrouver au bal. Toujours avec une joie naïve, un bonheur qu'elle avait envie de crier à

tout le monde...: « Mon chéri Jules, petit bien-aimé, cher et tendre amant. Deux mots pour te dire que je suis en bonne santé. J'espère que ma carte te trouvera de même. Nous irons certainement dimanche en quinze avec Berthe au bal. En attendant reçois de ta chérie un gros baiser mon petit Loulou. C'est pas trop bien écrit, je me dépêche, j'ai sommeil. Mireille Duncourt. »

Jules éproua le besoin de répondre à cette dernière missive. Il dut attendre que son oncle



Pour le punir, son père le séquestra quelques jours, avant de l'envoyer travailler chez son oncle. Le dimanche qui suivit son retour, il ne put donc communiquer avec Mireille, mais le mardi matin, avant son départ pour Mouzay, le facteur lui remit une belle carte en couleurs montrant une charmante rouquine, dans une robe de tissu vert épinard avec des ourlets jaunes et deux grosses roses épinglées sur la poitrine, renversée les yeux mi-clos, la bouche entrou-

aille faire une course en ville pour trouver une carte adéquate – c'était devenu leur langage. Il choisit ce qu'il y avait de plus voyant dans le stock du café-marchand de journaux: un couple polisson qui se frottait la tête d'un air entendu et tenait trois poissons bariolés, exprimant ainsi la vie et la fécondité. La femme portait une robe de soie turquoise décorée de fleurs bleues, et un bouquet de pois de senteur. Avec ce distique:

« C'est la joie que je vous apporte,
Ouvrez bien grande votre porte. »

Le soir, Jules resta à rêver devant la porte, et griffonna dans le noir: « Chère aimée. Je te remercie infiniment. Je t'écris cela au clair de lune. Mille petits baisers Petit Blond. Mon aimée à dimanche, où tu voudras. Je suis à toi. Bonsoir. Jules. »

L'automne revenu, saison magique, avant l'hiver glacé: les choses se paraient de splendeur à l'approche de la mort. Comme si elles donnaient toute la beauté qu'elles avaient en réserve, dans un dernier élan. Un mardi, Mireille reçut une carte de Jules qui, après l'avoir intriguée, changea définitivement sa vie.

Cette carte représentait un couple de sportifs appuyés l'un contre l'autre: la jeune femme en polo et jupe écossaise était assise tenant sur ses genoux d'une main sa raquette de tennis et de l'autre une balle de tennis, lui dans son dos la serrait de près. « Chère Mireille. Je suis très heureux de pouvoir te remercier de tous tes bienfaits qui me prouvent ton amour. Je demande à vie! lir de jour en jour pour connaître notre avenir. Enfin, chère et tendre aimée, ne t'ennuie pas trop, tu peux croire que mon cœur te sera toujours fidèle. Seulement j'ai un secret à te révéler depuis déjà plusieurs semaines. J'aurais voulu te le dévoiler, mais le jour n'était pas encore venu. Jeudi, tu te lèveras de bonne heure, car en partant, je passerai devant ta barrière vers 6 h, à l'heure nouvelle. Je te donnerai ce qui te fait plaisir. Celui qui pense à toi et qui t'aime plus que jamais il n'a aimé. Jules Courtois. »

On était fin octobre et, depuis quinze jours déjà, Jules aurait dû rejoindre une caserne à Toul. Mais il s'était juré de ne plus jamais connaître de murs, de dortoir. Et il s'était préparé à partir en voyage, à l'étranger. Droit devant lui. Plus tard, il reviendrait chercher Mireille pour se marier.

Tout avait recommencé. De nouveau, il fallait que Jules se retire derrière des gestes. S'absente de sa vie. Laisse le corps subir tout ce qu'on lui faisait subir, sans montrer le ravage à l'intérieur. Alors il s'absentait, n'était pas

concerné. Une vraie savonnette! On pouvait accumuler les ordres, les punitions, on n'avait pas de prise sur lui. Il faisait semblant de comprendre, il s'échappait.

Les gendarmes étaient venus le chercher, l'avaient conduit à Toul. On l'avait inspecté, évalué, fiché. Il s'était déshabillé. On l'avait pesé, on avait inspecté sa dentition. Mis son crâne à nu. Et après quelques semaines de cellule, on lui demandait de rejoindre le bétail qui défilait, sous les coups de gueule d'un gradé. Une, deux! Une, deux! Relevez les têtes! Tendez les doigts! Attaquez bien le sol du talon!

Toujours le monde irréel, tiré au cordeau, qu'on voulait faire admettre de force. Mais il habitait les courants d'air, n'avait ni maison, ni famille, aucun bien ne lui appartenant.

Mireille, il ne l'avait pas revue, n'avait pas eu de nouvelles.

Il était devenu comme un arbre froid, figé sous le ciel gris. Du sang gris coulait dans ses veines. Il pleuvait des heures mortes, de longs jours interminables emportés de la brume. Les oiseaux, qui les avait emportés? Le printemps, c'était où?

Début mars, il obtint une permission pour quelques heures. Il voulut lui annoncer sa venue. Il dégota à cette occasion une carte postale avec deux amoureux dans un cadre doré octogonal.



La femme brune tenait une corbeille de fleurs et accueillait d'un œil consentant son compagnon qui se montrait pressant. Aux quatre coins les couleurs d'un jeu de cartes, en or: le destin. Trèfle, cœur, carreau, pique.

« Toul, le 2 mars. Mon cher petit Blond.

Je m'empresse de t'écrire. J'irai te voir de bonne heure dimanche car on me donne une permission très courte. Je repartirai par le train de 9 h quelque chose. Cela coûtera moins cher et mon oncle m'accompagnera à Montmédy. Je t'écris cette carte en revenant de chez mon commandant qui m'a annoncé mon départ en compagnie disciplinaire. J'espère que tout le monde est en bonne santé. Moi, ça va. A dimanche. Je vais faire mon possible pour être là au plus tôt. Ton amant qui pense à toi, bien aimée pour la vie. Jules Courtois. »

Jules Courtois quitta la caserne le samedi suivant pour partir en permission. Son camarade Dupille le laissa sur le bord de la route. Il faisait du stop vers la gare de Toul.

Personne ne le reverra jamais. Mireille n'aura plus de nouvelles. Quinze jours plus tard, Jules Courtois était porté déserteur. Et ses effets furent retournés sans un mot d'explication. Mireille retrouva dans une poche la carte postale qu'elle lui avait adressée quand elle avait appris sa venue. Une carte langoureuse. Toute rose. Un couple se courtisait assis sur un muret entouré de

fleurs et de feuillage. Elle avait inscrit – une dernière fois – à la plume « Jules » sur l'homme qui se penchait vers « Mireille ».

« Mon cher petit amant,

Je t'écris pour te dire que je suis en bonne santé. Je pense que ma lettre te trouvera de même ainsi que ma petite "bibite" que tu m'avais promis avant de t'en aller et que tu ne m'as pas donnée. Je commençais à m'ennuyer de ne pas avoir de nouvelles de toi. Me voilà aujourd'hui, ça me semble drôle, est-ce vraie ta venue? Maintenant, je n'ai plus qu'à t'embrasser de grand cœur. Mireille Duncourt »

Cette inquiétude apparaissait maintenant comme prémonitoire. Il y avait une autre carte que Jules n'avait pas envoyée. Un soldat tenait sur ses genoux sa belle en déshabillé, et cette inscription:

« Plaisir d'amour ne dure qu'un moment

Sachons profiter de notre bon temps! »

Les parents de Jules Courtois reçurent une notification de cinq mois de prison pour désertion de leur fils, et une sommation de payer 305 F. Pour frais de dossier.

Jacques Vallet

Derniers ouvrages parus:

L'amour tarde à Dijon (Le Poulpe, éditions Baleine, 1997)

Pas touche à Desdouches (éditions Zulma, 1997)

La Trace (éditions Zulma, 1998)

militant... Tous les quinze jours un débat est proposé au large public des sympathisants qui soutiennent le local.

Une lettre de l'amicale informe à cadence mensuelle toutes celles et ceux qui s'intéressent aux initiatives qui se déroulent à l'Antre Anar...

L'été en bord de Méditerranée ne vous interdit pas de passer boire une mousse un vendredi avec les Montpelliérains. Ils attendent votre visite et votre solidarité car ils envisagent pour l'an 2000 de changer de lieu et d'acquérir un local « fédéral », plus spacieux à la hauteur de nos ambitions communes: construire Un autre futur.

LE LOCAL ANARCHISTE RENNAIS

9, rue de Malakoff. 35000 Rennes. Tél: 02 99 67 92 87

Ouverture: mercredi 15 à 19 h et samedi 15 à 19 h

Il s'est ouvert en 1996. Son comité de gestion composé de militants FA et d'individualités libertaires autonomes se réunit de manière trimestrielle. Une buvette-bar se trouve à côté d'une librairie et d'une bibliothèque de prêt. Il y a aussi une audiotèque... Des conférences et des projections vidéo sont organisées au cours de l'année et elle sont suivies par un nombreux public. Un bulletin mensuel signale auprès d'environ 120 personnes les diverses activités et rendez-vous... C'est le pôle de référence libertaire de Rennes. Pendant l'été vous pourrez rencontrer les compagnons rennais au hasard d'une virée touristique... mais néanmoins militante

LE BAZAR

44, rue de la République 11000 Carcassonne

Ouverture: mercredi 14 à 17 h et samedi 14 à 18 h

Vous y trouverez des journaux, des revues et des ouvrages sociaux culturels et politiques. Le fonds anarchiste est le plus important mais cela est bien normal...

Ce lieu à vocation sociale regroupe des individus libres qui tiennent à favoriser la communication entre les individus... C'est un lieu de lecture et d'information. Une bibliothèque côtoie la librairie... Des projections vidéo et des débats sont organisés par les animateurs du Bazar... Pendant l'été ce haut lieu de la convivialité de l'entraide et de la solidarité saura vous accueillir... et croyez moi ça vaut le détour...

CARES

Impasse des communaux 86000 Poitiers. Tél: 05 49 88 34 08

Ouvertures mercredi 17 à 20 h

On peut y découvrir les ouvrages publiés par les éditions du Monde libertaire et par Acratie... *Le Monde libertaire* hebdo, *le Combat syndicaliste* et des fanzines locaux et nationaux... Pendant l'été le local sera ouvert en pointillé... Il est bon de téléphoner avant de passer voir les animateurs du lieu...

L'ETINCELLE

26, rue Maillé 49000 Angers. Tél-fax: 02 41 24 94 45

Ouverture: mercredi, vendredi et samedi de 20 h à... 1 heure du matin.

On y trouve un coin librairie où ils est possible de se procurer des journaux, des brochures et des revues libertaires... Une bibliothèque de prêt propose trois cents titres aux personnes intéressées... Un bar assure le côté convivial de ce lieu militant.

Des réunions publiques, des concerts, des bouffes et des projections vidéo y sont organisés. Une fois par mois les Angevins sont conviés à une soirée « cinéma »... Programme alléchant s'il en est! Malheureusement, l'Etincelle est fermée en juillet et en août. La douceur angevine mais néanmoins libertaire ne vous est donc proposée qu'à partir de septembre. Juste avant la rentrée...

Edward

Une librairie anarchiste à Montpellier Où en est-on?

Depuis la rentrée de septembre 99, le groupe « Un autre futur » de Montpellier travaille à réunir des fonds dans le but d'ouvrir une librairie anarchiste sur la ville. Il est temps à présent de faire état de son avancement. Comme nous vous l'expliquions ici même, notre groupe loue un local (en fait une cave) depuis quatre ans. Aujourd'hui, celui-ci ne correspond plus à nos besoins (manque d'espace) et constitue un frein à un plus grand développement de nos idées. Le projet d'ouverture d'une librairie anarchiste s'inscrit donc dans une démarche de plus grande visibilité et d'ouverture vers l'extérieur. Une librairie permettrait ainsi d'élargir l'influence que se doit d'avoir le mouvement libertaire. Le choix d'acheter un local va dans le sens d'une plus grande autonomie du groupe, que la location rend impossible. Le projet en lui-même, mise à part la constitution d'une librairie, met en avant la possibilité d'organiser des débats, des projections vidéo, principaux relais de nos idées et de nos investissements quotidiens sur les luttes sociales, et prévoit aussi de ménager un certain nombre d'espaces de convivialité et de discussion, comme nous le proposons déjà dans notre local actuel lors des Cafés Libertaires.

Depuis le lancement « officiel », en janvier 99, du projet, nous avons mené plusieurs initiatives nous permettant de récolter l'argent qui nous permettra de le réaliser. Ainsi, une campagne de souscription est en cours et nous a rapporté au 15 juin environ 13 300 F.

Trois repas de soutien ont été organisés durant cette année, dans notre local. Mais l'événement le plus important a été l'organisation d'une journée d'expression libertaire le 8 mai, sur le thème de la liberté d'expression, qui nous a permis de diffuser largement le projet que nous menons, et bien au-delà, d'offrir une tribune d'importance à nos idées.

Aujourd'hui, nous avons en caisse 31 304 F. Cela n'est bien entendu pas encore suffisant pour l'achat d'un local. Cependant, nous nous donnons jusqu'en septembre 2000 pour mener à bien ce projet. D'autres initiatives sont déjà prévues pour la rentrée 99, qui nous permettront de redémarrer après la trêve estivale et de continuer à diffuser largement les objectifs que nous nous sommes fixés. Nous continuerons autant que possible à vous informer des avancées de notre projet et de la solidarité que nous manifestent les lecteurs du Monde libertaire.

Pour nous soutenir, plusieurs solutions:

- le prélèvement automatique;
- la souscription (chèques à l'ordre de C.D.P.L.);
- l'achat de T-shirts que nous avons édité (50 F l'un; écrivez-nous pour plus d'infos)

Pour nous contacter: groupe « Un autre futur » de la Fédération anarchiste c/o L'Antre Anar 5 rue Jeanne d'Arc 34000 Montpellier.

Si vous voulez rejoindre la Fédération anarchiste pour participer à notre lutte, mais qu'aucun groupe n'existe à proximité de chez vous ou aucune adresse n'est disponible ci-dessous, adressez-vous alors aux Relations Intérieures, c/o librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

AIN (01)

■ Liaison d'Ambérieu-en-Bugey c/o Michel Bellaton, 11, rue de la Flodière, 01640 Jujurieux.

AIN (02)

■ Groupe Pierre-Kropotkine c/o Athénée libertaire, 8, rue de Fouquerolles, 02000 Merlieux.

Permanences : deuxième et quatrième mardis du mois à 20 h 30.

■ Liaison Villers-Cotterêts. c/o Librairie du Monde libertaire.

ALLIER (03)

■ Liaison Moulins c/o Librairie du Monde libertaire.

HAUTES-ALPES (05)

■ c/o Librairie du Monde libertaire.

ALPES-MARITIMES (06)

■ c/o Librairie du Monde libertaire.

ARDÈCHE (07)

■ Groupe d'Aubenas c/o Cercle social ardéchois, BP 15, 07170 Villeneuve-de-Berg.

ARDENNES (08)

■ Liaison Ardennes. c/o La Question sociale, B.P. 66, 08120 Bogny/s/Meuse.

ARIÈGE (09)

■ FA de l'Ariège c/o Joaquim Lopez, 09000 Celle.

AUBE (10)

■ Liaison Troyes. c/o Librairie du Monde libertaire.

AUDE (11)

■ Groupe de Carcassonne. c/o Le Bazar, 44 rue de la République.

AVEYRON (12)

■ Liaison Sud-Aveyron c/o SAP, BP 2, Montlaur, 12400 Saint-Affrique.

BOUCHES-DU-RHÔNE (13)

■ Groupe Marius Jacob. c/o GREL, B.P. 2391, 13215 Marseille cedex. Permanence : le samedi de 15 à 17 h au cédé La Passerelle, rue des trois mages. ■ Liaison Arles. c/o Librairie du Monde libertaire.

CALVADOS (14)

■ c/o Librairie du Monde libertaire.

CHARENTE (16)

■ Groupe d'Angoulême c/o Chantal Lavie, 16, rue Cité-Poudrière, 16000 Angoulême.

CHARENTE-MARITIME (17)

■ Groupe Michel-Bakounine c/o ADIL, BP 3, 17350 Port-d'Envaux.

CHER (18)

■ Groupe Georges-Brassens c/o B.P. 6021, 18024 Bourges.

CORREZE (19)

■ c/o Librairie du Monde libertaire.

CORSE (20)

■ c/o Librairie du Monde libertaire.

CÔTE-D'OR (21)

■ Groupe de Dijon La Mistoufle c/o Les voix sans maître, 7, rue du Dr Chaussier, 21000 Dijon. Permanences : les 1^{er} et 3^e mardi du mois de 19 h à 19 h 30.

COTES D'ARMOR (22)

■ Groupe jes futuro. B.P. 38, 22301 Lannion cedex.

CREUSE (23)

■ FA. de la Creuse c/o Alayn Dropsy, Le Bourg, 23150 Saint-Yrieix-les-Bois.

DORDOGNE (24)

■ Liaison Périgueux c/o Librairie du Monde libertaire.

DOUBS (25)

■ Groupe Pierre-Joseph-Proudhon c/o CESL, BP 121, 25014 Besançon cedex. Vente ML : dimanche 11-12h15 petit marché de Battant, place Jouffroy

EURE (27)

■ Groupe d'Evreux c/o CEREL, BP 263, 27002 Evreux cedex.

EURE-ET-LOIRE (28)

■ Groupe libertaire de Chartres. Permanence : le premier vendredi du mois, de 20 h 30 à 22 h, à l'Hôtel Maleyssie, 2, rue Chanzy, à Chartres.

FINISTÈRE (29)

■ Groupe Les Temps Nouveaux c/o CEL, BP 728, 29277 Brest cedex. ■ Liaison Monts d'Arrée. c/o CEL, B.P. 728, Brest Pilier Rouge, 29277 Brest cedex.

GARD (30)

■ Groupe FA du Gard c/o AGDIR, B.P. 5018, 30900 Nîmes. Vente ML : mercredi de 9h30 à 11h30 sur le marché de Bagnols/s/Cèze.

HAUTE-GARONNE (31)

■ Groupe Albert-Camus c/o FA de Haute-Garonne, 36, rue de Cugnaux, 31300 Toulouse. Permanences : mercredi et jeudi de 18 h à 20 heures.

GERS (32)

■ Liaison du Gers. c/o Collectif libertaire, Maison des ensembles, chemin du Baron, 32000 Auch.

GIRONDE (33)

■ Groupe Emma-Goldman c/o Athénée libertaire, 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux. Permanences : samedi, de 15 h à 17 h. ■ Groupe Sébastien-Faure, 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.

HÉRAULT (34)

■ Groupe « Un autre futur » c/o L'Antre Anar, 5, rue Jeanne-d'Arc, 34000 Montpellier. Permanence : jeudi à 20h30. ■ Groupe de « La Sociale » c/o L'Antre Anar, 5, rue Jeanne-d'Arc, 34000 Montpellier.

ILLE-ET-VILAINE (35)

■ Groupe La Commune, MJC La Paillette, rue du pré de Bris, 35038 Rennes cedex. Local anarchiste rennais 9, rue de Malakoff; tél.: 02 99 67 92 87. Permanences : mercredi et samedi de 15 h à 19 h. Vente ML : samedi matin sur le marché des Lices. ■ Groupe Sabaté, c/o ACL 9, rue Malakoff, 35000 Rennes.

INDRE ET LOIRE (37)

■ Groupe libertaire de Tours. c/o B.P. 0421, 37204 Tours cedex 3. Permanences : chaque jeudi de 14 à 16 heures à la fac des Tanneurs et de 20 h 30 à 22 heures à Utopia, 32, rue Carnot.

ISÈRE (38)

■ Groupe Jules-Vallès de Grenoble c/o La faille, BP 2301, 38033 Grenoble cedex 2. Table de presse : 1^{er} mercredi du mois de 12 h 30 à 14h, au restaurant universitaire Diderot, faculté de Lettres et Sciences humaines de Saint-Martin-d'Hères.

Participation à la publication bimensuelle du journal anarchiste grenoblois «La Faille». Emission de radio les mercredis de 20h30 à 21h30 sur radio Grésivaudan (87MHz)

■ Liaison de Bourgoin-Jallieu c/o «Contre-Courants», La Ladrière, Saint-Alban-de-Roche.

Jura (39)

■ Liaison Dole c/o Les voix sans maître, 7, rue du Dr Chaussier, 21000 Dijon.

LOIR-ET-CHER (41)

■ Groupe Val de Loire c/o BP 1, 41190 Molineuf.

LOIRE (42)

■ Groupe Nestor-Makhno c/o CNT-AIT, Bourse du Travail, cours Victor-Hugo, 42000 Saint-Etienne. • publication de la feuille d'information mensuelle «Réseaux ouvriers», abonnement pour un an (10 n°) 50 F à l'adresse ci-dessus.

■ Groupe Asturies, c/o Librairie la Mauvaise graine, 2, rue Paillon, 42000 Saint-Etienne. B.P. 297, 42016 St-Etienne. Permanence : samedi de 15h30 à 18 h30. Vente ML : le samedi à partir de 10 h devant la bibliothèque municipale.

LOIRE-ATLANTIQUE (44)

■ Groupe de Nantes. c/o ACLN, B.P. 60221, 44000 Nantes cedex 1. Permanences : mardi et vendredi, à partir de 19 h 30. Emission de radio : « Les raisons de la colère » le 4e vendredi de chaque mois à 20h30 sur 98.1 FM et 91 FM à St-Nazaire. Vente ML : le 1er samedi du mois, marché de la petite Hollande ; dimanche sur le marché de Talensac à 11h.

LOIRET (45)

■ Groupe El Quico. c/o Asile des rêves B.P. 21447, 45004 Orléans cedex.

MAINE-ET-LOIRE (49)

■ Groupe Malatesta, c/o L'Étincelle, 26, rue Maillé, 49000 Angers.

MANCHE (50)

■ Groupe de Cherbourg c/o GREL, BP 12, 50130 Octeville cedex. ■ Liaison Carentan. c/o GREL, BP 12, 50130 Octeville cedex.

MEURTHE-ET-MOSELLE (54)

■ Groupe Jean-Roger-Caussimon, F.A. Nancy, c/o CRES, B.P. 113, 54510 Tomblaine.

Les librairies anarchistes

Les militants de la Fédération anarchiste bien qu'ils soient impliqués dans les luttes sociales n'en oublient pas pour autant le nécessaire travail d'information et l'effort de pédagogie auprès du grand public afin de fournir les bases objectives d'une analyse libertaire des événements auxquels nous sommes confrontés.

Les propositions concrètes d'intervention et d'action dans ce contexte...

À cet effet un certain nombre de groupes, en province, se sont dotés d'outils militants afin de réussir dans cet effort d'information et de présence anarchiste.

Les librairies et lieux de débats en sont la traduction la plus manifeste.

Après Publico à Paris nous avons maintenant La Plume noire à Lyon, l'Athénée Albert-Camus à Toulouse, l'Athénée libertaire à Bordeaux Infos à Perpignan, l'Antre Anar à Montpellier, Le Local Anarchiste à Rennes, le Bazar à Carcassonne... le CARES à Poitiers, l'Étincelle à Angers et d'autres encore... ailleurs...

PUBLICO

145, rue Amelot, 75011 Paris.

Tél: 01 48 05 34 08; Fax 01 49 29 98 59

C'est la librairie fédérale qui propose, au cœur de la capitale, du lundi au vendredi de 14 h à 19 h 30 et le samedi de 10 h à 19 h 30, des milliers d'ouvrages, de brochures, d'affiches, journaux et autres articles...

C'est aussi le lieu d'accueil fédéral et, pour les Parisiens ou les provinciaux visitant Paris, Publico est un lieu fraternel qui saura mettre en relation la personne intéressée, le sympathisant et les militants de l'organisation. Des projections vidéo, des présentations de livres en présence des auteurs et des débats viennent, à intervalles réguliers, animer la vie de la librairie fédérale...

LA PLUME NOIRE

19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon. Tél-fax: 04 72 00 94 10.

Ouverture: mercredi et samedi 15 à 19 h, jeudi et vendredi de 17 à 19 heures.

Même si elle a eu l'occasion de changer quelques fois d'adresse, La Plume noire existe depuis neuf années maintenant. La librairie est une œuvre militante portée par l'Union régionale Rhône-Alpes de la Fédération anarchiste. Elle est connue, outre pour ses qualités propres et son accueil, parce qu'en février 1997 (le 16), elle a été l'objet d'un attentat: un incendie criminel allumé par les fascistes. En cette occasion la solidarité militante au niveau local, national et international a su jouer très rapidement. À Lyon même, 3 000 personnes ont manifesté derrière la banderole de tête de la FA. Ce rappel démontre, si besoin était, que la librairie lieu de présence militante et d'investissement social dans les luttes, et la diffusion de nos idées vers un large public sont deux choses étroitement liées...

On y trouve un stock d'ouvrages intéressant... Les projections vidéo y sont réalisées et des débats y sont menés à la cadence de deux par mois, le samedi. Quelques fois des débats se tiennent dans le cadre du Café libertaire, le jeudi en soirée...

Visitez ce lieu situé en plein cœur des pentes de la Croix-Rousse et vous réaliserez que l'histoire, par delà les années, relie les luttes des Canuts d'hier aux luttes des libertaires d'aujourd'hui avec toujours au cœur le même but: mettre à bas le vieux monde... et construire un autre futur. Et en été la librairie sera ouverte le samedi...

L'ATHENEE ALBERT-CAMUS

36, rue de Cugnaux 31000 Toulouse. Tél: 05 61 42 32 33.

Permanences Mardi: 18 à 20 h et jeudi 18 à 20 h

La librairie propose journaux, revues et ouvrages anarchistes...

Des débats et conférences sont organisées dans le local attenant à la librairie. Une bibliothèque de prêt propose plusieurs centaines d'ouvrages historiques, politiques et sociaux d'un très grand intérêt... Cet été vous pourrez rencontrer aux jours et heures indiqués les compagnons toulousains dans le local...

L'ATHENEE LIBERTAIRE

7, rue du Muguet 33000 Bordeaux Tél-Fax: 04 56 81 01 91

Permanences: jeudi 16 à 19 h et samedi 16 à 17 h

Un coin librairie se tient dans un vaste local et propose affiches, autocollants, journaux, revues et livres à la vente.

Des journaux venant de divers horizons sont consultables sur place... À partir de septembre 1999, une bibliothèque de consultation sera ouverte avec un fond très intéressant d'ouvrages anticléricaux et une bibliothèque anarchiste comprenant 1 500 titres...

Des réunions débats se tiennent à intervalles réguliers au local... Pendant la période d'été les horaires sont sujets à caution mais il est toujours possible de téléphoner pour s'annoncer...

INFOS

2 Bis, rue Théodore Guiter 66000 PERPIGNAN

Ouverture: samedi de 15 à 19 h.

La librairie est ouverte depuis treize années... Elle propose des journaux, revues et ouvrages caractère social, syndical ou politique. Le fonds anarchiste est le plus important. Une bibliothèque de prêt est accessible au public et un fond d'archives est ouvert aux étudiants et chercheurs.

Des débats sont organisés ainsi que des séances de projections vidéo... Pendant l'été la librairie restera ouverte le samedi...

L'ANTRE ANAR

5, rue Jeanne d'Arc 34000 Montpellier

Ouvertures: vendredi à partir de 20 h 30

Un coin librairie côtoie une bibliothèque, une vidéothèque à consulter sans modération... Un bar permet à ce haut lieu de la présence libertaire montpelliéraine de proposer un cadre sympathique et

Vente ML : dimanche matin sur le marché de Vandœuvre.

MORBIHAN (56)

■ Groupe libertaire Francisco-Ferrer, cité Allende, boîte n° 19, 12, rue Colbert, 56100 Lorient.

■ Groupe René-Lochu de Vannes c/o Maison des associations, 6 rue de la Tannerie, 56 000 Vannes.

MOSELLE (57)

■ Groupe de Metz, c/o CRES, B.P. 113, 54510 Tomblaine cedex.

■ Groupe de Sarrebourg, « Voline-Ne plus subit » c/o CRES, B.P. 113, 54510 Tomblaine.

NIEVRE (58)

■ c/o librairie du *Monde Libertaire*.

NORD (59)

■ Groupe de Lille, c/o ALDIR, BP 79, 59370 Mons-en-Barœul.

Ventes ML :

• dimanche, à partir de 11 h 30, sur le marché de Wazemmes à Lille.

Emission de radio : « La Voix sans Maître », tous les vendredis, de 20 h à 21 heures, sur Radio Campus (106.6).

PAS-DE-CALAIS (62)

■ Groupe Cercle noir, 21, rue du Renard, 62200 Boulogne.

PUY-DE-DOME (63)

■ Groupe Spartacus c/o Fraternité anti-autoritaire, BP 51, 63400 Chamalières.

• publication de la feuille des réseaux « Spartacus ».

Vente ML : dimanche matin à partir de 10h30 aux puces (gare routière) Clermont-Ferrand.

PYRÉNÉES-ORIENTALES (66)

■ Groupe Puig-Antich c/o CES, BP 233, 66002 Perpignan cedex.

Permanence : samedi, de 15 h à 19 h, à la librairie Infos, 2, rue Théodore-Guiter, 66000 Perpignan.

Publie *Infos et analyses libertaires* (revue de l'Union régionale du Sud-Ouest).

Archives : librairie Infos (pour étudiants et universitaires).

BAS-RHIN (67)

■ Groupe d'Alsace, c/o REMON, B.P. 35, 67340 Ingwiller.

■ Liaison Bas-Rhin, c/o REMON, B.P. 35, 67340 Ingwiller.

RHÔNE (69)

■ Union locale de groupes de Lyon et banlieue : groupes Dejacque, Durruti et Kronstadt, Lucia Saornil c/o librairie La Plume Noire, 19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon.

Permanences : les mercredis et samedis, de 15 h à 19 h ; jeudis et vendredis de 17 à 19 h. Bibliothèque de prêt ouverte durant les permanences.

Soirée du « Café libertaire », chaque

jeudi, à La Plume Noire à partir de 21 h. Emission de radio : « Idées Noires », mercredi, de 21 h à 22 h, sur Radio Canut (102.2).

Publication de deux feuilles mensuelles :

• « L'égalité économique et sociale », feuille de réseaux travailleurs, chômeurs, précaires éditée par le groupe Kronstadt et Déjacque. Abonnement 50 F (10 n°) à commander à la Plume Noire.

• « Idées noires », feuille de réseaux étudiants-lycéens éditée par le groupe Durruti.

Ventes ML :

• samedi de 11 h à midi sur le marché de la Croix Rousse ;

• mercredi de 12 h à 13 h 30 lors de la table de presse à l'université de Lyon II-Bron, face au restaurant universitaire.

SAONE-ET-LOIRE (71)

■ Liaison Sud-Bourgogne. c/o librairie La Plume Noire, 19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon.

SARTHE (72)

■ Groupe du Mans c/o FA, 4, rue d'Arcole, 72000 Le Mans.

Permanence : 3e samedi du mois, de 14h à 15 heures, Maison des Associations, 4, rue d'Arcole, salle 23, 3e étage.

SAVOIE (73)

■ Groupe libertaire de Maurienne c/o B.P. 2, 73870 Saint Julien Mont Denis.

HAUTE-SAVOIE (74)

■ Groupe Atanar. B.P. 16, 74200 Allinges.

PARIS (75)

■ Librairie du *Monde libertaire*, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08 ; Fax : 01 49 29 98 59.

La librairie est ouverte du lundi au vendredi, de 14 h à 19 h 30 et samedi de 10h à 19 h 30.

■ Groupe Berneri c/o librairie du *Monde libertaire*.

Permanence : mercredi, de 19 h à 20 h, au bar « Le Métro », sortie du métro Abbesses, 75018 Paris.

Emission sur Radio Libertaire (89.4) : « Ras-les-Murs » (émission sur la prison), mercredi, de 20 h 30 à 22 h 30.

■ Groupe Paris-Sud (11e, 12e et 13e arrondissements) c/o librairie du *Monde libertaire*.

■ Claaaash (Paris-Bastille) c/o librairie du *Monde libertaire*.

■ Groupe Maurice-Joyeux c/o librairie du *Monde libertaire*.

Emissions de radio : « A rebrousse-poil », le lundi de 18 h à 19 h 30 ; « La mémoire sociale » le lundi de 19 h 30 à 21 heures ; « Petites annonces d'entraide » le mardi de 14 h 30 à 16 h ; « L'idée anarchiste » le mardi de 16 h à 18 h.

Edition de brochures...

■ Groupe Février c/o librairie du *Monde libertaire*.

Emission de radio : « Femmes Libres », mercredi, de 18 h 30 à 20 h 30. Rediffusion le mardi suivant, entre 9 h et 11 h.

■ Groupe La Vache Folle c/o librairie du *Monde libertaire*.

Emissions musicales sur RL : « Trafic », mercredi, de 22 h 30 à minuit ; « Epsilonia », jeudi, de 22 h 30 à 7 h.

Emission d'actualité : « Chronique Hebdo », jeudi, de 10 h à midi.

Edition : histoire-philosophie (Les Cahiers de La Vache folle) ; poésie (Les Cahiers poétiques de La Vache folle) ; édition musicale : Visa (musiques indépendantes).

■ Groupe La Villette c/o librairie du *Monde libertaire*.

Vente ML : vendredi, de 18 h à 19 h, au métro Jaurès.

Permanence le dernier jeudi du mois à l'Usine, 102 bd de la Villette, 75019.

■ Groupe Louise-Michel c/o « La Rue », 10, rue Robert-Planquette (M° Blanche ou Abbesses), 75018 Paris.

Permanences : samedi, de 15 h à 17 h, au local « La Rue », avec tenue d'une bibliothèque.

Ventes ML :

• vendredi : Fac de Nanterre, Hall B de 11 h 30 à 12 h 30 ; Forum des Halles-Porte Lescot de 17 h 30 à 18 h 30 ;

• samedi sur le marché du bas de Suresnes de 10 h à 12 heures ;

• dimanche de 10 h 30 à 12 heures sur le marché de la rue du Poteau ; de 9 h 30 à 11 h 30 sur le marché des hauts de Suresnes.

■ Groupe Pierre-Besnard c/o librairie du *Monde libertaire*.

Vente ML : dimanche, de 10 h 30 à 12 h 30, sur le marché de la place des Fêtes.

Emission sur RL : « Chroniques syndicales », samedi, de 11 h 30 à 13 h 30.

SEINE-MARITIME (76)

■ Groupe Clément-Duval c/o APEL, B.P. 1042, 76205 Dieppe cedex.

Vente du ML : samedi, de 10 h 30 à 12 h, sur le marché de la place Nationale.

■ Groupe de Rouen c/o CES, B.P. 4202, 76723 Rouen cedex.

Ventes ML :

• mercredi, de 11 h 30 à 13 h 30, à la faculté des Lettres de Mont-Saint-Aignan (en période universitaire) ;

• samedi, de 11 h à 12 h, sur le marché d'Elbeuf ;

• dimanche, de 11 h à 12 h, sur le marché du Clos Saint-Marc, à Rouen.

SEINE-ET-MARNE (77)

■ Groupe Sacco et Vanzetti c/o GRELE, 1 bis, rue Emilie, 77500 Chelles.

■ Liaison Melun c/o librairie du *Monde Libertaire*.

YVELINES (78)

■ Groupe de Versailles. c/o librairie du

Monde Libertaire.

■ Groupe de Rambouillet. c/o librairie du *Monde Libertaire*.

SOMME (80)

■ c/o librairie du *Monde Libertaire*.

VAR (83)

■ Groupe Nada c/o ACL, B.P. 5137, 83093 Toulon cedex.

VAUCLUSE (84)

■ c/o librairie du *Monde Libertaire*.

VIENNE (86)

■ Groupe de la Vienne. Impasse des Communaux, 86000 Poitiers.

Permanence : mercredi, de 17 h à 20 heures, au CARES, impasse des Communaux (librairie et bibliothèque).

HAUTE-VIENNE (87)

■ Groupe de Limoges, c/o CARES, impasse des Communaux, 86000 Poitiers.

YONNE (89)

■ c/o librairie du *Monde Libertaire*.

ESSONNE (91)

■ Groupe Francisco-Ferrer d'Evry c/o librairie du *Monde Libertaire*.

SEINE-SAINT-DENIS (93)

■ Groupe Henry-Poulaillé de Saint-Denis c/o librairie du *Monde Libertaire*.

Vente ML : dimanche, de 10 h 30 à 12 h, rue de la République, à St-Denis.

■ Groupe Fédération jurassienne c/o librairie du *Monde Libertaire*.

VAL-DE-MARNE (94)

■ Groupe Etoile Noire du Val-de-Marne c/o librairie du *Monde libertaire*.

Vente du ML : dimanche, de 10 h à 12 h, sur le marché près du métro Maison-Blanche.

■ Groupe Elisée-Reclus d'Ivry c/o les amis de Louise Michel. B.P. 55. 94202 Ivry-sur-Seine.

LA REUNION (97)

■ c/o librairie du *Monde libertaire*.

LA NOUVELLE-CALÉDONIE (98)

■ c/o librairie du *Monde libertaire*.

Rédaction-Administration :

145, rue Amelot, 75011 Paris

Directeur de publication : J. Toublet

Commission paritaire n°55 635

Imprimerie : Les Informations

dieppoises SA, 8, rue Claude

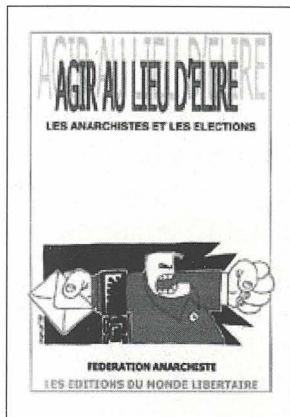
Groulard, 76200 Dieppe.

Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977

Routage 205 - La Vigie

Diffusion N.M.P.P.

Éditions du Monde libertaire



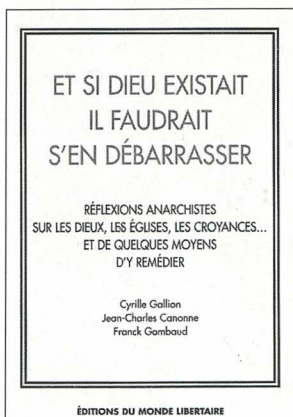
Contrairement à ce qui se dit ici ou là, les anarchistes sont extrêmement respectueux du droit de vote et des élections. Tellement, qu'ils ne cessent de se battre pour que ce droit puisse s'exercer dans tous les domaines de la vie, dans les entreprises, dans les quartiers, à l'école, et jusque dans les derniers recoins de la sphère du privé. Qu'ils ne cessent de se bagarrer pour que ce droit ait les moyens économiques, financiers et politiques de s'exercer pleinement et également. Qu'ils ne cessent de clamer sur tous les toits que ce droit n'a de sens que s'il s'accompagne d'un mandatement précis et d'un contrôle permanent pouvant déboucher sur une révocabilité à tout moment. Pour toutes ces raisons et pour bien d'autres encore les anarchistes se refusent à cautionner cette caricature que sont les élections au royaume de la « démocratie » bourgeoise.

Agir au lieu d'élire. Les anarchistes et les élections. 20 F.

En Belgique, laboratoire privilégié du social-libéralisme musclé (après avoir été celui de la social-démocratie molle), depuis 25 ans, un petit groupe rassemblé autour du journal *Alternative libertaire* parie sur la vie, contre l'hiver social, et relie obstinément la mémoire des luttes passées à l'écho frémissant du nouveau mouvement de résistance...

Le document brut que nous livre Franck Thiriote dans ce reportage vous propose une plongée dans la vague montante de cet élan d'insoumission inattendu, dont la surprenante énergie rend au mot espoir toute sa signification. Parmi eux, compagnon des bons et des mauvais jours, le journal *Alternative libertaire* fraie son chemin, ouvrant la voie à ceux qui, révoltés, attendent un signal pour oser empoigner la réalité. Nonante minutes de témoignages étonnants, fruits d'expériences multiples et d'histoires différentes... qui convergent vers la même évidence: il faut changer le monde avant qu'il ne nous écrase!

Belgique 1999. Une force se déchaîne. Les Films du *Monde libertaire* et *Alternative libertaire*. 90 mn. 80 F.



Avec un pape coincé du cul comme pas permis, des commandos de blaireaux illuminés qui font feu de tout bois sur la contraception et l'avortement, des ayatollahs qui n'hésitent pas à condamner des écrivains à mort, des étudiants en théologie, des hordes de barbus... Cette fin de siècle est à pleurer!

Contre les vieux démons, ces opiums du peuple et autres cocaïnes d'un éternel humain qui n'ose pas regarder la mort en face, qui relèvent aujourd'hui la tête et éjaculent leurs intolérances à tous vents, il convient à l'évidence de ressortir nos vieux drapeaux anticléricaux et de redanser à en perdre haleine la robuste bourrée de l'athéisme.

Contre les « nouveaux » diables de la laïcité molle, du foot, de la consommation et de la loi de la jungle capitaliste qui constituent le terreau de toutes ces insanités pithécantropesques, il convient, par contre, de forger d'autres armes. Plus politiques. Plus sociales. Plus révolutionnaires.

Et si Dieu existait il faudrait s'en débarrasser! Réflexions anarchistes sur les dieux, les églises, les croyances... et de quelques moyens d'y remédier. 20 F

Militer, pourquoi ?

S'engager, militer... pourquoi ? Voilà une question qu'on nous pose souvent mais aussi qu'on arrive à se poser à soi-même dans les moments de doutes. Si l'engagement militant, l'implication dans les luttes sociales comme la participation à diverses expériences collectives et autogestionnaires sont des aventures fantastiques, pleines de vie, de joies et d'espoirs, il arrive aussi qu'elles se muent en pesanteur, en stress voire en contrainte.

Dans cette époque marquée par le libéralisme à tous crins, le culte de la consommation et de la réussite individuelle, où le mouvement social est bien souvent léthargique, s'engager dans la construction d'un autre futur implique de ramer à contre courant de l'évolution de la société et de se parer à prendre des coups. Combien sont-ils ces militants à avoir succombé à la résignation, au repli sur la sphère individuelle, au « cocooning » et à avoir finalement rejoint le boulevard des ombres ?

Militer nécessite en effet une sacrée dose de conviction, de volonté et de détermination sur le long terme. Si aujourd'hui tout est possible, si le mouvement libertaire se trouve face à des conditions des plus favorables pour son développement et son expansion, s'il est réellement la seule alternative sociale à la barbarie capitaliste et étatiste, il n'empêche que la révolution ne se fera pas du jour au lendemain. C'est un processus long, qui se construit, qui peut prendre des années, des décennies, voire des générations avant qu'un mouvement social d'ensemble porteur de pratiques autogestionnaires et d'un projet fondé sur l'égalité économique et sociale ne s'impose. Nous en sommes certainement qu'en l'an zéro de la révolution libertaire à venir mais celle-ci a d'ores et déjà commencé à se construire, ici et là, dans les diverses luttes et alternatives sociales qui depuis le début des années 90 ont vu le mouvement libertaire se réaffirmer avec force. Personne ne peut prédire quand ce mouvement arrivera à maturation, ni donc si nous en verrons l'aboutissement. Mais il est certain que prendre part à ce mouvement, à cette aspiration, donne cent milliards de fois plus de sens à la vie que de se replier dans une bulle individuelle et gémir dans la grisaille du quotidien. Diffuser nos idées, faire partager nos pratiques et nos modes de fonctionnement, allumer des milliers de feux de la lutte et de l'alternative sociale, voilà ce qu'il nous faut continuer à semer. Et nous savons que si la grande moisson n'est pas pour tout de suite, nous récoltons néanmoins au quotidien le bonheur de moments forts pleinement vécus, de révoltes partagées comme de liens et projets qui se tissent et se renforcent.

De multiples moments où se réuniront une fois de plus ceux qui ont encore un peu d'espoir dans le cœur, plein de projets pour construire un autre futur et qui ne sont pas prêts à succomber aux sirènes de la résignation.

Le Comité de rédaction

